



Rapport d'Activité 2023

ALTHEA

8 rue du Vieux Temple - Grenoble -

Siren : 779559368 - Code APE 8790 B -

Oasis 38

8 rue du Vieux Temple
38 000 Grenoble

L'Appart

8 rue du Vieux Temple
38 000 Grenoble



Sommaire

Avant-Propos

p.5

- Le Mot du Président
- Le Mot du Directeur

Chapitre 1. L'Association ALTHEA

p.9

Chapitre 2. L'Appart

p.29

Chapitre 3. Oasis 38

p.66

Avant-Propos

Le Mot du Président, Hubert VERNAY

1. Accueil

Bonjour et bienvenue à tous à cette assemblée Générale ; aux associations partenaires, aux membres actifs de l'association le directeur et le CA, et aux salariés. Je vous remercie de votre présence et pour votre contribution à divers titres au bon déroulement de l'année 2023, sans oublier nos contributeurs financiers et les partenaires invités qui n'ont pu se libérer pour être avec nous.

2. Le parcours de l'association

Je ne m'attarderai pas sur les détails du parcours de l'association en 2023 dans ses évolutions et ses progrès ou le traitement des problématiques abordées par chaque service ainsi que dans la gestion des salariés, et laisse à Loïc notre directeur le soin de le faire.

Pour ma part je veux simplement citer quelques points clés :

- La rédaction et la signature du CPOM pour la période 2023-2027, une sécurité pour le moyen terme.
- Dans le cadre d'une fiche action de ce CPOM, le PPI a été construit en intégrant le projet d'achat de tout ou partie de nos locaux au bailleur social ACTIS ; réflexion en cours au long de l'année.
- Les discussions et l'accord avec la DDETS sur la fin des places d'Urgence et notre choix de les intégrer au CHRS Insertion.
- L'élaboration par le Conseil d'Administration en lien avec les salariés, du Projet associatif d'ALTHEA abouti en fin d'année. Ce projet servira de socle pour la rédaction des projets d'établissement d'Oasis38 et du service l'Appart.
- L'orientation vers de nouveaux axes de travail pour être en adéquation avec les besoins des personnes : la Santé comme thème transversal (avec les groupes de parole TCI ; le recrutement d'un référent Santé...), l'insertion professionnelle en s'engageant dans un consortium sur l'AAVA (Atelier d'Aide à la Vie Active), la Prostitution des jeunes.
- 2023 a vu le départ de Séverine BRICON notre responsable économique, remplacée par Christiane HELLOUIN, amenant une organisation différente et conduisant à trouver un nouveau point d'équilibre dans le fonctionnement de l'association.
- Nous allons vous présenter les grandes lignes du rapport d'activité 2023 et plusieurs professionnels des services Oasis 38 et l'Appart donneront un éclairage plus précis sur leurs pratiques.

3. Finances et Gestion

La situation financière de l'association est satisfaisante depuis plusieurs années maintenant, ce que confirmera le commissaire aux comptes. La signature du CPOM pour la prochaine période est un gage de stabilité. Place au trésorier pour plus d'informations.

4. Conclusion

Le Conseil d'administration via son président a reçu la démission de Pascale CRET qui n'a pas souhaité renouveler son mandat. C'est l'occasion pour moi de pointer la difficulté aujourd'hui de trouver des candidats à la fonction d'administrateur.

En Conclusion, merci aux salariés et au directeur qui ont contribué à faire de 2023, une bonne année pour l'association.

Le Président
Hubert VERNAY



Le Mot du Directeur,

Loïc JACQUEMOUD

2023 a été une année dense et riche pour l'association ALTHEA.

Même si notre association est petite, l'énergie et l'engagement déployés par l'ensemble de mes collègues permettent d'être en mouvement permanent et d'accompagner au mieux les personnes accueillies au sein des services Oasis38 et L'Appart.

Dès lors la réflexivité et la démarche de projet sont à l'œuvre. Nous essayons collectivement, chacun de notre place, avec nos forces, nos limites et humilité, d'être un point d'appui pour les personnes afin qu'elles trouvent ou retrouvent une place dans notre société.

A l'instar de 2022, nous pérennisons donc le travail engagé, sur nos missions et le travail social, et plus spécifiquement sur :

- La Santé, avec le Réseau Santé Social Précarité et l'ensemble des acteurs intervenants auprès du public dans nos locaux, comme le Pôle Santé Précarité de la Ville de Grenoble et le CCAS, le CEGIDD, l'AGECSA, l'IREPS, le Caméléon, Serein.e.s, le Rialto, France Victimes, Tempo, la MRSI dont Prométhée, Le Planning Familial 38, Eclat, Solident, AIDES...
- L'Insertion socio-professionnelle, notamment avec le consortium établi pour la création d'Ateliers d'Aide à la Vie Active (AAVA), porté par Le Relais Ozanam, avec l'ADATE, l'Amicale du Nid, le CCAS de Grenoble, France Horizon, L'Oiseau Bleu et Point d'Eau ;
- La Prostitution des mineurs, avec les acteurs institutionnels et associatifs, avec une impulsion de Sarah MARCATO, Déléguée aux Droits des Femmes et à l'Egalité (DDFE) de l'Isère ; Eric VAILLANT, Procureur de la République de Grenoble ; le Département de l'Isère ; les services de l'Education Nationale ; Grenoble Alpes Métro... ;
- ...

L'ensemble de ces points sera développé dans notre rapport d'activité 2023, élaboré par l'ensemble des salariés.

Je serai tenté de réaliser un inventaire à la Prévert pour remercier l'ensemble des partenaires œuvrant à nos côtés auprès des personnes accueillies à ALTHEA, mais je vais vous épargner cela. Quoiqu'il en soit, je remercie sincèrement les acteurs sociaux et sanitaires, travaillant avec nous, auprès des publics pour réduire et lutter contre les vulnérabilités des personnes et également faire valoir leurs potentialités.

Grâce aux soutiens de la ville de Grenoble, de la Préfecture via le FIPD, ainsi que le concours de la Déléguée des Droits aux Femmes et à l'Egalité, nous pouvons élargir nos actions en terme de Prévention et de Réductions des Risques auprès de la Jeunesse,

Avec le soutien de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités, nous avons pu finaliser et signer un nouveau Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens pour la période de 2023-2027.

Au terme de ces échanges et compte-tenu de nos pratiques professionnelles au sein du CHRS Oasis38, il paraissait plus pertinent et opportun de faire évoluer les 11 places Urgences pérennes en place d'Insertion. Ce souhait a été discuté et validé par la DDETS, dès l'exercice 2024.

Même si cette évolution a du sens au regard de notre activité, nous nous sommes mobilisés avec des partenaires importants en collectif : l'ADATE, AJHIRALP, le CCAS de Grenoble, CDC Habitat Adoma, l'Entraide Pierre Valdo, la Fondation Georges Boissel, France Horizon, Issue de Secours-Rialto, l'Oiseau Bleu et 2Choses Lune, sur le sujet de l'Hébergement d'Urgence (HU). En effet, la volonté partagée a été d'être force de propositions auprès de la DDETS et de la Préfecture, pour améliorer ce

dispositif, en favorisant un parcours de qualité pour les ménages, dans la philosophie du Logement d'Abord, en étant ancré dans le Code de l'Action Sociale et des Familles sur les principes d'inconditionnalité de l'accueil et de continuité de l'hébergement

En participant à des temps de travail et à des réunions proposées par la Fédération des Acteurs de la Solidarités (FAS), nous continuons à être au fait de l'évolution des Politiques Publiques et ainsi à adapter nos actions. Les personnes de la FAS et les adhérents sont ressources. Ils permettent d'alimenter notre réflexion, sur des temps de travail comme les réunions ou des groupes de travail thématiques. Pour illustrer notre volonté de favoriser cette réflexivité, un groupe de lecture a vu le jour, à l'initiative de plusieurs professionnels de l'association.

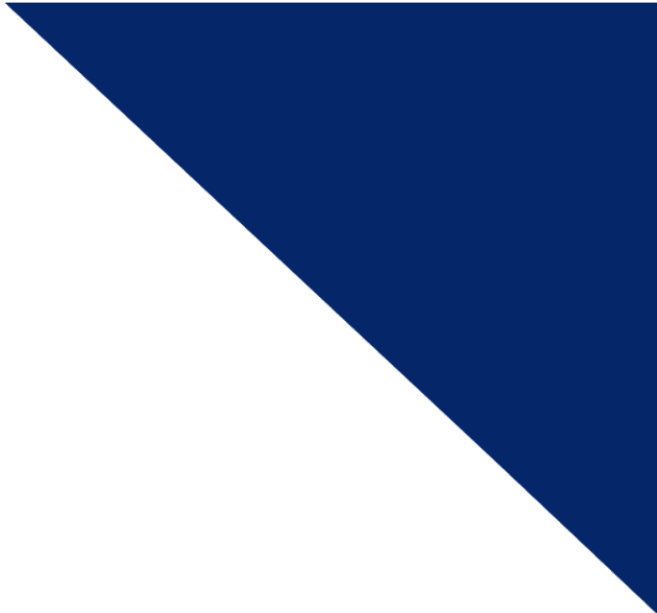
Cet espace-temps vise à favoriser la réflexivité et l'élaboration autour des pratiques, en lien avec des apports théoriques, afin de réfléchir à l'accompagnement des personnes et à leur accueil au sein de l'association. L'idée de temps d'échanges en groupe a également émergé d'un souhait de travailler à croiser les regards, en transversalité et pluridisciplinarité, prendre du recul sur sa propre pratique et créer un socle commun entre les professionnels de l'association.

Sur cette année 2023, en lien avec les membres du Conseil d'Administration, nous avons pris le temps de redéfinir notre identité associative, en élaborant un nouveau Projet Associatif. En parallèle et avec ce socle, les équipes d'Oasis38 et de L'Appart, ont commencé à travailler la mise à jour du Projet établissement et du Projet de Service.

Parfois, il est nécessaire de poser à nouveau et collectivement les fondations de nos missions.



Le Directeur
Loic JACQUEMOUD



Chapitre 1 : ALTHEA

Sommaire

I.	2023 année la plus chaude	p.13
II.	Un projet associatif solide et abouti	p.14
III.	L'actualité en France et dans le monde	p.14
	1. La réforme des retraites	
	2. La Russie poursuit son escalade	
	3. Le projet « Loi Immigration »	
	4. Mini remaniement ministériel	
	5. Les Restos à la peine	
	6. Le travail social en difficulté : réflexion sur le DUERP	
IV.	Nouveau CPOM 2023 - 2027:	p.17
V.	Ouvrir l'espace et donner de l'air	p.18
	1. S'aérer à deux pas	
VI.	Incontournables partenariats	p.19
	1. Convention et partenariat	
	2. Collaboration santé	
VII.	Logements, un marché locatif tendu	p.21
	1. L'accès au logement, processus complexe	
	2. Ça bouge sur l'IML	
	3. On garde le cap de la qualité sur le CHRS	
	4. Habiter, la valeur ajoutée de l'éducateur technique	

I. 2023, année la plus chaude

En enregistrant des températures hors normes, l'année 2023 est l'année la plus chaude selon l'Organisation Météorologique Mondiale.

Et ce n'est pas qu'un constat au sens propre. En effet, au sens figuré, cette année 2023 s'est avérée chaude, voire brûlante, tant les conflits politiques, géopolitiques, sociaux, humanitaires ont émaillé ces douze mois et, de façon plus ou moins importante, impacté notre activité.

- **L'actualité en France** et en particulier le projet de Loi Immigration crée une incertitude sur cette fin d'année 2023 qui impacte particulièrement les personnes concernées et les professionnels du social ;
- **Le contexte inflationniste** et ses répercussions sur notre activité ;
- **Le nouveau CPOM** est signé en fin d'année pour une période de 5 ans : 2023-2027 ;
- Le Conseil d'Administration a finalisé le nouveau projet associatif d'ALTHEA ;
- ALTHEA poursuit son engagement en lien avec la Politique du Logement d'abord et veille d'une part à développer de **l'IML** mais aussi à renouveler son **parc immobilier** de façon qualitative ;
- **La santé, la culture et la parentalité** deviennent des axes de travail et d'échange en transversalité sur les 2 services ;
- **La valeur ajoutée** de l'éducateur technique spécialisé : démarches *d'Allers-Vers*, pédagogie sur *l'Habiter*, ateliers d'information, chantiers d'application ... cette dynamique bénéficie à chacun ;
- En 2023, il y a eu du mouvement au sein de l'association : retour de Fleur et Laurianne qui étaient en congés maternité ; départ de la responsable économique et arrivée de Christiane ; Leïla et Naomi sont confirmées dans l'équipe d'oasis. Nous accueillons Sophie, Assistante sociale en contrat de professionnalisation. En fin d'année, des projets de départ sur 2024 sont annoncés : Pascal, Lila et Jean-Baptiste (service l'Appart) souhaitent s'engager sur de nouvelles missions et quitter la région pour certains d'entre eux.
- Ces mouvements de personnel ont rebattu les cartes en ouvrant sur de nouvelles pratiques, un partage d'expérience et créant ainsi une **dynamique intéressante** au sein de l'association toute entière.

Murielle T

II. Un Projet associatif solide et abouti

Une période de réflexion et de concertation a favorisé la mise en œuvre d'un important travail visant à ré-interroger le projet associatif.

Des rencontres régulières des membres du Conseil d'Administration, ainsi que des temps d'échange avec les salariés, ont permis d'avancer sur l'élaboration d'un document partagé et lisible, le nouveau projet associatif d'ALTHEA, comme autant d'outils et de référentiels pour se projeter vers l'avenir.



Le projet associatif est désormais finalisé et les orientations spécifiques de l'Association, la mise en œuvre des modalités de travail sont formalisées. Il donne de la lisibilité à l'ensemble des salariés et facilite l'inscription de chacun dans des missions plus complètes, en lien avec l'évolution des politiques publiques.

Ce projet associatif donne l'impulsion d'un travail important en équipe, visant à élaborer courant d'année 2024, **le projet de service de L'Appart et le projet d'établissement d'Oasis38**.

Ce travail collégial permet d'interroger les pratiques professionnelles et de fédérer les équipes à l'heure où Althéa accueille de jeunes professionnels et finalise des recrutements à profils sur le service l'Appart afin de correspondre plus finement aux besoins du service et aux évolutions.

MT

III. L'actualité en France et dans le monde

« *Et ça continue, encore et encore ...* »¹ Décidemment, l'année 2023 offre son lot de difficultés, le doute et l'espoir semblent peiner à s'affirmer. Que ce soit sur le plan international (guerre en Ukraine, attaque du Hamas en Israël, assassinat de Mr Navalny) ou bien en France (loi de réforme des retraites, Projet immigration, inflation, alerte des Resto du Cœur), l'actualité est complexe et souligne les difficultés de notre époque.

Dans ce contexte, le travail social trouve tout son sens et même si les conditions d'exercice du métier se complexifie, l'engagement des professionnels reste fort auprès des publics les plus fragiles, prioritairement impactés par ces évolutions.

3.1 La réforme des retraites

Le 10 janvier 2023, Elisabeth Borne présente son projet de réforme des retraites prévoyant le report de l'âge légal de 62 à 64 ans d'ici 2030. Elle utilisera à 9 reprise l'article 49.3 pour faire passer cette loi qui sera promulguée le 15 avril 2023. L'impact sur le prolongement des carrières, notamment dans le social où l'usure professionnelle et les risques psychosociaux représente un point d'achoppement.



¹ Francis Cabrel « Encore et encore »

3.2 La Russie poursuit son escalade

Février 2023, déjà un an. Le conflit en Ukraine se poursuit. La Russie, en envahissant l'Ukraine en février 2022 déclenche l'une des plus grandes vagues migratoires depuis la seconde guerre mondiale.

Le dispositif IML mis en place par l'Etat Français pour accueillir ces populations se poursuit, dans le cadre du développement de la Politique du Logement d'Abord ; les places « IML Ukraine » poursuivent leur développement.

Ce contexte géopolitique en tension produit un impact fort à l'ère de la mondialisation, favorisant ainsi un effet sur la consommation et le contexte inflationniste qui impacte particulièrement les personnes les plus vulnérables accompagnées par nos services.

Porteur d'espoir, Alexeï Navalny, opposant politique d'envergure à V. Poutine purge une peine de 19 ans dans une colonie pénitentiaire de Lamalie. Il reste une menace forte pour le Kremlin et un espoir pour de nombreux russes. La communauté internationale occidentale et l'ONU se positionnent en faveur de l'Ukraine. Ce climat de tension peut créer une instabilité qui pourrait impacter l'ensemble des populations.

3.3 Le projet de Loi immigration



Une volonté politique amène à proposer un projet de loi : « contrôler l'immigration et améliorer l'intégration ».

Très controversé, ce projet de Loi interroge tout particulièrement les acteurs du social qui en font une lecture plus fine que le citoyen classique, nuancée à la lumière d'une pratique professionnelle largement concernée. Ce projet sera finalement largement amendé mais il prévoit,

au départ :

- La remise à la rue immédiate des étrangers déboutés (contre un délai de 1 mois initialement) ;
- Une restriction du DALO : il s'agit de résider en France depuis plus de 5 ans (aujourd'hui pas de délai : le titre de séjour atteste de la situation régulière) ;
- La réduction de l'obligation de construire des logements sociaux ;
- Restriction sur les APL et la AME ...

Fin 2023, ce projet de Loi a créé une forte effervescence et de nombreuses incertitudes au sein d'ALTHEA.

3.4 Mini remaniement ministériel

Mme Aurore BERGÉ, ministre des solidarités et des familles.

Auprès de la Première ministre : Mme Bérandère COUILLARD, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations ;

On comptabilisera 8 sortants lors du remaniement du gouvernement dont Pap Ndiaye (éducation), Marlène Schiappa (ESS), François Braun (santé).

C'est Gabriel Attal qui succède à Pap Ndiaye à l'éducation nationale.

3.5 Les Restos à la peine

« *Aujourd'hui, on n'a plus le droit, d'avoir faim ni d'avoir froid* ». On a tous à l'esprit cet air familier des « *Enfoirés* » qui, dans la continuité de l'action initiée par Coluche, tentent de récolter des fonds.

Et pourtant, ce secteur caritatif souffre lui aussi de la conjoncture. Les Restos du cœur qui assurent à eux seuls 35 % de l'aide alimentaire en France, lancent un cri d'alarme car ils ne peuvent plus faire face à la demande.

La hausse des prix des produits alimentaires de 11% grève leurs subventions et limite leur intervention.

Le secours populaire, le secours catholique, la Croix Rouge font le même constat et comme le souligne la FAS, le 10 octobre dernier, « *ça craque de partout !* » et « *9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté* ».

Ces constats viennent complexifier les missions d'ALTHEA, dans l'accompagnement global des personnes les plus fragiles.



3.6 Se chauffer est-il devenu un luxe ?

En 2023 la France enregistre un taux d'inflation de 5%.

Dans un même temps, on remarque que le prix des marchés du gaz et de l'électricité est 10 fois supérieur à celui de 2020.

Certaines entreprises ne peuvent plus faire face et les ménages sont tous impactés très fortement. Ils priorisent leurs dépenses et tentent de limiter les dépenses d'énergie.

Ces augmentations impactent le fonctionnement de notre CHRS et la gestion du parc de logements et pèsent sur la gestion du budget des familles, en particuliers celles accueillies sur les dispositifs IML.



3.7 Le travail social en difficulté : le projet de DUERP revisité

Les difficultés liées au travail social ont permis une réflexion en lien avec le Ségur Santé et un nouveau volet du Ségur a permis une revalorisation de certains postes socio-éducatifs, via l'attribution d'une indemnité mensuelle.

Beaucoup de structures peinent à recruter et sont confrontées à un turn-over des professionnels qui rapportent une difficulté à gérer les paradoxes de leurs missions toujours plus complexes.

Il a donc été décidé d'organiser un groupe de travail afin de réfléchir plus largement au sein d'ALTHEA, aux évolutions et points de vigilance à intégrer dans le DUERP. En « *dé zoomant* » et en raisonnant à l'échelle de l'association, un vrai projet de travail collaboratif est initié fin 2023 et se mettra en place en 2024.

MT

IV. CPOM, c'est reparti pour 5 ans !

Nouveau CPOM

ALTHEA fut la première association sur Rhône-Alpes à signer un CPOM en 2019.

Décembre 2023 : le nouveau CPOM est entériné par le Préfet de l'Isère. Cette signature vient acter une année de travail soutenu et complexe mené par la direction d'Althéa et les instances de la DDETS de l'Isère.

Si ce nouveau CPOM s'articule autour des 3 mêmes grands objectifs que le précédent, il n'en reste pas moins que ses projections prévoient une déclinaison d'actions ambitieuses et variées (fiches actions) qui guideront les orientations de l'association ces prochaines années.



Du CPOM à la réforme de la tarification :

Si effectivement la signature de ce CPOM stabilise les dotations et permet une certaine stabilité financière, il n'en demeure pas moins que la réforme de la tarification (aujourd'hui en suspens) génère une forme d'incertitude et d'inconfort financier qui reste un point de vigilance pour la direction d'ALTHEA.

MT

V. Pousser les murs pour voir plus grand

De nouvelles pistes de travail voient le jour. La transversalité s'articule autour d'axes communs et la mise en œuvre de différents pôles (santé, parentalité...) inscrit cette volonté dans une réelle démarche de conduite de projet.

5.1 S'aérer à deux pas

Il fallait trouver un nouvel espace, pour poursuivre cette dynamique de développement d'activités transversales, d'actions collectives : ateliers cuisine, CVS, développement du pôle santé, pôle parentalité, distribution des denrées de l'aide alimentaire.

L'idée est également de développer des actions jeunes (prostitution des mineurs) en lien avec L'Appart dans un espace différencié favorisant le contact et la mise en confiance de ce public spécifique.

C'est chose faite, un espace chaleureux de 50 m2 est à disposition à 3 minutes à pied, 5 rue Très Cloîtres. La décoration, l'ameublement ont été réalisés par Patrice qui a récupéré du mobilier gratuitement et a agencé le tout de façon fonctionnelle.

Equipé d'une cuisine, il ouvre une multitude de possibilités

L'accès PMR permet d'être en adéquation avec la législation.

Au local, Au Cosy, Au Sitôt, l'Espace, le Spot, l'espace Il s'agira de lui trouver un nom
A suivre...



VI. Incontournables partenariats

6.1 Convention et partenariat

- L'habilitation régionale *Banque Alimentaire* adressée à la DREETS ARA, a été renouvelé pour 5 ans. Ainsi, nous poursuivons notre collaboration avec la Banque alimentaire de l'Isère en intensifiant la périodicité de nos collectes et en augmentant le nombre de paniers.



Banque Alimentaire
de l'Isère

La collecte de produits frais : laitage, fromages, œufs, (également fournies par la Banque Alimentaire) est abandonnée car demandant une logistique trop importante et posant une problématique de gestion de stocks (produits jetés car non consommés) ;

En 2023, les équipes d'ALTHEA ont participé à la collecte nationale avec deux personnes accompagnées par le service.

- Parallèlement, une convention est signée avec EPISOL épicerie solidaire afin de pouvoir bénéficier de produits frais (fruits et légumes) l'idée ici est de favoriser une alimentation variée et équilibrée ainsi que la découverte de certains produits de saison.

C'est au MIN, Marché d'Intérêt National que se fait cette collecte hebdomadaire.



Depuis 2022, le partenariat avec Dons Solidaires ouvre des opportunités intéressantes concernant les produits d'hygiène. Ainsi, shampoing, savons, lait pour le corps, gel douche, crème de jour, dentifrice, protections périodiques sont autant de produits que nous mettons à disposition des personnes accompagnées par l'Appart et Oasis.

https://www.donsolidaires.fr/?gad_source=1&gclid=EAlaIQobChMlv6Sh5IDvhQMvmKloCR37AQ6nEAAAYASAAEgIBbPD_BwE



Association créée
en 2004
reconnue d'utilité
publique



Collecte les
inendus auprès
de 220
entreprises



Redistribue des
dons de produits à
1050 partenaires
associatifs soit
1800 structures
aidées



Aide 1,4 million
de personnes en
précarité partout
en France

- **Lieux ressource** : Enfin, dans une démarche d'accès aux lieux dédiés sur l'aide alimentaire, le travailleur social oriente la personne accompagnée vers d'autres structures et partenaires spécialisés venant compléter l'offre alimentaire (site Solidarités-grenoble.fr, flyer listant les points ressources / repas chauds/ petits déjeuners/ distribution de denrées complémentaires ...) mais également susceptible de proposer des produits d'hygiène, des vêtements.

6.2 Les collaborations santé

▪ Le Réseau Santé Social Précarité 38

Ce « réseau » rassemble un certain nombre d'acteurs de la santé et de l'action sociale, intervenant auprès de publics dits en situation de précarité, à l'échelle de l'agglomération grenobloise. Ils se sont constitués en collectif puis réseau, à la suite des groupes de travail initiés par la DDETS dans le cadre de la mise en place de la TRAJECTOIRE 2022-2024 sur l'hébergement d'urgence et le logement d'abord.

Ce réseau est ouvert à toutes structures se reconnaissant dans son objet et sa dynamique. Une charte de fonctionnement et d'adhésion a été établie. Il est demandé aux membres qui souhaitent s'engager dans le réseau de la renvoyer signée, afin que nous puissions « attester » de la force de notre dynamique.

Le réseau a vocation à poursuivre plusieurs objectifs, retenus par ces membres :

- Favoriser l'interconnaissance entre acteurs de la santé et de l'action sociale sur le territoire, pour mieux identifier/mailler/décloisonner les ressources disponibles dans le champ de la santé des publics fragiles ;
- Faire remonter auprès des pouvoirs publics les constats sur la réalité de santé des publics et les problématiques de terrain, afin de nourrir/adapter les différents appels à projet, ou dispositifs initiés sur le territoire et favorables à la santé des publics fragiles, et sortir d'une logique concurrentielle d'appel d'offres ;
- Participer à la mise en place d'actions réelles entre nous sur la santé des publics en situations de précarité.

Même si le pilotage appartient à chaque membre de ce réseau, la MRSI (Maison Ressource Santé en Isère), par le concours de son Directeur Général, Bastien GHYS, pilote et anime ces temps.

▪ Le camion mobile santé

Un projet multi partenarial est mené par ALTHEA, Point d'Eau, la Pass du CHU, Tempo et Prométhée dans le cadre du financement d'un Camion Santé. Ce projet s'articule autour d'un budget participatif, porté par la ville de Grenoble.

L'objectif est de pouvoir disposer d'un outil, ce camion, mobilisable par différents acteurs sociaux et sanitaires afin de faciliter une démarche d'aller vers les publics les plus éloignés des structures.

Ce projet a été retenu en deuxième position sur 10 projets financés par le budget participatif de la Ville de Grenoble en 2013.



▪ Equipe mobile du CHAI :

Le centre hospitalier Alpes Isère a été missionné par l'ARS 38 pour créer un **dispositif de soutien psychologique précarité** (DSPP) à destination des personnes accueillies en structures d'hébergement d'urgence ainsi qu'en centres d'hébergement et de réinsertion sociale.

La DREETS a identifié ALTHEA comme prioritaire pour la mise en action de cette nouvelle équipe, pour cette première année.

Sa mission principale est d'assurer un soutien psychologique et psychosocial des personnes accueillies à Oasis 38.



Aujourd'hui, ALTHEA accueille un binôme composé d'une psychologue clinicienne et d'une infirmière en psychiatrie, qui intervient sur deux demies journées afin de répondre au plus près aux besoins des personnes accompagnées par oasis. Ces professionnelles sont supervisées par un médecin psychiatre et une cadre de santé.

Leurs actions et interventions ont vocation à s'ajuster en fonction des retours et échanges avec les personnes et les travailleurs sociaux référents.



VII. Logements, un marché locatif tendu

Le marché locatif grenoblois est historiquement tendu. Le manque de logement sociaux est caractérisé et nous sommes amenés à élargir nos recherches au-delà du parc public pour compléter notre offre de logements, tant sur le CHRS que concernant l'IML.

7.1 L'accès au logement, un processus complexe

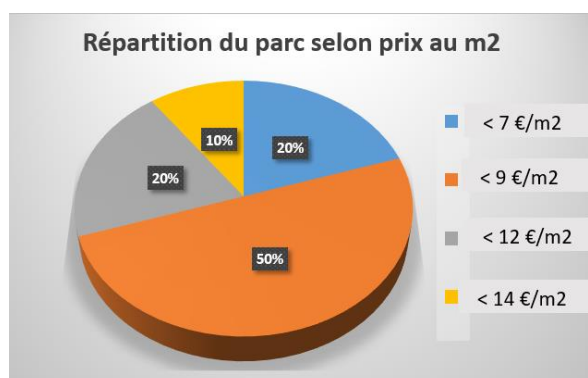
- L'évolution de la législation et les nouveaux diagnostics obligatoires (DPE) viennent complexifier notre démarche de captation tout en nous donnant un éclairage nécessaire : en effet, la flambée des coûts de l'énergie rajoute un critère supplémentaire à notre sélection de logement. Il s'agit désormais non seulement de se situer hors zone sensible, mais également de trouver des loyers raisonnables (« social ou intermédiaire ») tout en veillant à la qualification du DPE afin de limiter la consommation de fluides.
- Certains propriétaires privés hésitent à mettre leurs biens en location, certains préférant une vacance ou la mise à disposition d'une plateforme touristique. L'offre se fait rare, les prix s'envolent et notre démarche de captation reste complexe.
Dans un même temps, et par ricochet, la sortie du CHRS Oasis38 des personnes hébergées n'est que plus ralentie et on peut regretter ce phénomène de goulot d'étranglement qui vient ralentir ou même figer le travail de réinsertion et d'accès au logement travaillé au long court par les travailleurs sociaux.

7.2 ça bouge sur l'IML :

Althéa poursuit son engagement sur le dispositif IML et en 2023, 3 nouveaux logements ont été captés, portant à 9 le nombre de mesures déployées sur ce dispositif.

Les personnes accompagnées en IML paient leur loyer et il est important de proposer un bon rapport qualité prix sur ces logements.

- **Sortie du Parc IML :** T3 situé 19 rue du Drac à Grenoble / sortie le 31 octobre 2023 (mis en vente)
- **Captation**
 - T2 situé 22 rue Jean Prévost à Grenoble / mai 2023
 - T2 bis, situé 1 rue Colbert Grenoble / Septembre 2023
 - T1 bis, situé 18 bd Maréchal Foch Grenoble / octobre 2023
- **Prix moyen au m² : 9.05 €**



7.3 On garde le cap de la qualité sur le CHRS

- Dans le cadre de Comité de pilotage réalisé avec la DDETS, il a été discuté de notre souhait de faire évoluer les 11 places Urgences en place d'Insertion. Il a été accordé par la DDETS, une transformation des 11 places d'urgences pérennes, en places d'insertion, à compter du 1er janvier 2024.
- Une attention particulière est portée à la captation de ces logements qui sont tous situés hors zones sensibles, à proximité de commerces et écoles et sont bien desservis par les transports en commun (bus/tram).
- Exemple de logement rue Lavoisier, 8,35 € le m2



MT

X. Habiter : la valeur ajoutée de l'éducateur technique spécialisé

Lors de l'année 2022, une réflexion a été engagée sur le fait de mettre en place un poste d'Educateur Technique Spécialisé.

Cette réflexion s'est faite suite à plusieurs constats :

- De plus en plus d'hébergements captés et à entretenir.
- Besoin d'une aide pour Patrice sur la maintenance des hébergements et l'aménagement de ces derniers.
- Une volonté institutionnelle d'autonomisation des personnes hébergées quant à leurs capacités à entretenir leur hébergement tout au long de l'accompagnement.
- Un souhait de notre part de ne pas répondre dans l'urgence à des demandes qui peuvent être différées afin de se rapprocher de la réalité du droit commun.
- Une volonté des personnes d'être dans un apprentissage de certaines tâches liées à l'hébergement et à l'entretien de ce dernier

Aussi, lorsque les personnes arrivent, certaines ont besoin d'un étayage plus important au départ de l'accompagnement. Ainsi, réaliser une démarche « d'Aller vers », auprès des personnes dans leur hébergement, peut permettre de gagner en finesse dans l'observation des capacités et des difficultés des personnes accueillies afin de mieux y répondre. Le lien avec l'équipe éducative est primordial afin d'avoir une vision globale dans l'accompagnement de la personne sur le versant de l'insertion et de l'hébergement.

La finalité du poste d'éducateur technique spécialisé est de permettre aux personnes concernées d'être acteur dans leur hébergement, en fonction de leurs possibilités et de favoriser un apprentissage de « *l'habiter* », l'investissement de l'hébergement et de gagner en autonomie dans l'hébergement. »

Le poste a été mis en place au début de l'année 2023. Pour ce faire, je me suis décalé des accompagnements CHRS et je me suis focalisé sur les accompagnements en IML car ces derniers demandent un accompagnement social moins important du fait que les personnes sont en lien avec des assistantes de service sociale. De plus, l'enjeu de l'accompagnement en IML est de travailler avec les personnes l'accès au logement et tout ce que cela implique.

Aussi, un des objectifs dans les parcours des personnes accueillies par Oasis38 est d'accéder à un logement de droit commun. Cela implique de recouvrir une certaine autonomie dans la gestion de son habitat.

Cette dernière ne peut s'acquérir que si les personnes sont parties prenantes lors de nos interventions. C'est pour cela que nous demandons aux personnes d'être présentes lors de nos interventions dans l'hébergement afin qu'on leur explique la démarche et qu'elles puissent apprendre.

Pour ce faire, nous mettons en place des visites à domicile plus régulière afin de prévenir un certain entretien des hébergements. A travers cette présence et cette répétition, les personnes semblent être plus concernées par cette notion « *d'habiter* » et d'investir le lien d'habitation. Lorsqu'elles réalisent les tâches avec nous, cela semble apporter plus d'impact sur le rôle qu'elles jouent dans l'entretien des hébergements.

Cela me permet également de mieux soutenir Patrice sur la maintenance du parc Hébergement d'Oasis38. Nous avons élaboré des plans d'action afin de répondre aux constats que nous avons faits.

Toujours dans cette optique de relogement et d'autonomie, nous avons mis en place des chantiers et des ateliers.

1. Les chantiers :

Deux hébergements nécessitaient de grands travaux lors de l'année 2023. Nous avons proposé à des personnes accompagnées par ALTHEA de venir réaliser une partie de la rénovation de ces hébergements, pour faire avec elles et leur apprendre à effectuer certaines tâches.

Ainsi, quatre personnes ont pris part aux chantiers (deux d'Oasis et deux de l'Appart). Les deux chantiers étaient principalement du nettoyage, de la préparation et de la mise en peinture.

Lors du premier chantier, Chantal * nous a fait part de son étonnement quant à l'état de l'hébergement. Elle ne pensait que cela était possible et nous a dit : « *Je comprends mieux pourquoi des fois vous ne pouvez pas venir rapidement, si d'autres hébergements sont dans cet état* ». Elle rajoute par la suite : « *jamais je ne laisserai l'hébergement comme ça, par respect pour vous et l'association* ».



Nous étions partis sur une session de 2h un matin pour que les personnes puissent s'acclimater à l'espace de travail. Nous pensions proposer à d'autres personnes de l'association afin que cela touche un plus grand nombre. Cependant, à la sortie de ces deux heures, elles ont demandé à revenir et à continuer le chantier. Nous avons décidé de répondre à leur demande et nous avons gardé la même équipe pour le premier chantier.



Pour le deuxième hébergement, nous avons procédé de la même manière. Trois personnes sont venues sur le chantier et se sont relayées du début à la fin.

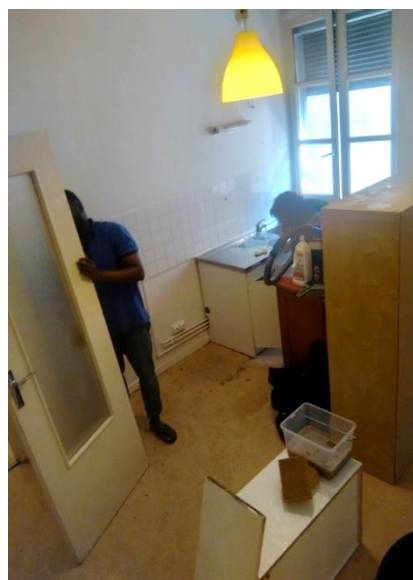
Ces chantiers ont permis la rencontre entre les personnes hébergées. Ils ont permis de créer une cohésion de groupe et un travail d'équipe. Nous avons noté aussi une prise de conscience des personnes sur la maintenance des hébergements et l'implication que cela demande. Nous avons beaucoup échangé sur l'importance de ce travail et de la préparation des hébergements pour que les personnes orientées soient accueillies dans de bonnes conditions matérielles, le plus dignement possible.

C'est pour cela que cette expérience a été très enrichissante pour Patrice et moi.

Message de Chantal* : « *Le chantier m'a permis de gagner confiance en moi, de découvrir de nouvelles choses. La seule chose que je n'ai pas aimé, ce sont les toiles d'araignées. Vous n'y pouvez pas grand-chose. Si des fois d'autres chantiers, je suis preneuse* »

Message de Gaspard* : « C'était une bonne expérience pour moi. J'ai bien aimé travailler avec vous. J'ai appris à poser du lino et les techniques pour la couleur. Aucun problème pour moi. Merci. »

Message de Jean* : « Le chantier m'a permis d'ajouter des connaissances et de mettre une ligne en plus sur mon C.V. Derrière, j'ai fait un chantier avec Ulysse Service et ils étaient très content de mon travail en peinture grâce à ce que j'ai appris avec vous. J'ai aimé la reconnaissance par le travail, ça m'a donné du courage, de la force et de la foi. Il faut continuer avec d'autres personnes accompagnées. Merci. »



2. Les ateliers collectifs :

En plus des chantiers, nous avons élaboré des ateliers collectifs, avec comme thématiques :

- **Préparer son entrée dans le logement** : avant que l'attribution d'un logement arrive, se préparer en amont, pendant l'accompagnement au sein du CHRS. Cela implique d'économiser de l'argent (quand c'est possible) ; de comprendre les différents fournisseurs d'énergie et les coûts que cela engendre ; de connaître les aides possibles ; de trouver les bons plans pour équiper un appartement avec les meubles et l'électroménager...
- **Entretenir un logement** : Locataire / Propriétaire. Lors de cet atelier, nous mettons en perspective les différents points d'entretien d'un logement et nous expliquons qui en a la charge (locataire ou propriétaire). Cela se fait de façon ludique par le biais d'un Quizz, par pièce de vie. Ceci amène des discussions sur l'entretien courant de telle ou telle chose et peut amener à des interventions individuelles dans l'hébergement avec la personne.

- **Etre dans une optique d'économie d'énergie** : Nous nous sommes rapprochés du CCAS de Grenoble pour cet atelier. En effet, le CCAS propose des ateliers par le jeu sur cette thématique. Il nous a semblé opportun de faire appel à un acteur extérieur pour ce thème. De plus, le CCAS propose des visites d'hébergement personnalisées afin de faire un point sur le mode de consommation des personnes et voir comment elles peuvent agir dessus. De plus, un rapport est transmis au propriétaire si jamais ce dernier doit effectuer des travaux pour une meilleure consommation énergétique de son logement.

- **Fabrication des produits d'entretien :**

Avec l'inflation et l'écologie en ligne de mire, à la demande des personnes hébergées et un constat lors de nos visites dans les hébergements (beaucoup, ou pas, de produits d'entretien), nous avons proposé cet atelier.

C'est comme ça que cet été nous avons fabriqué des produits tels que la lessive, le lave vitre, un produit W.C, un produit pour le sol, un produit pour la vaisselle.

Les personnes ont apporté des recettes et avec seulement 4 produits, nous avons pu obtenir des résultats écologiques et économiques. Le but serait de faire un « *Livre de recette* » pour, et par les personnes hébergées.



Régis Durris,
Educateur Technique Spécialisé


Perspectives pour 2024 :

Il semblerait que l'attrait pour les chantiers est assez fort pour certaines personnes. Des demandes nous sont remontées grâce au partage d'expérience des personnes qui ont travaillé avec nous. Il nous semble donc important de pouvoir continuer sur cette voie.

Pour les ateliers, nous avons établi un calendrier sur l'année 2024 avec une alternance des différents ateliers. Pour l'atelier « *Préparer l'entrée dans le logement* », nous cibons les personnes qui parlent d'accéder à leur logement lors des entretiens de renouvellement avec le directeur et le référent social. Pour ce qui est de l'atelier « *Entretien un logement : Locataire / Propriétaire* », nous cibons les personnes nouvellement accueillies afin d'établir un lien avec la partie maintenance des logements et la mise en œuvre de leur investissement pour les visites à domicile à venir lors de l'accompagnement au sein de l'association.

En ce qui concerne les visites à domicile et le « *faire avec* », cela reste un objectif majeur dans l'accompagnement des personnes. Cela nous évite de « *faire à la place* » et de continuer d'impliquer les personnes dans la démarche, l'apprentissage et l'investissement des lieux de vie.

A suivre ...



Chapitre 2 : L'Appart'

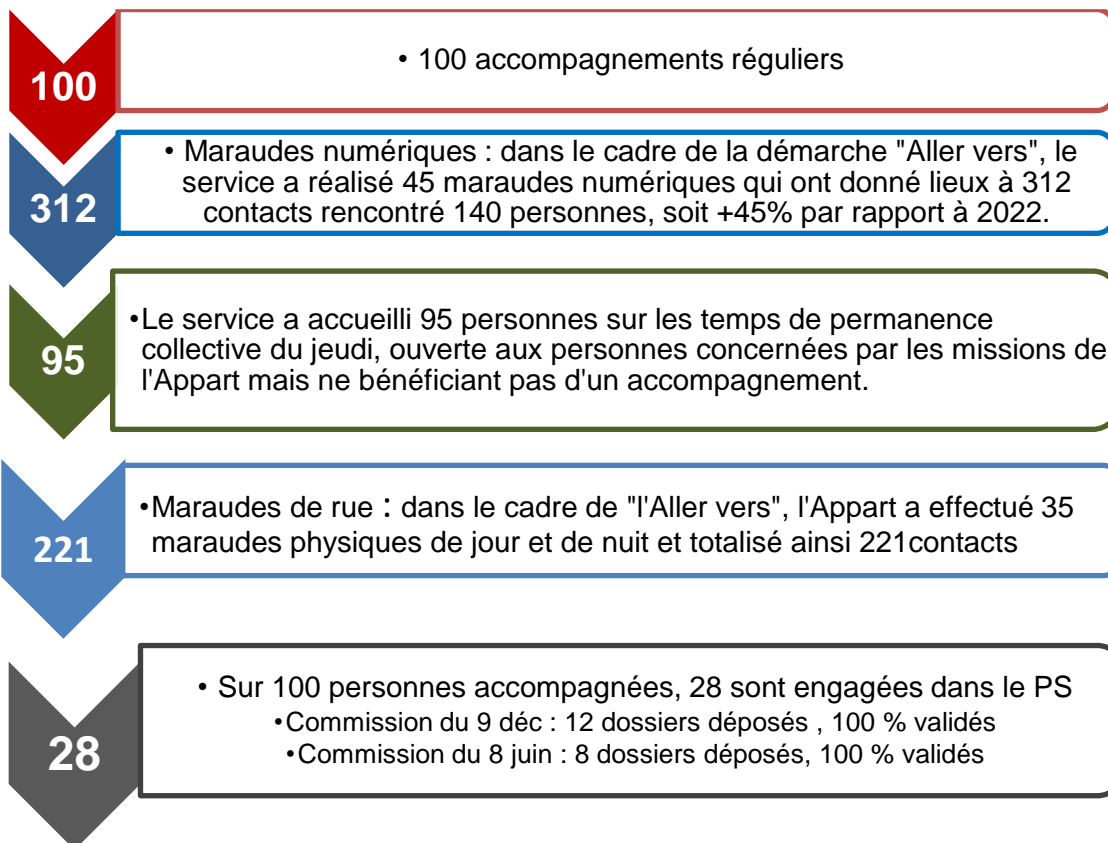


Sommaire

Synthèse

I	Statistiques et commentaires	p.38
II	Prostitution des mineures	p.50
	1. Bilan Appel à projet DGCS	
	2. Bilan Poste « prostitution des mineures »	
III	Actions de sensibilisation	p.53
	1. Dans le cadre du projet AGRASC	
IV	Les permanences collectives	p.58
	1. Genèse du projet	
	2. Bilan de la démarche	
V	TCl ou Thérapie Communautaire Intégrative	p.64
VI	Art thérapie : bilan de l'action	p. 66

Quelques données significatives sur 2023



M.T

Synthèse des éléments les plus significatifs sur 2023

1/ Accueil du public : *Pour l'année 2023 : Le service a accueilli 95 personnes sur les temps de permanence collective, ouverte aux personnes concernées par les missions du service, mais ne bénéficiant pas d'un accompagnement.*

La permanence collective vise à proposer un accueil à minima, à identifier les situations d'urgence et de violences, à favoriser l'accès aux soins et aux droits. La dynamique collective favorise l'échange entre pairs. Ce soutien communautaire permet aux personnes de se renforcer mutuellement et participe fortement au processus de reconstruction. Nous invitons des partenaires chaque semaine afin d'ouvrir vers l'extérieur et de favoriser l'accès aux lieux ressources.

Nous avons été surpris par la mixité du public accueilli, la proportion d'hommes et de femmes étant équivalente. La prostitution souligne les inégalités de genre et les rapports de domination entre hommes et femmes. Cependant, nous souhaitons aujourd'hui visibiliser le phénomène de la prostitution masculine qui est encore peu identifié et nommé.

Cette invisibilité s'explique certainement par nos représentations que la prostitution concerne les femmes, et par le tabou d'autant plus puissant que cela suscite. Mais elle s'explique également par la difficulté pour les hommes qui y ont recours à libérer une parole. Ils expriment un fort sentiment de honte à avoir des relations sexuelles avec d'autres hommes, alors que ces pratiques sont fortement stigmatisées et condamnées dans leur pays d'origine.

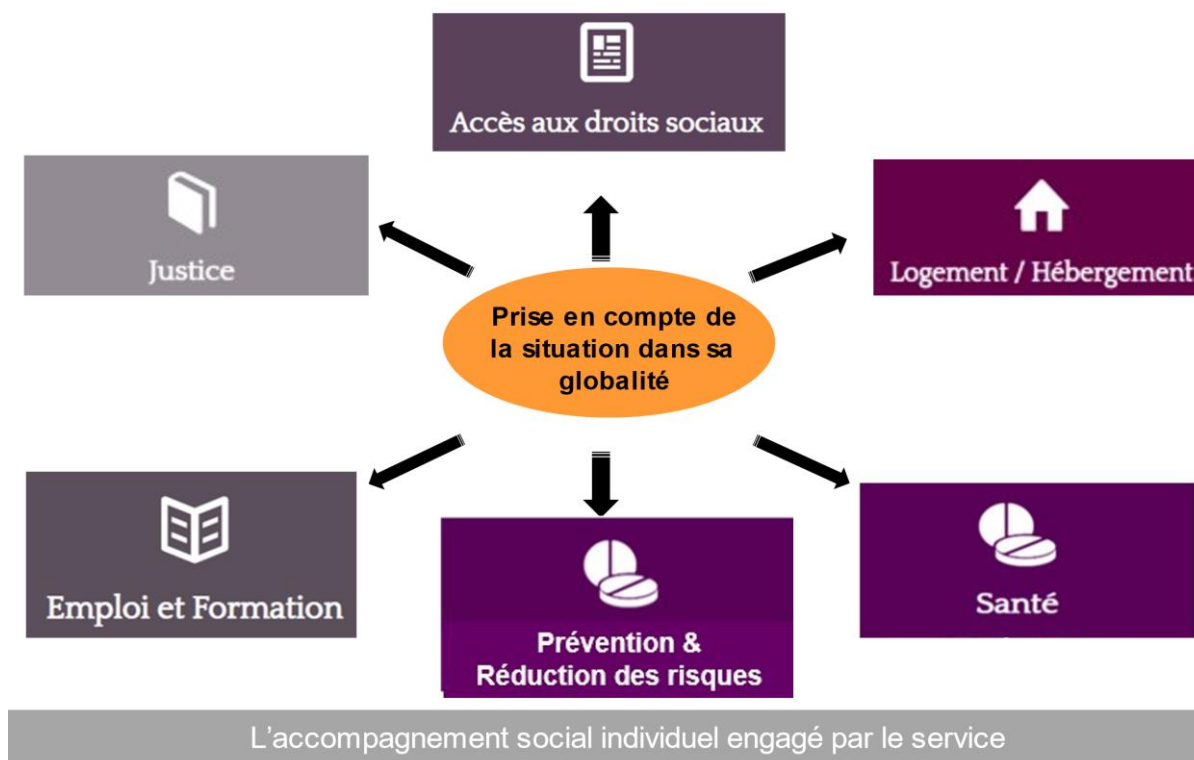
Bien que la permanence collective soit repérée comme un espace où l'on peut parler de son activité prostitutionnelle dans un cadre sécurisant et bienveillant et qu'au fil des semaines se soit constitué un groupe d'auto-support, nous avons entendu le besoin pour les femmes de garder des temps de permanence en non-mixité, ce que nous souhaitons mettre en place une fois par mois.

2/ Accompagnement : Le service a accompagné 100 personnes.

Bien que l'ancrage au service soit fort et que les accompagnements s'inscrivent dans le temps, nous sommes vigilants à ne pas créer de nouvelles dépendances au sein du service. L'accompagnement a pour objectif l'autonomisation de la personne, ainsi que l'orientation vers le droit commun. Les fins d'accompagnement permettent le suivi de nouvelles personnes.

L'accompagnement social global est individualisé, s'ajuste aux demandes exprimées et aux besoins repérés. Nous accompagnons la personne là où elle en est et là où elle veut aller. Nous visons à favoriser l'accès aux droits et aux soins, dans une recherche d'autonomisation de la personne et d'accès au droit commun, dans le respect des choix de la personne.

L'Appart, un service spécialisé



3/ PARCOURS DE SORTIE DE PROSTITUTION : sur 100 personnes accompagnées, 28 sont engagées dans le parcours de sortie de prostitution.

- 2 commissions :
 - 11^{ème} commission 9 décembre 2022 : 12 dossiers dont 12 validés. Tous les dossiers de renouvellements acceptés.
 - 12^{ème} commission 8 juin 2023 : 8 dossiers dont 8 validés. Tous les dossiers de renouvellement acceptés.

Le travail engagé autour des parcours de sortie de prostitution est conséquent car s'ajoutent aux nouvelles demandes, toutes les demandes de renouvellement. Il est important de rappeler que le PSP représente une des démarches de régularisation, mais nous accompagnons également beaucoup de personnes engagées dans d'autres démarches de régularisation, notamment en demande d'asile.

La constitution de la demande de parcours de sortie de prostitution s'inscrit dans le temps et nécessite que la personne soit en lien régulier avec le service et dans une recherche d'alternatives à la prostitution. Au travers de la demande, nous présentons le parcours prostitutionnel ou d'exploitation sexuelle de la personne, ce qui demande de se replonger dans son histoire. Cette mise en mots est souvent accompagnée d'une prise en charge thérapeutique (art-thérapie, soutien psychologique, atelier psycho-corporel...). Nous identifions ensuite les besoins de la personne et présentons son projet d'insertion socio-professionnelle. L'insertion inclut l'accès aux soins, à l'hébergement, au logement, aux ateliers linguistiques pour les personnes non-francophones, à la formation, à l'emploi, aux démarches de protection...).

Nous présentons les dossiers d'engagement et de renouvellements lors des commissions départementales de lutte contre la prostitution. Pour les personnes dont la demande a été validée par les membres de la commission, nous les accompagnons tout au long du parcours, dont la temporalité étant de deux ans maximums. La sortie du parcours ne signifie pas l'arrêt de l'accompagnement. La personne reste accompagnée par le service jusqu'au relais vers le droit commun. Concernant les personnes dont la demande n'est pas validée par les membres de la commission, nous accueillons leur déception, travaillons sur les réserves mises en avant par la commission, réfléchissons aux perspectives et poursuivons l'accompagnement.

La validation de l'ensemble des dossiers par les membres de la commission reflète la confiance accordée au service et au travail engagé avec les personnes accompagnées et inscrites dans le parcours de sortie. La mise en place des commissions départementales depuis 2017 a permis l'interconnaissance des différents professionnels, facilitant ainsi le maillage partenarial et la mise en place de groupe de travail.

La commission départementale a permis l'émergence d'une dynamique collective qui a grandement facilité l'interconnaissance entre professionnels des champs sociaux, éducatifs, sanitaires et judiciaires et favorisé le maillage partenarial. Pouvant s'interpeler plus aisément, nous dépassons des freins et des obstacles dans l'accompagnement de nos publics.

Les remontées du terrain de chaque professionnel participent à la priorisation d'orientations stratégiques. C'est ainsi que s'est mis en place un groupe de travail relatif à la prostitution des mineur.es qui a conduit à l'élaboration d'un protocole relatif aux fugues et disparitions inquiétantes puis à une commission de suivi et de traitement des situations de mineur.es victimes de prostitution.

4/ Actions collectives :

Au total, nous avons réalisé 167 actions collectives en 2023, ce qui représente l'accueil de 1436 bénéficiaires.

Dont :

- 41 Petits déjeuners santé
- 6 Tables ouvertes
- 26 Permanences collectives
- 25 Permanences individuelles
- 12 Ateliers théâtre
- 23 Ateliers art-thérapie
- 6 Thérapies communautaires intégratives
- 1 Atelier auto-défense féministe
- 6 Groupes de parole du Collectif de lutte contre l'excision
- Autres...

Suite à la crise sanitaire que nous avons traversé ces dernières années, qui nous a contraints à modifier nos modalités d'accueil, l'année 2023 a redonné sa place aux actions collectives. En effet, la dimension collective est un axe fort du service, qui s'inscrit en complémentarité de l'accompagnement individuel. Le collectif permet de travailler le lien à l'autre, le vivre ensemble, de lutter contre l'isolement en tissant du lien social. C'est aussi l'espace qui permet l'échange de pratiques et de savoirs entre les personnes accueillies et l'émergence d'un groupe d'auto-support.

5/ Maraudes :

Nous avons réalisé 35 maraudes physiques de jour et de nuit, qui ont donné lieu à 221 contacts.
Nous avons réalisé 45 maraudes numériques, qui ont donné lieu à 312 contacts.

Notre démarche d'aller vers s'inscrit dans une démarche de réduction des risques et de promotion de la santé. Allant à la rencontre de l'autre, sur les lieux de prostitution, la personne est libre d'accepter, d'ignorer ou de refuser cette proposition d'échange.

La crise sanitaire a exacerbé une tendance déjà à l'œuvre depuis plusieurs années d'invisibilisation de la prostitution, qui se développe massivement par le biais des plateformes numériques. Afin de nous adapter à cette évolution, nous avons intensifié nos maraudes numériques, pratique professionnelle hebdomadaire. Nous contactons les personnes présentes sur différents sites d'escorting, tchats ou réseaux sociaux identifiés et les informons de l'existence de notre service et de nos missions. En s'appuyant sur une démarche de réduction des risques et de promotion de la santé, nous visons à faciliter l'accès aux droits et aux soins. Nous proposons du matériel de réduction des risques, ce qui facilite parfois l'orientation au service.

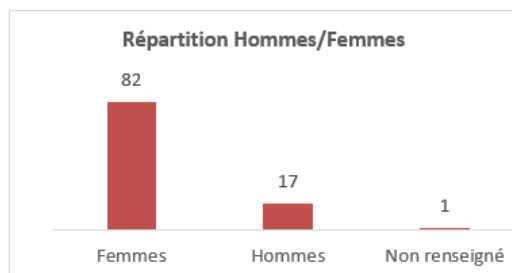
Nous poursuivons tout de même les maraudes sur l'espace public de jour en lien avec le Planning Familial et de nuit uniquement une fois par mois avec l'association Aides. Ce travail en partenariat apporte un autre regard et nourrit le maillage partenarial.

Nous sommes à l'initiative d'une coordination maraudes qui réunit l'ensemble des acteurs allant à la rencontre de ce public afin d'établir un diagnostic partagé et de coordonner nos actions. Y participent l'Amicale du Nid, l'association Magdalena, la Police Municipale, le service de résorption des squats et bidonvilles de Grenoble Alpes Métropole, le Pops et l'association Aides.

Les statistiques portent sur les 100 personnes accompagnées par le service durant l'année 2023

- Répartition Homme/Femmes – Année 2023

Femmes	82
Hommes	17
Non renseigné	1
Total	100

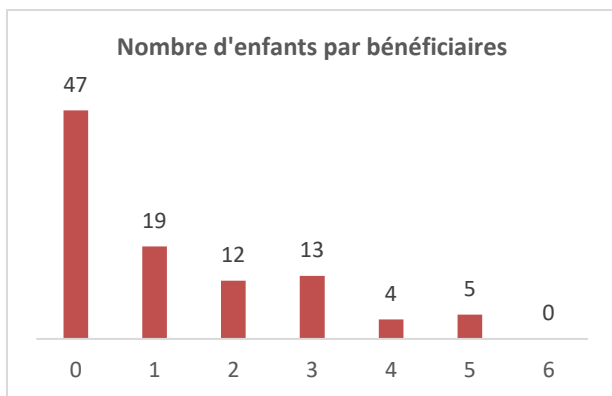


Notre service accompagne majoritairement des femmes mais l'augmentation du nombre d'hommes est significative. Elle vient visibiliser un phénomène encore aujourd'hui largement invisibilisé.

Notre service fait le choix de prioriser l'accompagnement des femmes, étant plus exposées aux violences et en plus grande vulnérabilité.

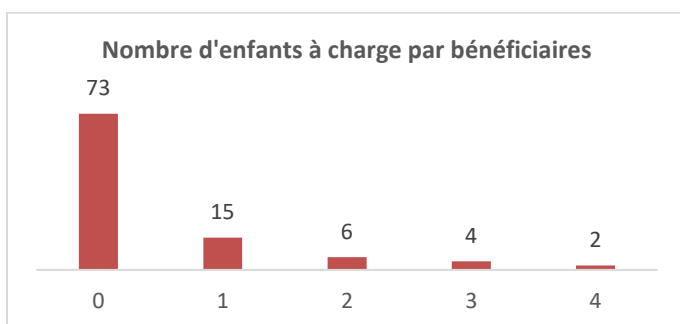
- Nombre d'enfants par bénéficiaire

Nombre d'enfants	Bénéficiaires
0	47
1	19
2	12
3	13
4	4
5	5
6	0
	100



- Nombre d'enfants à charge par bénéficiaire

Nombre d'enfants à charge	Bénéficiaires
0	73
1	15
2	6
3	4
4	2
	100

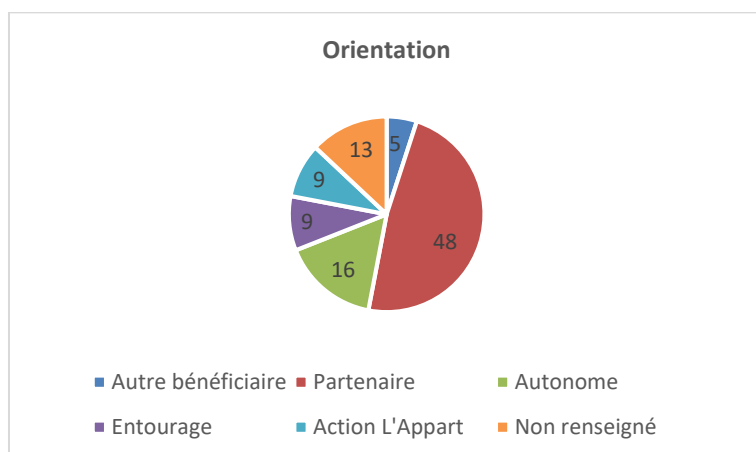


Nous accompagnons autant de personnes avec que sans enfants. Beaucoup d'entre elles sont séparées de leurs enfants, vivant dans le pays d'origine. Cette séparation engendre beaucoup de souffrance, c'est pourquoi une réflexion a été amorcée pour proposer des temps collectifs autour de la question de la parentalité, en lien avec Oasis 38.

- Orientation

Orientation	Bénéficiaires
Autre bénéficiaire	5
Partenaire	48
Autonome	16
Entourage	9
Action L'Appart	9
Non renseigné	13
Total	100

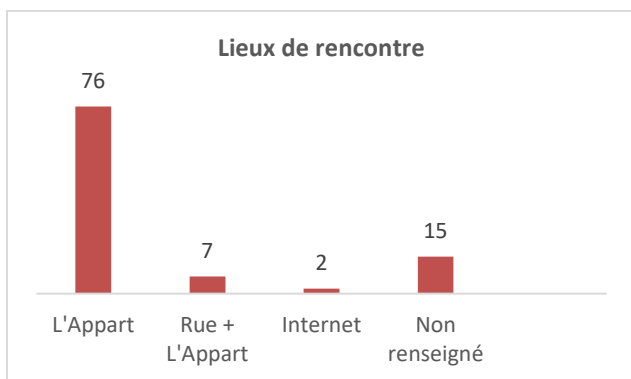
L'orientation se fait principalement par le biais de nos partenaires, ce qui souligne l'importance du maillage partenarial. Afin d'améliorer le repérage du public et des victimes de proxénétisme et de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, nous proposons de sensibiliser les professionnels au système prostitutionnel. En apportant des clefs de compréhension quant au phénomène, en présentant les facteurs de risque et les indices de repérage, en proposant des modalités d'accueil de la parole et d'accompagnement de la personne, nous visons à faciliter l'identification, l'orientation et la prise en charge du public concerné.



- Lieux de rencontres

Lieux de rencontre	Bénéficiaires
L'Appart	76
Rue	7

Internet	2
Extérieur	15
Total	100

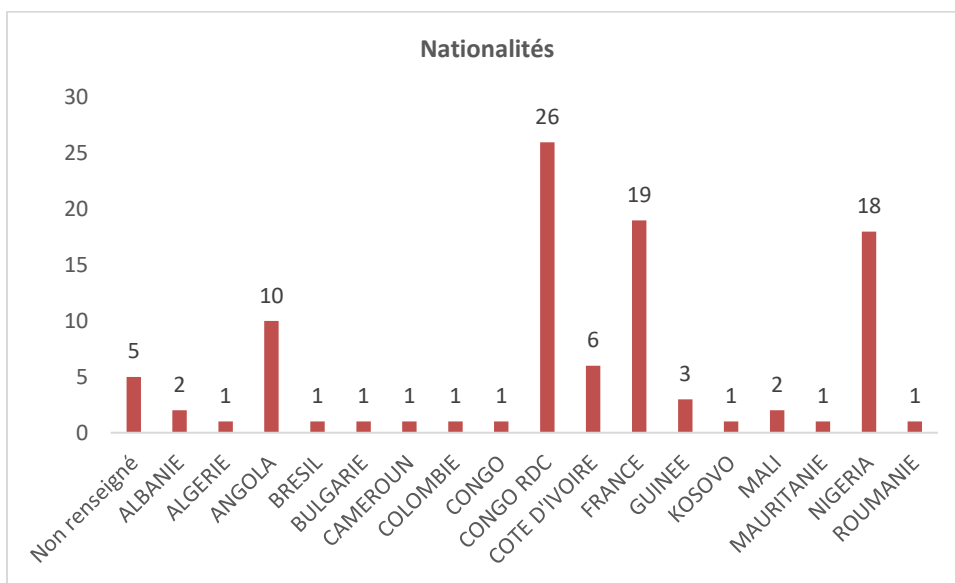


Nous rencontrons principalement les personnes au sein de nos locaux mais nos modalités d'accueil sont souples, afin de faciliter la mise en lien avec le service. Nous pouvons nous rencontrer sur l'espace public, au sein des structures partenaires ou être en lien par téléphone ou sur les plateformes numériques.

- Répartition par nationalités en 2023

Nationalités	Bénéficiaires
Non renseigné	5
ALBANIE	2
ALGERIE	1
ANGOLA	10
BRESIL	1
BULGARIE	1
CAMEROUN	1
COLOMBIE	1
CONGO	1
CONGO RDC	26
COTE D'IVOIRE	6
FRANCE	19

GUINEE	3
KOSOVO	1
MALI	2
MAURITANIE	1
NIGERIA	18
ROUMANIE	1
Total	100



17 nationalités sont représentées au sein du service.

Les personnes congolaises sont fortement représentées au service et participent activement aux temps collectifs. Pour certaines, la prostitution peut s'inscrire comme un recours pour subvenir aux besoins fondamentaux et/ou pour bénéficier d'une mise à l'abri. Pour d'autres, elle s'inscrit dans le parcours dès l'enfance ou l'adolescence. Des enfants orphelins, pris en charge par la communauté, sont accusés de sorcellerie, accusés d'être à l'origine d'accidents et de malheurs. Ce diagnostic est confirmé par des églises de réveil, ce qui vient légitimer leur rejet. Les enfants sont alors victimes de stigmatisation et de marginalisation. Ils deviennent enfants des rues et se retrouvent en situation d'extrême vulnérabilité. L'entrée dans la prostitution intervient lors de la minorité dans des mécanismes de survie. Leur vulnérabilité est repérée par des réseaux de proxénétisme ou de traite des êtres humains qui les recrutent et les exploitent à des fins d'exploitation sexuelle.

Nous constatons des trajectoires qui peuvent être similaires avec les personnes angolaises que nous accompagnons, ce qui s'explique certainement par la proximité géographique entre ces deux pays.

Les personnes nigérianes sollicitent moins notre service ces dernières années, mais reste un pays où il y a une forte prévalence de réseaux de traite des êtres humains à des fins sexuelles. Ces réseaux reposent majoritairement sur des relations entre femmes qui ont évolué vers des relations d'inégalités et de domination. Les Madams, étant proxénètes, recrutent et financent le voyage de jeunes femmes en échange d'une dette à rembourser. Les victimes se retrouvent parfois face à une double injonction

du réseau et de la famille. Une cérémonie juju est mise en place avant le départ du pays lors de laquelle la victime s'engage à rembourser sa dette auprès de sa Madam et de lui obéir. L'emprise psychologique est puissante et la menace de représailles envers la famille au pays représente un frein puissant à la distanciation du réseau.

Les personnes françaises concernant principalement les personnes mineures et jeunes majeures que nous accompagnons. Les jeunes que nous accompagnons sont majoritairement suivis par les services de protection de l'enfance. Des facteurs de risque sont fréquemment observés, tels qu'une entrée précoce et traumatique dans la sexualité. Les carences affectives, la précarité, les addictions, les parcours de rupture, le harcèlement sont également souvent identifiés.

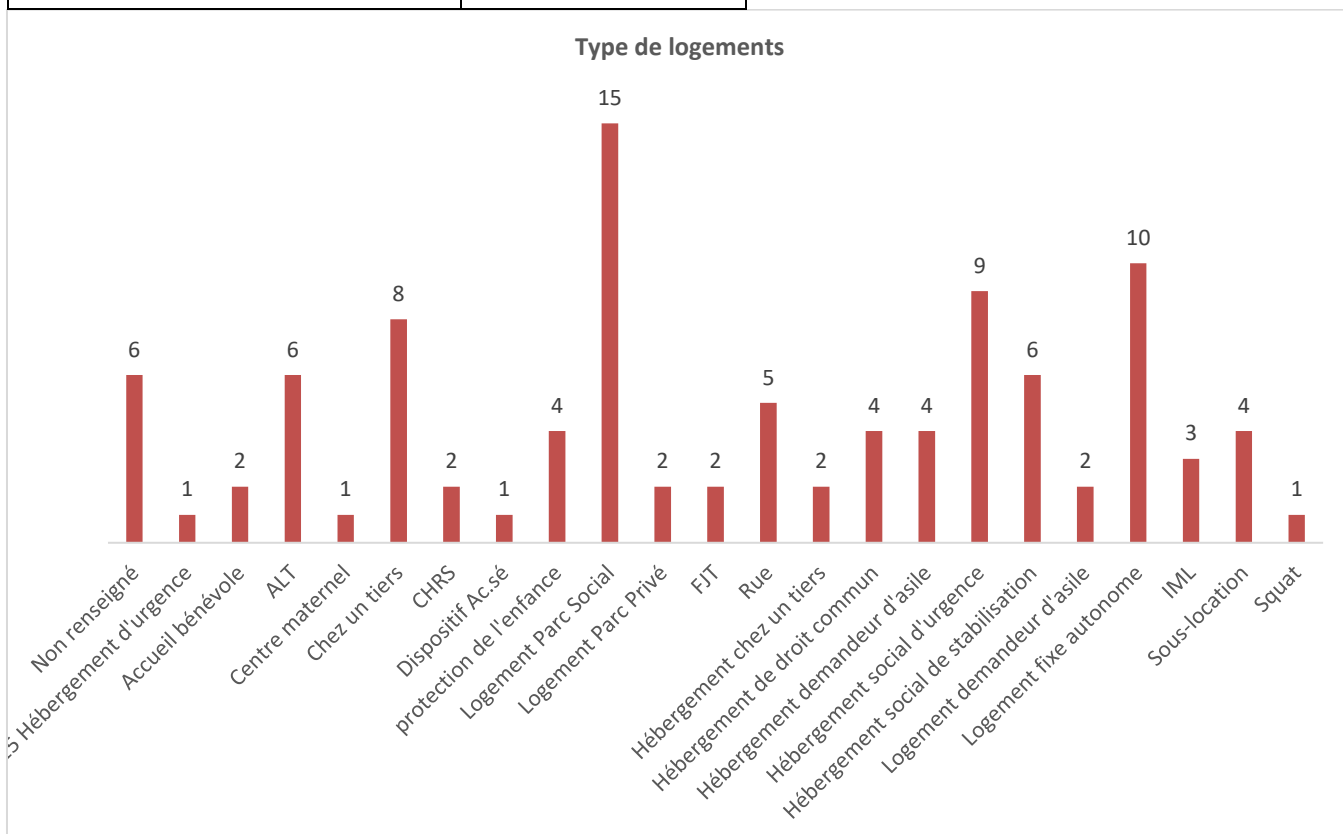
Nous constatons cette année une augmentation du nombre de personnes ivoiriennes accompagnées. A l'écoute de leur histoire de vie, nous identifions des facteurs de risques, des facteurs de vulnérabilité. Excision, mariage précoce, mariage forcé, violences intra-familiales, violences conjugales ... constituent un continuum de violences. En recherche d'alternative à leurs conditions de vie, les personnes peuvent être repérés par des réseaux de proxénétisme ou d'exploitation sexuelle et manipulées à des fins d'exploitation sexuelle.

Nous accompagnons peu de personnes roumaines alors que nous les rencontrons en maraude. Bien que notre service soit identifié et qu'elles nous sollicitent pour des démarches relatives à la santé, elles passent difficilement le pas de notre service.

- Type de logements

Type de logements	Bénéficiaires
Non renseigné	6
115 Hébergement d'urgence	1
Accueil bénévole	2
ALT	6
Centre maternel	1
Chez un tiers	8
CHRS	2
Dispositif Ac.sé	1
protection de l'enfance	4
Logement Parc Social	15
Logement Parc Privé	2
FJT	2
Rue	5

Hébergement chez un tiers	2
Hébergement de droit commun	4
Hébergement demandeur d'asile	4
Hébergement social d'urgence	9
Hébergement social de stabilisation	6
Logement demandeur d'asile	2
Logement fixe autonome	10
IML	3
Sous-location	4
Squat	1
Total	100



A l'inverse des personnes accueillies sur la permanence collective qui ne sont pas accompagnées et qui ne bénéficient souvent pas de mise à l'abri, la majorité des personnes accompagnées disposent d'un hébergement ou d'un logement. L'accès à l'hébergement et au logement représente un axe de travail prioritaire. En effet, le manque de mise à l'abri favorise l'entrée et/ou le maintien dans l'activité prostitutionnelle. Elle sur-expose les personnes aux violences et aux risques et exacerbe leur vulnérabilité. Enfin, elle exacerbe l'emprise des réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains.

Les longs délais d'accès au logement et à l'hébergement fragilisent les parcours d'insertion et représentent un frein considérable.

- Activités

Activités	Bénéficiaires
En emploi	30
Sans emploi	30
En formation	2
Bénévolat; Sans emploi	26
Etudiant	4
Retraité	1
Bénévolat	4
Bénévolat; En Emploi	1
En emploi; Sans emploi	2
Total	100

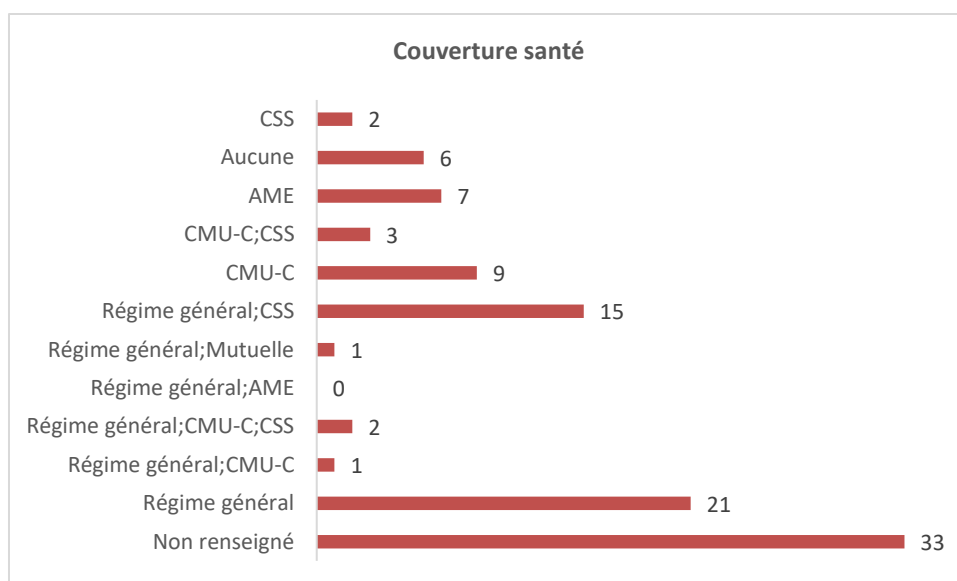
Nous soutenons les personnes accompagnées dans leurs démarches d'insertion professionnelle. Pour cela, nous sommes en lien avec les missions locales. Pour les personnes âgées de plus de 26 ans, nous les orientons souvent vers le service Viae38 qui propose un accompagnement renforcé à l'emploi et la formation.

Dans l'attente d'une régularisation, les personnes accompagnées sont très investies dans les associations caritatives et dans des engagements bénévoles.

- Couverture santé

Couverture Santé	Bénéficiaires
Non renseigné	33
Régime général	21
Régime général; CMU-C	1

Régime général; CMU-C;CSS	2
Régime général; AME	0
Régime général; Mutuelle	1
Régime général; CSS	15
CMU-C	9
CMU-C; CSS	3
AME	7
Aucune	6
CSS	2
Total	100

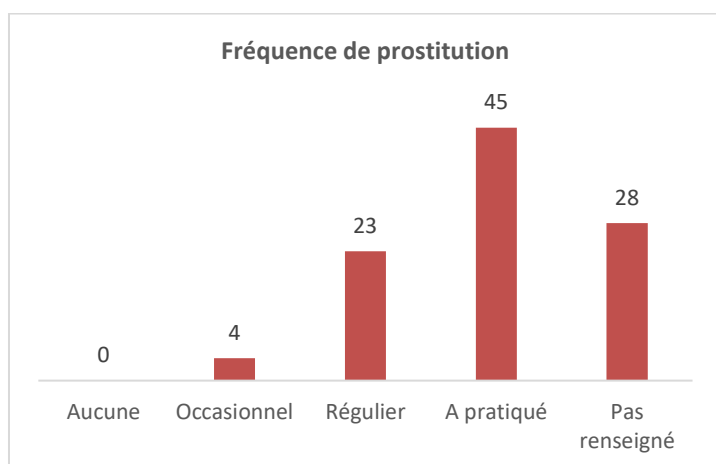


La promotion de la santé est un axe fort du service. Nous favorisons l'ouverture des droits à la sécurité sociale et l'accès aux soins de santé. Pour cela, nous nous appuyons sur notre réseau partenarial santé qui est très riche et diversifié. Nous constatons que la participation des acteurs santé lors des temps collectifs a favorisé l'adresse et l'orientation ensuite du public.

La santé représente souvent la porte d'entrée au sein du service et reste un axe fort dans l'accompagnement. Les personnes en situation de prostitution sont sur exposées aux violences et ces violences s'ajoutent à des violences vécues durant le parcours de vie. Les symptômes de stress post-traumatiques sont prégnants et nécessitent une prise en charge adaptée.

- Fréquence de prostitution

Fréquence	Bénéficiaires
Aucune	0
Occasionnel	4
Régulier	23
A pratiqué	45
Pas renseigné	28
Total	100

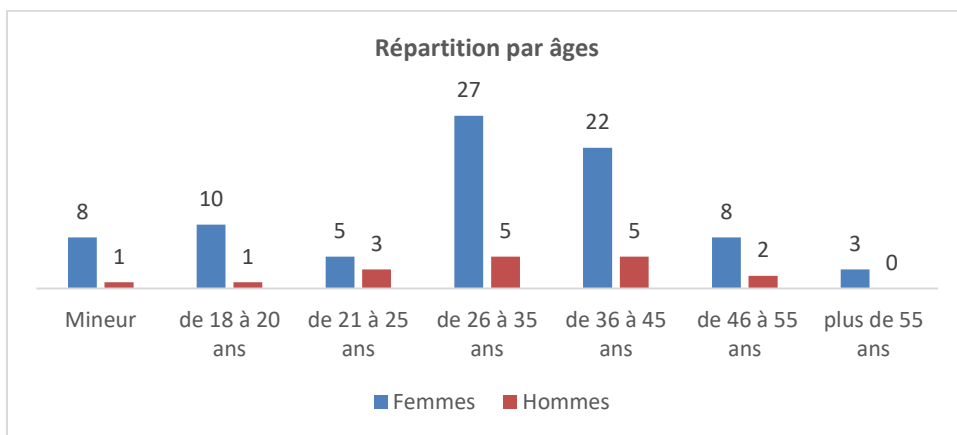


Alors que les personnes accueillies en permanence sont en situation de prostitution, exposées à des conduites à risques et aux violences. C'est moins le cas des personnes accompagnées qui, avec le temps, se dégagent de l'activité prostitution grâce aux démarches de régularisation, de protection et d'insertion socio-professionnelle.

- Répartition par âges

	Femmes	Hommes	Total
Mineur	8	1	9
de 18 à 20 ans	10	1	11
de 21 à 25 ans	5	3	8
de 26 à 35 ans	27	5	32
de 36 à 45 ans	22	5	27

de 46 à 55 ans	8	2	10
plus de 55 ans	3	0	3
Total	83	17	100



Le service accompagne 20 jeunes de moins de 21 ans.

Le service priorise aujourd'hui le public jeunes inscrits dans des conduites sexuelles à risques ou prostitutionnelles, à qui il est proposé un accompagnement automatiquement.

Nous accompagnons majoritairement des personnes de 25 à 45 ans mais constatons que l'entrée en prostitution intervient souvent durant la minorité.



II. Prostitution des mineures

Le service spécialisé L'Appart a toujours accueilli des mineur-e-s mais dans une moindre proportion (à la marge), comparativement aux personnes majeures.

Pourtant, les personnes nous confient fréquemment être entrées en prostitution lors de leur minorité. Cependant, passer le pas du service n'est pas une démarche facile. Cela nécessite souvent un cheminement et suppose avant toute chose que le service soit identifié.

1. La Cellule de suivi des mineurs en situation de prostitution

Depuis l'année 2021, le sujet de la prostitution des mineurs est inscrit dans les agendas politiques et médiatiques. En Isère, le sujet a été amené lors d'un sous-groupe de travail réalisé dans le cadre de la Commission Départementale de Lutte contre la Prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle. A cette occasion sous l'impulsion d'Isabelle JAHIER-DETON, Déléguée aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DDFE) de l'Isère et d'Anna L'HOSTIS, Substitute du Procureur de la République de Grenoble, au Pôle action publique - Section des Mineurs, et avec le concours d'autres acteurs comme l'Amicale du Nid, la thématique a permis d'être mise au travail, notamment avec la mise en œuvre d'un évènement métropolitain autour des questions relatives aux conduites pré-prostitutionnelles chez les mineurs, porté par Grenoble Alpes Métropole, le 29 novembre 2021.

En parallèle, un diagnostic a été réalisé par le Département de l'Isère sur les lieux de Vie en 2021 et il a été recensé un total de 54 mineurs dont 49 filles et 5 garçons personnes, de 16-18 ans majoritairement.

Le sujet s'est imposé comme prioritaire suite également aux remontées des associations œuvrant dans le secteur de la Prévention Spécialisée comme l'APASE et le CODASE.

Un groupe de travail sur la prostitution des mineurs a ainsi été créé en 2022 sous l'impulsion de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité, dans le cadre de la Commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains. Ce groupe de travail a permis de rassembler les acteurs de la Justice, de la DDSP, de la gendarmerie, la Préfecture, les associations agréées, le Département de l'Isère, le SPIP et la DSDEN.

Grâce au soutien et au portage de Sarah MARCATO, DDFE de l'Isère et d'Eric VAILLANT, Procureur de la République de Grenoble, la thématique de la Prostitution des Mineurs en Isère a évolué. Cela a permis l'élaboration d'un projet de protocole relatif aux fugues et aux disparitions de mineurs en situation de prostitution.

Depuis le début de l'année 2023, une cellule de suivi et de traitement des mineurs en situation de prostitution s'est constituée. Piloté par Sarah MARCATO, DDFE de l'Isère et d'Eric VAILLANT, Procureur de la République de Grenoble, la cellule associe le Département de l'Isère, avec la Direction Education Jeunesse et Sports et l'Education Nationale, ainsi que Grenoble Alpes Métropole, la Police, la Gendarmerie, la Protection Judiciaire de la Jeunesse, les services de Prévention Spécialisée du CODASE et l'APASE, l'Espace Adolescent du CODASE et les associations spécialisées sur le sujet, à savoir l'Amicale du Nid et le service L'Appart. Un règlement intérieur a été construit afin de respecter un mode de fonction et un cadre déontologique partagé.

Cette cellule de suivi et traitement des situations de prostitution des mineurs a pour buts :

- ✓ De faire un état des lieux du phénomène ;
- ✓ De s'assurer d'une prise en charge sociale effective et coordonner si besoin ;
- ✓ De favoriser les enquêtes contre les proxénètes en obtenant des informations permettant de mener des investigations.

Cette cellule permet de favoriser l'interconnaissance entre les acteurs du Champ Judiciaire, Educatif et Social. Elle se veut être un observatoire pour recenser les situations et un laboratoire pour définir une stratégie commune et des modalités opérantes pour agir auprès des jeunes et des familles concernées. Cette cellule est expérimentale sur deux ans et accueillera probablement un ou des acteurs sanitaires pour avoir l'approche la plus complète.

2. Bilan Appel à Projet DGCS

Déploiement de structures spécialisées dans la prévention, le repérage et l'accompagnement des situations de prostitution de mineurs.

Bilan Appel à Projet de la Direction Générale de la Cohésion Sociale - DGCS

3 objectifs :

- ✓ Mettre en place des commissions ou des instances permettant la concertation, l'orientation et le suivi des jeunes ;
- ✓ Agir de façon préventive auprès des jeunes, des familles et des professionnels, par le biais d'actions collectives et de temps de sensibilisations ;
- ✓ Être ressources auprès des jeunes, des familles et des professionnels, par des rencontres et des accompagnements.

4 Axes d'intervention :

- ✓ **Sensibilisation des professionnels** : apporter des clefs de compréhension du phénomène afin de faciliter le repérage, l'accompagnement et l'orientation des jeunes en situation de prostitution.
- ✓ **Accompagnement des jeunes de moins de 21 ans** inscrits dans des conduites sexuelles à risques et prostitutionnelles, en lien avec les partenaires concernés.
- ✓ **Être identifié comme lieu ressource** pour les jeunes, les familles et les professionnels : mise en place d'une **permanence téléphonique** du lundi au vendredi de 8h à 20h afin de nous adapter aux besoins repérés.
- ✓ Animer des **actions collectives de prévention** auprès de jeunes en établissements scolaires ou au sein d'institutions.

Actions de sensibilisation des professionnels

Il s'agit d'apporter des clefs de compréhension du phénomène afin de faciliter le repérage, l'accompagnement et l'orientation des jeunes en situation de prostitution.

24 actions de sensibilisation réalisées auprès d'approximativement **400 professionnels**

- **Prévention spécialisée** : l'ensemble des équipes du CODASE et de l'APASE.
- **Protection de l'Enfance**: participation aux commissions Sud et Nord-Isère; sensibilisation de 12 équipes de MECS; sensibilisation des SLS Nord, Fontaine et Saint Martin d'Hères + des SLS de l'ensemble TAG.
- **Education Nationale** : sensibilisation de l'ensemble des infirmières collèges et lycées; sensibilisation à venir des assistantes sociales collèges et lycées.
- **Santé** : sensibilisation de l'ensemble des centres de santé sexuelle du Département, équipe de pédopsychiatrie de Tony Lainé, du Samsah d'Alphi.
- **Autres** : sensibilisation auprès de la Mission Locale de Saint Martin d'Hères, rencontre avec la Maison des Adolescents, le Point Info Jeunes, le dispositif Engager, le Codir Jeunesse d'Echirolles, l'équipe du Lhapse du CCAS de Grenoble.

Accompagnement des jeunes de moins de 21 ans inscrits dans des conduites sexuelles à risques et conduites prostitutionnelles

- **Accompagnement de 18 jeunes** (16 femmes et 2 hommes).
- **Maillage partenarial** avec les acteurs mobilisés au travers de ces situations (Aide Sociale à l'Enfance, Education Nationale, acteurs sanitaires...).
- Participation à la Commission de Suivi et de Traitement des Mineurs en Situation de Prostitution.

Outils et lieu ressource

- **Être identifié comme lieu ressource** pour les jeunes, les familles et les professionnels.
- Mise en place d'une **permanence téléphonique** du lundi au vendredi de 8h à 20h afin de nous adapter aux besoins repérés. **07.56.41.48.25**
- Création d'un compte **Instagram** (lappart_althea38) et **SnapChat** (laurielappart et lila_lappart)

Prévention

- ✓ Animer des **actions collectives de prévention** :
 - 5 animations collectives au sein **d'établissements scolaires**, à destination d'approximativement 120 élèves.
 - 3 actions collectives au sein de **MECS** à destination d'une dizaine de jeunes filles.
 - Participation mensuelle à la **permanence collective** des quartiers de l'Alma et d'Hoche en lien avec la Prévention Spécialisée du CODASE.
 - **Thématiques** : rapports de genre, violences sexistes et sexuelles, consentement, éducation aux médias, pornographie, conduites sexuelles à risques, cyberharcèlement...



3. Bilan poste « prostitution des mineures »

Lila D. éducatrice spécialisée, s'est lancée à corps perdu dans une mission délicate orientée vers la prostitution des mineures et a mis en place des outils et des stratégies adaptées à la spécificité de ce public. Elle rapporte son expérience de professionnelle, l'impact de ces récits de violence, sa difficulté à se décentrer, l'installation de la fatigue compassionnelle, l'indéfectible soutien de ses collègues...

Elle rapporte aussi sa persévérance, la porosité entre vie professionnelle et vie personnelle, ses incompréhensions, ses colères et enfin la nécessité absolue de s'échapper.

Récits de violences

L'une des choses que je dis le plus quand on me demande pourquoi je pars, c'est que je suis fatiguée d'entendre des récits de violences sur mineur.es. Les mots sont forts : séquestration, viols, viols en réunion, tentatives de suicide, emprise, menaces sous la contrainte d'une arme, etc....

L'imaginaire associé a fait son travail et a érodé ma disponibilité à l'autre. Je suis émotionnellement épuisée. L'une de mes observations, somme toute assez basique, est la nécessité de prévenir de l'installation de cette fatigue compassionnelle, en posant régulièrement des vacances par exemple et en étant attentive à son état de fatigue... vraiment. Au-delà de la responsabilité individuelle, je parle aussi d'une veille collective de l'équipe, bien sûr, mais aussi de la hiérarchie. L'autre levier, c'est l'importance de l'étayage théorique pour lequel il faut se ménager des temps. Cette veille fait partie des gardes fous de ce poste.

Je garde à l'esprit que c'est mon premier poste et que certainement, l'expérience permet de gérer différemment la manière dont on absorbe ces récits, mais je reste convaincue qu'il n'est pas anodin d'entendre tout cela ; d'autant plus lorsque c'est dirigé vers des mineures qui cumulent des vulnérabilités et qui rencontrent des portes closes lorsqu'elles demandent de l'aide.

Ces portes closes, ça veut aussi dire que, en dehors de l'équipe de L'Appart, je peux m'appuyer sur peu de gens pour prendre le relais lorsque, moi aussi, je suis découragée. Cela accentue cette impression de solitude qui m'a régulièrement traversée.

Enfin, je le nomme parce que cela permet de visibiliser le besoin : j'ai parfois débordé de l'astreinte, lorsque je me faisais particulièrement du souci pour une situation. Mon téléphone est / a pu rester allumé le week-end, ou après 20h le soir.

Persévérance :

Je n'ai pas été surprise car le découragement fait partie des éléments qui ressortent le plus dans la littérature sur le sujet. Je le nomme aujourd'hui pour que soit gardé à l'esprit que dans les faits, la persévérance occupe une place centrale du poste : prendre des nouvelles et se préoccuper des jeunes, avec constance et obstination, même s'il n'y a pas de demande, même s'il n'y a pas de réponse voir des postures de rejet.

Etant donné que concrètement ça se matérialise par l'envoi de messages ou de Snap, ça ne paraît rien, mais c'est beaucoup d'énergie. Prendre « des vents », des portes et des lapins c'est usant et peu visible. Cela nécessite chaque fois le mouvement interne de décalage pour ne pas prendre les choses personnellement. Ça vient parfois toucher l'ego et ce n'est pas toujours simple à gérer, selon l'état de disponibilité dans lequel on se trouve.

Lien aux partenaires :

Tout le monde l'a perçu, j'ai fait face à beaucoup de freins et de désillusions quant aux liens aux partenaires. La persévérance est également à mettre en œuvre dans ces liens là et je ne m'y attendais pas. J'ai réalisé que la prostitution des mineur.es c'est dur à voir, même en ôtant les batailles de chapelles, c'est difficile de regarder cette réalité en face et d'en prendre la mesure. J'ai donc aussi fait face aux mécanismes de défense de la part des professionnel.les avec qui j'ai échangé. Et bien cela aussi c'est usant, et je dirais même davantage que la persévérance nécessaire pour les mineures elles-mêmes. J'ai observé naître en moi une perte d'indulgence et de patience face aux réactions méfiantes et questionnantes de certains partenaires. Comment faire pour désamorcer cela ?

Il reste donc à trouver des idées pour travailler ensemble, des leviers pour que les freins s'estompent peu à peu. Moi je n'ai pas trouvé le moyen de construire avec certains partenaires...

Colères :

Je l'ai dit depuis les premières semaines : il existe un décalage fort entre les enjeux politiques discutés entre cadres et la réalité des mineures. Cela a provoqué à plusieurs reprises chez moi un fort sentiment d'injustice, une forme d'incompréhension et souvent de l'agacement voir de la colère. J'aurais eu besoin que ces émotions soient accueillies avec ce qu'elles comportent d'intensité et de révolte. Les voir tempérées a été inconfortable pour moi : est-ce juste de ressentir cela ? Pourquoi suis-je seule à être aussi excédée ? J'aurais eu besoin qu'elles soient écoutées sans y apporter de réponse immédiate, en ayant à l'esprit que je déversais cela dans un premier temps pour être ensuite capable de répondre ensuite avec calme et diplomatie. Comme un sas de décompression que je peux trouver avec mes collègues, mais que j'ai aussi besoin de trouver auprès de ma hiérarchie, afin qu'elle soit consciente de ce qui traverse un poste comme celui-ci. C'est une place pas toujours évidente, être assurée que la direction le sache, c'est indispensable.

Etre esseulée dans ses révoltes, c'est décourageant. Et il n'est pas facile de se confronter toujours à la stratégie du temps long et de la carte de la diplomatie quand on est en première ligne de la violence des freins institutionnels injustes et déplacés.

Confiance :

C'est aussi dans la littérature, l'accompagnement des mineur.es prostituées nécessite d'être souple dans le cadre et de beaucoup s'adapter à leur rythme, parfois au-delà de ce que l'on apprend en école d'éducateurs. La sacro-sainte distance professionnelle est toujours ajustée et parfois hors des schémas habituels (avec les RS notamment). Ce qui a été soutenant, c'est la confiance qui m'a été faite tant par l'équipe que par toi, Loïc, car je savais que je serai soutenue dans les décisions que je devais prendre, parfois dans l'instant. Indispensable soutien de la hiérarchie et sentiment de confiance qui permet de travailler avec les mains libres, à condition d'être transparente et réfléchie bien évidemment.

Cette confiance m'a permis de garder la liberté d'action que ce poste nécessite, avec sa part de créativité et d'imagination dans les réponses que l'on apporte. Mais aussi de pouvoir être flexible et adaptable, afin de répondre avec réactivité sans se poser 4000 questions moralistes.

Bien sûr cela nécessite de rassurer les partenaires sur notre action et sur la place qu'ils ont. En mentionnant par exemple que l'on arrive en butée de nos réponses habituelles avec les situations de ces jeunes et que ces impasses donnent de la légitimité à nos tentatives

Lila Delouis
Educatrice spécialisée, Référente Jeunes /

III. Actions de sensibilisation

1. Dans le cadre du projet AGRASC

Actions de sensibilisation réalisées dans le cadre du projet AGRASC.

Le projet avait vocation à renforcer la formation et la sensibilisation des professionnels quant au système prostitutionnel sur l'ensemble du territoire de la région Auvergne Rhône-Alpes dans l'objectif de lutter contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. Les actions menées ont formé des professionnels éducatifs, sociaux, sanitaires et judiciaires, en leur apportant des clefs de compréhension quant au système prostitutionnel. Aussi, cela permettait de favoriser une meilleure identification des victimes et ainsi une meilleure prise en charge et orientation vers les dispositifs d'accompagnement et de protection.

La construction de l'action de formation ou de sensibilisation s'est réalisée en lien avec chaque Déléguee Départementale aux Droits des Femmes et à l'Égalité de son territoire. Dans un premier temps, nous avons identifié les besoins et les attentes des professionnels afin de construire en interne le contenu pédagogique et les outils. Des temps d'échanges avec la DDFE ont ainsi permis d'ajuster les conditions d'accueil, d'organisation et de réalisation de l'intervention. La sollicitation de partenaires a pu apparaître pertinente pour impulser une dynamique sur certains territoires. La volonté était de se saisir des acteurs locaux pour impluser ou réengager un travail sur ce sujet. Un temps d'évaluation a permis par la suite de réaliser un bilan de l'intervention et d'envisager des perspectives.

La présentation des définitions juridiques a permis de resituer le cadre légal et de poser le contexte. Cet éclairage juridique a permis d'identifier les repères ayant eu un impact dans notre législation et a permis de comprendre le contexte socio-historique dans lequel est venu s'inscrire la loi du 13 avril 2016 visant à lutter contre le système prostitutionnel.

En nous appuyant sur l'expérience du service depuis 1967, mais aussi sur les liens avec les autres services spécialisés, nous avons présenté l'évolution des publics et des lieux et formes de prostitution. Cette présentation a invité à une déconstruction des représentations que nous portons en soi.

6. Comment repérer ?

Comportement	Téléphone	Absence	Apparence
<p>Un changement de comportement brutal, des signes d'anxiété, de tristesse, de fatigue extrême, une attitude de confrontation ou de dissimulation</p>	<p>Une attention constante pour son téléphone, dont l'usage semble devenir comme vital</p>	<p>Un décrochage scolaire voire des absences répétées</p>	<p>Un manque d'hygiène corporelle, un amaigrissement ou une prise de poids brutale</p>
Addictions	Sexualisation	Objets	
<p>Une consommation d'alcool, de stupéfiants</p>	<p>Un comportement soudainement sexualisé, avec l'utilisation de mots crus et des jeux de séduction</p>	<p>La possession de plusieurs téléphones et des cartes prépayées, d'objets de luxe (grandes marques, maroquinerie...), des préservatifs en très grande quantité, des armes (spays au poivre...)</p>	

Après avoir abordé les facteurs de risques, nous avons travaillé sur la question de l'identification et du repérage, en apportant des clefs de lecture, et en présentant la démarche d'aller vers dans laquelle s'inscrit le service. Nous avons suivi ce fil conducteur en échangeant quant à l'accueil et l'accompagnement du public au travers des espaces individuels et collectifs. Enfin, nous avons abordé la question de la prévention, en identifiant les conduites sexuelles à risques et pré-prostitutionnelles, les vulnérabilités, l'enjeu étant de prévenir l'entrée en prostitution.

Le contenu pédagogique s'appuie sur des apports théoriques (législatifs, psychologiques, sociologiques) et des éclairages cliniques afin de favoriser la compréhension et l'application des professionnels dans leur pratique professionnelle. La place est laissée aux échanges afin de favoriser

l'interactivité. Des outils et liens ressources sont partagés aux participants dans cette volonté d'appropriation.

Le service a été ressource pour des professionnels de services agréés par la Commission Départementale de Lutte contre le système prostitutionnel de leur département, dont les missions étaient généralistes et donc en besoin d'étayage sur les besoins spécifiques du public concerné par la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains. Des échanges téléphoniques, des rencontres en visio, ainsi qu'un accueil d'équipe au sein du service ont été mis en place.

Ces actions de formation et de sensibilisation ont pour objectif de favoriser l'interconnaissance des professionnels afin d'impulser ou de renforcer une dynamique partenariale ou de réseau.

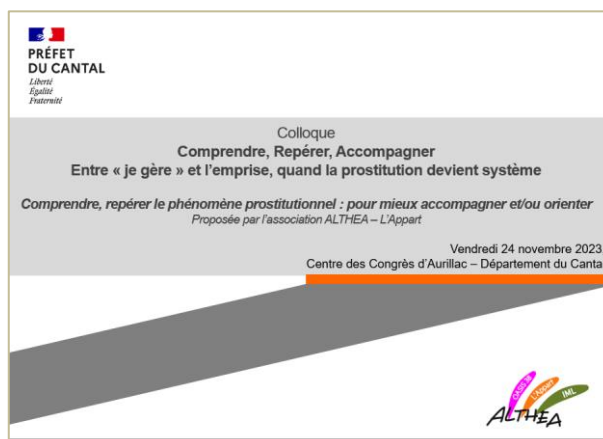
En 2023 :

ALLIER :

*11/12/2023 à Yzeure. Invitation de Mme VARIN à intervenir lors du Colloque "Prostitution juvénile: prévenir, comprendre, repérer, protéger et accompagner les jeunes en risque ou en situation de prostitution". 99 participants.

CANTAL :

*24/11/2023 à Aurillac. Sensibilisation construite avec Mme CORNELLES, DDFE sur la thématique de la prostitution juvénile. "Entre "je gère" et l'emprise: quand la prostitution devient système; Comprendre et repérer le phénomène prostitutionnel, pour mieux accompagner et orienter". 50 personnes inscrites.



DROME :

*05/07/2023 à Valence. Sensibilisation construite avec Mme PHAM VAN, DDFE au sein de la Commission Départementale de lutte contre la Prostitution, le Proxénétisme et la Traite des Êtres Humains. "L'accompagnement de personnes en situation de prostitution". 30 personnes inscrites.

HAUTE-LOIRE :

*26/01/2023 intervention au sein du lycée Saint-Jacques de Compostelle au Puy en Velay en lien avec Mme NERY, DDFE, Mme CHAMBON, enseignante, et Mr BRUNETTI, directeur. Sensibilisation auprès de travailleurs sociaux en formation autour "Des conduites sexuelles à risques au phénomène prostitutionnel". 20 personnes inscrites.

HAUTE-SAVOIE :

*19/10/2023 à Annecy. Invitation par Mme KUDIN, DDFE, à la Commission Départementale de Lutte contre la Prostitution, le Proxénétisme et la Traite des Êtres Humains. 15 personnes inscrites.

PUY-DE-DOME :

*27/01/2023 intervention au lycée Sidonie Apollinaire à Clermont Ferrand auprès de travailleurs sociaux en formation "Des conduites sexuelles à risques au phénomène prostitutionnel". 50 personnes inscrites.

RHÔNE :

*02/05/2023 à Lyon en lien avec Mme LUCCHINI, Chargée du projet hébergement-logement, responsable du budget Asile. Participation à la présentation du projet du Serious Game porté par le SGAR dans le cadre du Plan Vulnérabilités. Participation à la création de 3 scénettes sur la thématique de la Traite des Êtres Humains (identification, accompagnement et protection des victimes).



SAVOIE :

*07/03/2023 à Chambéry. En lien avec Mme CALLIES de SALIES, DDFE. Sensibilisation lors de la Commission Départementale de Lutte contre la Prostitution, le Proxénétisme et la Traite des Êtres Humains. 11 participants.

GRAND EST :

*10/10/2023 : Invitation de Mme NKONDA CAMUS, DDFE, a animé (en visio) en lien avec l'association ANCRE, l'atelier spécifique à la Vulnérabilité "Traite des êtres humains". 118 participants.



IV. Les permanences collectives

1. Genèse du projet

<p>Constats</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Liste d'attente de 3 mois entre la première sollicitation et rendez-vous proposé. - 1 rendez-vous sur 3 non honoré (malgré relances par SMS) - renoncement potentiel à orientation des partenaires de par la temporalité - des attentes des personnes auxquelles nous ne pouvons pas répondre - des informations récurrentes à chaque entretien - des personnes en demande d'accueil collectif - délai de reprise de rendez vous ne facilitant pas le maintien du lien (3 mois) - Le service oriente de manière quasi systématique sur les centres de santé sexuelle - Le délai entre 1er contact et 1er entretien retarde d'autant les premiers dépistages IST des personnes - Malgré rappel par SMS, les personnes qui prennent rendez-vous ne se présentent pas toujours
<p>Littératie</p>	<p><u>Données nationales sur l'état de santé du public cible</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Surexposition aux violences¹ <ul style="list-style-type: none"> ○ 51 % des personnes prostituées ont subi des violences physiques dans le cadre de la prostitution, ○ 64% des insultes et/ou des actes d'humiliation ou stigmatisation au cours des 12 derniers mois ● Risques sanitaires importants, du fait de la prostitution ou de conditions de vie précaires associées² <ul style="list-style-type: none"> ○ infections bronchopulmonaires, ○ Une surexposition aux risques d'infection VIH pour les TDS cumulant des vulnérabilité sociales, économiques ou psychologiques³ ○ 61% des femmes TDS ont recours à l'IVG au cours de leur vie, contre 33% des femmes et 9,5% plus d'1 fois⁴ ● Surexposition et prévalence des troubles uro-gynécologiques⁵ <ul style="list-style-type: none"> ○ entre 14 % et 28 % de vaginoses ○ entre 13 % et 53 % de candidoses ; ○ entre 0,3 % et 10,6 % d'inflammations pelviennes ; ○ 7,8% des infections urinaires ○ 32,9 % d'anomalies cytologiques. ● Prévalence de troubles psychiques⁶ <ul style="list-style-type: none"> ○ 49% des TDS déclarent de l'anxiété, ○ 67% des TDS déclarent des troubles du sommeil, ○ 65% des TDS déclarent un sentiment de dépression, ○ 21% des TDS déclarent pensées suicidaires dans l'année ○ psychotraumatisme du fait des violences subies,

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Décorporation⁷ ○ Trouble de l'estime de soi,⁸ ● Consommations de substances psychoactives illicites⁹ <ul style="list-style-type: none"> ○ 20 % des femmes TDS consommeraient régulièrement des psychotropes (OFDT) ● Impact sur la santé sociale et l'autonomie <ul style="list-style-type: none"> ○ Marginalisation (<i>horaires de vie atypiques, rapport à l'argent, vie hors des normes sociales</i>).¹⁰ ○ Difficultés d'accès aux dispositifs de prévention, dépistage, soin¹¹ ○ Éloignement durable de l'emploi, ○ Absence de droits sociaux, précarité. <p><u>Recommandation OMS :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● <i>“faire en sorte que les travailleuses du sexe soient moins exposées à la peur et à la stigmatisation afin qu’elles puissent plus facilement consulter et utiliser les services de santé et autres”¹²</i> ● <i>“Des programmes de vulgarisation juridique et de services juridiques devraient être mis en place à l’intention des travailleuses du sexe afin qu’elles connaissent leurs droits et les lois applicables et qu’elles puissent accéder au système judiciaire en cas de préjudice”¹³</i> ● <i>“¹⁴Nous suggérons de proposer aux travailleuses du sexe le dépistage périodique des IST asymptomatiques”</i> ● <i>“Diffusion d’informations ou de conseil sur la sécurité des travailleuses du sexe”¹⁵</i> ● <i>“Intégrer la prévention de la violence aux interventions d’appui-conseil sur la prévention du VIH menées auprès des travailleuses du sexe”¹⁶</i> ● <i>“Les travailleuses du sexe devraient avoir à leur disposition des services accessibles et acceptables fondés sur l’absence de stigmatisation , la non-discrimination et le droit à la santé”¹⁷</i> ● <i>“Offrir un ensemble d’interventions favorisant l’autonomisation de la communauté des travailleuses du sexe”¹⁸</i> ● <i>“Lorsque possible, les programmes doivent adopter une approche holistique(...) et fondée sur la complémentarité.”¹⁹</i> <p><u>Décret no 2017-281 du 2 mars 2017 approuvant le référentiel national de réduction des risques en direction des personnes prostituées et complétant le code de la santé publique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les actions de réduction des risques auprès des personnes en situation de prostitution ont pour objectifs: <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Prévenir les infections, pathologies somatiques et psychiques</i> ○ <i>D’orienter en fonction des besoins les personnes vers les services de soins,</i>
--	---

	<p><i>d'addictologie, santé mentale, les services sociaux et d'urgence,</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>D'améliorer leur état de santé physique et psychique ;</i> ○ <i>D'améliorer leur insertion sociale</i> ○ <i>Contribuer au recueil de données ou à l'amélioration des connaissances sur la santé des personnes en situation de prostitution.</i> 	
Objectifs	<u>Général</u>	- Proposer aux personnes non accompagnées des informations et un soutien ponctuel dans une démarche d'amélioration de leur état de santé
	<u>Spécifiques</u>	- diffuser des informations TDS/ santé/ accès aux droits/ RDRD - faciliter le lien entre partenaires et public - proposer un espace de disponibilité individuel - mieux identifier les besoins de chacun avant accompagnement - création d'un espace d'auto-support
	<u>Opérationnels</u>	-proposer un atelier groupale -proposer une liste d'attente sur les rdv individuels -proposer à l'avance les thématiques pour permettre aux personnes de se positionner - conserver un créneau pour urgence 13h30-14h - entrée libre et sans contact en amont
Action	<u>Temporalité</u> <i>14h00 - 17h00</i>	Cette permanence hebdomadaire se déclinerait en deux temps: -14h-16h atelier collectif thématique co-animé avec un partenaire -16h-17h 4 créneaux de 30 min pour entretien -13h30-14h un créneau d'urgence
	<u>Lieu</u>	contrainte : 1 espace collectif besoin de 2 espaces d'entretien locaux de l'Appart
	<u>Moyens</u>	2 ts + maîtresse de maison 1 partenaire +1 en soutien au cas où (dans grand idéal même si compliqué)
	<u>Déroulé</u>	13h30: accueil des personnes / prise des rendez-vous pour 16h 14h00: début de l'intervention 15h30-16h00: Cloture 16h-17h00: entretiens individuels
Evaluation	Point étape en septembre	
Attentes	Baisse de l'attente Augmentation du nombre de personnes contact Augmentation du rayonnement du service Meilleure efficacité dans la réponse et la durée Meilleur maillage avec les partenaires du territoire Montée en compétence de l'équipe de par un travail avec d'autres professionnels	

2. Bilan de la démarche

BILAN PERMANENCES COLLECTIVES

Rappel contexte	<ul style="list-style-type: none"> Ne pouvant accompagner de nouvelles personnes, au regard de notre file active, nous avons mis en place une permanence où nous proposons des entretiens individuels afin de recueillir les besoins, de favoriser l'orientation vers les lieux ressources et d'identifier les situations d'urgence et de violences. Nous nous sommes confrontés aux limites de cette action, au regard du délai d'attente de 3 mois. 		
Objectif général	<ul style="list-style-type: none"> Promotion de la santé et accès aux droits. 		
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> Informier quant aux droits et quant aux lieux et parcours de soins. S'inscrire dans une démarche de réduction des risques. Ouvrir vers l'extérieur, en s'appuyant sur le réseau partenarial. Susciter un groupe d'auto-support, de partage d'expériences. Recueillir les besoins du public accueilli. 		
Description de l'action	<ul style="list-style-type: none"> Proposition d'une permanence collective hebdomadaire le jeudi après-midi pour accueillir les personnes concernées par le travail du sexe / la prostitution. Envoi d'un sms collectif le lundi pour informer de la thématique et du partenaire présent à la prochaine permanence. Créneau réservé pour les situations d'urgence à 13h30. Accueil convivial à 14h du public. Action collective de 14h à 16h avec invitation de partenaire. Entretiens individuels de 16h à 17h. 		
Date	Partenaire	Thématique	Nombre personnes
06/07/2023	Appart	Lieux ressources	37
13/07/2023	Planning Familial	Vie affective et sexuelle	27
20/07/2023	Caméléon	Santé mentale	32
27/07/2023	Prométhée	Hépatites	35
03/08/2023	Cabiria	Se sécuriser dans le travail du sexe	34
10/08/2023	ADATE	Accès aux droits	37
17/08/2023	ADATE	Droit d'asile	26
24/08/2023	CeGIDD	Dépistage	30
31/08/2023	Appart	Santé sexuelle et personnes racisées- outil	21 mixité

		Ikambere	choisie
07/09/2023	Appart	Bilan / permanence collective	26
14/09/2023	Appart	Violences sexuelles / droit des TDS	25
21/09/2023	Appart	Comment nommer son activité ?	36
28/09/2023	Appart	Laisser une trace des échanges des permanences collectives. Quel média ?	30
05/10/2023	ADATE	Droit au séjour	35
12/10/2023	Appart	Proxénétisme : cadre légal	39
19/10/2023	Précarité-Santé Ville Grenoble	Gestion du stress	33
26/10/2023	AGECSA	Exil et santé mentale	33
02/11/2023	Cabiria	Sécurisation dans le travail du sexe	33
09/11/2023	Aides	Orientation sexuelle	33
16/11/2023	Tempo	VIH	41
23/11/2023	Prométhée	Hépatites	38
30/11/2023	Hébergement-Santé Grenoble	Hygiène alimentaire	34
07/12/2023	ADATE	Evolution du cadre légal / prostitution	37
14/12/2023	Tempo	RDR infectieux	42
21/12/2023	Planning Familial	Vie amoureuse, affective et sexuelle	32
28/12/2023	Appart	Bilan et restitution	25

Bilan	<ul style="list-style-type: none"> • Une centaine de personnes ont participé aux permanences collectives. • Une trentaine de personnes présente à chaque permanence, ce qui est révélateur d'un besoin. • Le public accueilli présente de fortes vulnérabilités sociales et sanitaires, est exposé aux violences et présente des conduites à risques. • Emergence d'un groupe d'auto-support, le public ayant expérimenté que le cadre était sécurisant pour parler de sa pratique prostitutionnelle. • Les temps en mixité choisie sont appréciés, et notamment lors de thématiques qui abordent l'intime.
--------------	--

	<ul style="list-style-type: none">• Ce temps de permanence collective mobilise fortement l'équipe : maîtresse de maison + 2 travailleurs sociaux.• Besoin de coordination avec l'ensemble des partenaires pour le planning prévisionnel, la préparation commune de la permanence, le debriefing et le temps de bilan en mi ou fin d'année.• Temps de régulation en équipe pour la priorisation des nouveaux accompagnements.
--	---

V. TCI - Thérapie Communautaire Intégrative

TCI - Thérapie Communautaire Intégrative.

Quelques années avant la pandémie, un groupe de parole a été constitué au sein du service. Il avait lieu une fois par semaine. Tout d'abord animé par un psychologue et une éducatrice, il le fut ensuite par un psychiatre et un psychologue. Ils étaient garant du cadre.

Ce groupe (qui a perduré pendant 5 ans) a permis de mettre en avant un besoin d'échanger des personnes sur leurs histoires dans une démarche de partage d'expérience, de vécu. Le contexte sanitaire de la pandémie COVID-19 a stoppé ce groupe.

Par la suite, une tentative de le re-initier n'a pas permis de le pérenniser.

Sous l'impulsion de la nouvelle équipe, une phase d'observation et de recueil de données a débuté avec pour objectif de valider un projet d'un espace dédié à la parole. Plusieurs constats ont été fait :

- Un fort isolement social des personnes TDS ;
- Des personnes évoquant un besoin de parler de leur pratique ;
- Délai d'attente important pour orientation vers dispositifs de santé mentale ;
- Une tendance du public, en lien avec l'organisation de notre société et leurs parcours à un positionnement passif et/ou d'attente vis-à-vis des organisations ;
- Population présentant des vulnérabilités psychologiques ;
- Intérêt des personnes pour les espaces collectifs d'échange ;
- Investissement du petit déjeuner santé comme espace de témoignage ;
- Emergence d'une dynamique collective d'auto-support ;
- Investissement régulier des permanences par certaines personnes comme des espaces pour aborder le quotidien ;
- Un soutien communautaire chez les personnes ;
- Un soutien communautaire chez les personnes accompagnées basé aujourd'hui sur l'appartenance ethnique, religieuse ou le suivi par l'Appart qui peut être vu comme catalyseur.

En parallèle, nous avons recherché une méthodologie pour la mise en place d'un groupe de parole. Notre exploration nous a amené à réfléchir sur la *Thérapie Communautaire Intégrative*. Nous avons nous-mêmes participé à des rondes de parole existant sur Grenoble à Médecins du Monde (MdM) ou Maison des Habitants Vieux Temple. L'outil nous est apparu innovant et pertinent avec cette idée d'auto-support.

"Dans les domaines de la santé, de l'action sociale, de l'éducation, la TCI offre une proposition nouvelle et intéressante qui permet aux participants de partager leurs ressources, leurs expériences, favorisant ainsi « l'empowerment » et la résilience des individus, des familles et des groupes. Il s'agit d'accueillir la souffrance et de permettre aux participants de trouver leurs propres solutions de dépassement des difficultés du quotidien. On évite ainsi de psychiatriser ou de médicaliser la souffrance sociale tout en facilitant l'accès, lorsqu'il est nécessaire, aux systèmes sociaux et aux soins". (Compte rendu TCI MdM)



Trois membres de l'association Althéa se sont formés à cet outil conceptualisé par Adalberto BARRETO en mai 2023 pour devenir animateur de ronde.

La mise en place de cet espace s'est concrétisé en septembre 2023, à raison d'une ronde tous les 15 jours. Une dizaine de personnes viennent régulièrement à ces temps.

Ces rondes sont « *un espace où la parole de chacun est protégée par des facilitateurs (= animateurs) qui organisent une circulation horizontale et co-participative des échanges, en veillant au respect de règles et d'une méthodologie précise, ou les cultures populaires ont toute leur place* » ainsi que la culture du groupe.

La Ronde de parole nous permet de développer plusieurs objectifs :

- Proposer un espace d'expression des émotions
- Amorcer une dynamique de soutien communautaire
- Proposer un espace de développement de la capacité d'agir et d'autonomisation
- Travailler les questions de l'identité sociale, propre, groupale et des appartenances
- Travail des compétences psycho-sociales
- Réduire l'effet de l'isolement
- Favoriser la transmission entre les membres
- Introduire de la circularité
- Proposer un autre voie d'accès au service pour un public qui ne le sollicite pas à ce jour
- Permettre une approche transculturelle respectueuse

Cette expérimentation a mis en travail une partie de l'équipe dans son positionnement face à des personnes accueillies dans notre structure. Les schémas de travailleurs sociaux appris au cours de nos différentes formations comme la distanciation, sont re-questionnés... Nous sommes sortis de notre zone de confort en osant une relation d'« horizontalité ».

Le bilan de cette ronde de parole reste très positif. Des temps de supervision sont organisées pour échanger et progresser dans notre pratique d'animation.

2024 va permettre d'asseoir cette expérimentation et de la développer.

Cynthia Bossane
Educatrice spécialisée

Art-Thérapie avec l'association Et Pourquoi pas Bilan de l'action :

2023 : 67 séances réalisées / 14 personnes bénéficiaires

Janvier-Juillet = 1+4

Octobre- Décembre = 6 personnes rencontrées, Amorce de 3 accompagnements

1 prise en soin s'est poursuivie en 2023. 10 personnes rencontrées pour envisager un accompagnement. 7 personnes ont souhaité poursuivre ce qui a amorcé de nouveaux accompagnements.

4 personnes ont bénéficié d'un temps de rencontre, de 9 séances et d'un bilan. L'équipe a décidé de prolonger l'accompagnement pour encore 10 séances pour ces deux personnes.

1 personne a bénéficié d'un temps de rencontre et de 4 séances. Les séances ont été interrompu en raison d'un accouchement.

4 personnes ont bénéficié de séances de groupe. Dont une a dû abandonner au bout de 4 séances à cause de son emploi du temps.



3 personnes ont bénéficié de 3 séances et leur accompagnement se poursuit en 2024.

- **Indications & objectifs :**

- DIMINUER LE SENTIMENT DE HONTE ET AMELIORER L'AFFIRMATION DE SOI
- RENFORCER LE LÂCHER PRISE
- RENFORCER LA CONFIANCE EN L'AUTRE
- AMELIORER LA REGULATION EMOTIONNELLE ET LES CAPACITES D'ADAPTATION PSYCHO-SOCIALES
- AMELIORER LES CAPACITES RELATIONNELLES
- STIMULER LE SENTIMENT DU BEAU POUR DIMINUER LES TROUBLES DEPRESSIFS

- **Techniques artistiques utilisées :**

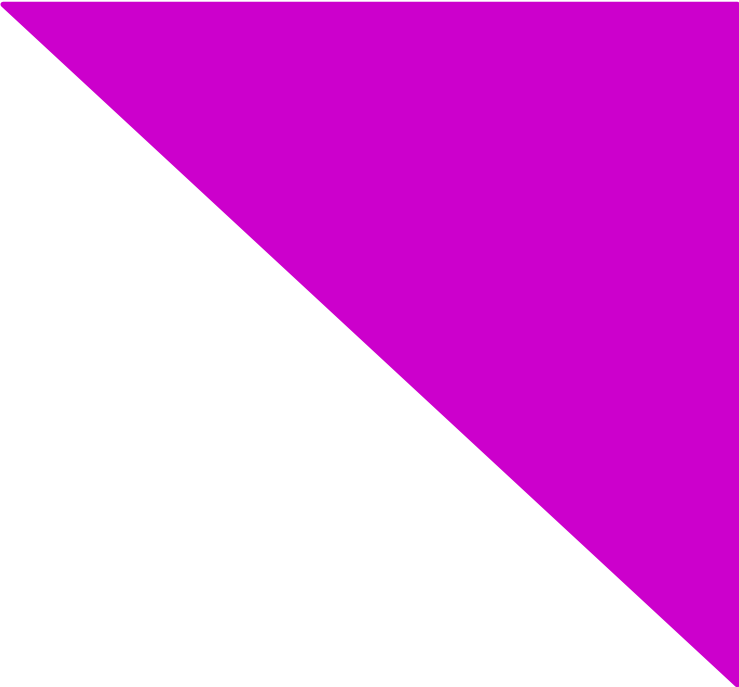
Ecriture, dessin, peinture, collage, écoute musicale, photographie, Musique (pratique instrument)

- **Ce que les personnes en disent :**

" J'ai appris à faire des photos et à avoir un autre regard sur ce que j'avais vécu "

" Quand je venais ici au début, c'était difficile de parler de ma vie, aujourd'hui je me sens plus en confiance et j'ai plus de facilité à exprimer ce que je ressens. "

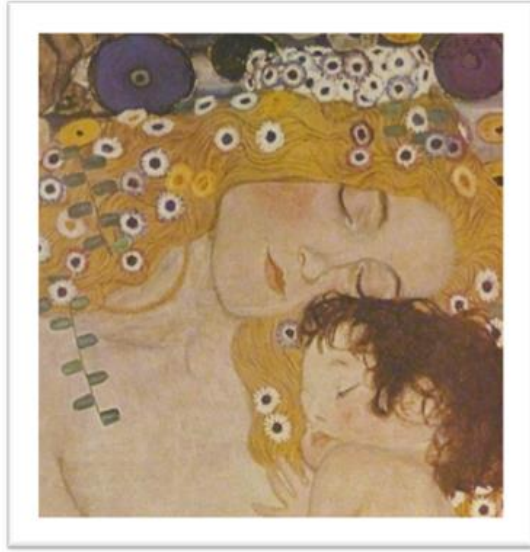
" Être en activité, écouter de la musique et partager avec les autres, ça m'a fait diminuer mon stress et petit à petit je me suis senti plus à l'aise dans le groupe. "



Chapitre 3 : Oasis 38

Sommaire

I.	L'Accès à la culture catalyseur de lien social	p. 70
II.	Nature et culture pour un mieux- être	p. 74
III.	L'accompagnement à la santé à travers le travail partenarial	p. 75
IV.	Pôle santé en transversalité	p. 76
V.	Crise du logement en France	p. 77
VI.	Quelles conséquences pour les personnes accompagnées et hébergées par Oasis ?	p. 79
VII.	Statistiques 2023	p.80



Gustav KLIMT, « Mère et enfant » 1905 –
affiché dans l'espace d'accueil d'ALTHEA



Oasis 38

L'équipe éducative veille à rendre la personne actrice de son parcours de vie en respectant la temporalité qui lui est propre. Pour ce faire, elle met en œuvre un accompagnement social global en proposant différents espaces articulés autour de pôles thématiques : culture, santé, habiter, logement ... des lieux d'échange et de réflexion pour dessiner des possibles.

I. L'accès à la culture, un catalyseur de lien social

L'accès à la culture, un catalyseur de lien social...

Le pôle Culture et Bien-être a pris une certaine ampleur en 2023 :

En partant des constats suivants, nous nous sommes attelées à favoriser l'accès à la culture pour les personnes accompagnées et hébergées pas le CHRS Oasis 38.

Certaines personnes ont exprimé le désir d'avoir des espaces, de rencontre et de partage, de prise en compte de leur bien-être. Elles ont également pu dire leur besoin de vivre des expériences enrichissantes, nourrissantes (émotionnellement et intellectuellement), parfois faisant écho à des événements vécus par le passé (enfance, pays d'origine) dans leur vie avant d'être dans une situation de précarité. Mais aussi le souhait de mieux connaître les espaces culturels existants dans l'agglomération et de penser à autre choses que les préoccupations liées à leur situation précaire.

De notre côté, nous avons constaté que les participant.es aux sorties proposées exprimaient un mieux-être global (physique et moral) lorsqu'elles sortaient de chez elles pour une balade, un spectacle etc. Que ces espaces favorisent les échanges et l'expression des personnes sur leur vie (notamment sur la santé psychique et physique) et qu'il existe des freins à l'accès aux espaces culturels et à l'environnement naturel pour les personnes accompagnées.

Les choix des sorties ont volontairement été diversifiés, sur une régularité d'une fois par mois en moyenne et de 3 fois sur les mois de Juillet et Août. En tout, 29 personnes accueillies (dont 7 enfants) ont participé à au moins un café culture ou une sortie culturelle en 2023.

Les objectifs de la mise en place d'actions culturelles et de bien-être sont multiples :

- L'identification des lieux et espaces (culture, nature, bien-être) et pouvoir y aller en autonomie.
- Aménager un espace d'expression et de prise de position individuelle au sein d'un groupe.
- Aménager un espace d'auto-support et d'entraide.
- Favoriser un lien social, une revalorisation de soi et une inscription citoyenne.



Pour cela, nous avons alors mis en place un espace mensuel de discussion et d'échange : Le Café Culture. Cet espace, animé par des travailleuses sociales a permis d'amorcer une rythmicité dans le Pôle Culture et Bien-être, une participation des personnes intéressées au choix des actions culturelles proposée et des échanges autour de ce qu'est la culture pour chacun.e.

Leïla Greven, éducatrice spécialisée

Affiche d'un Café culture et photo d'une animation « Mandals naturels »



Collage d'une personne accueillie sur le thème de la culture et Soi, café culture de mai 2023





Randonnée au Désert Jean-Jacques Rousseau,



Visite du Museum d'histoire naturelle. mai 2023



Programmation des sorties proposées sur l'Été 2024



Sur le dernier trimestre 2023, nous avons constaté un essoufflement (moins de présence des personnes aux cafés culture, moins de propositions de sortie de la part de l'équipe) du Pôle et nous avons cherché à évaluer l'action pour la réajuster et nous projeter sur les perspectives sur l'année 2024. Pour cela, nous avons animé une réunion de réflexion et de co-construction du projet avec l'équipe éducative, grâce à la méthode des 6 chapeaux²: un outil qui cherche à favoriser l'intelligence collective et la créativité.

Les principaux axes d'évolution du Pôle Culture et Bien-être pour 2024 sont les suivants :

- Transversalité avec le service de l'Appart.
- Ouverture vers l'extérieur et partenariats (Culture du Cœur...).
- Diversité des types de sorties et événements proposés.
- Rythmicité, inscription et projection dans le temps (programmation sur une année scolaire).
- Participation des personnes accompagnées et de l'ensemble des équipes.

Cette année a permis d'amorcer un travail sur l'accès à la culture et au bien-être pour les personnes accueillies et d'expérimenter des moyens de mise en œuvre de ce projet.

² Créé par Edward de Bono, psychologue.

II. Nature et culture pour un mieux être

Comme Philippe Descola le dirait, la nature n'est qu'une construction de l'Homme moderne de nos sociétés industrielles. Il explique dans une interview de Reporterre³ :

« La nature, cela n'existe pas. La nature est un concept, une abstraction. C'est une façon d'établir une distance entre les humains et les non-humains qui est née par une série de processus, de décantations successives de la rencontre de la philosophie grecque et de la transcendance des monothéismes, et qui a pris sa forme définitive avec la révolution scientifique. La nature est un dispositif métaphysique, que l'Occident et les Européens ont inventé pour mettre en avant la distanciation des humains vis-à-vis du monde, un monde qui devenait alors un système de ressources, un domaine à explorer dont on essaye de comprendre les lois. » (Descola, 2020).

Le pôle Culture et Bien-être est né de la nécessité de réduire la distance induite par cette conception des rapports entre les humains et le reste de la nature. Je vais illustrer ce mouvement vers un mieux-être que Louise, hébergée au CHRS depuis 2021, montre ressentir grâce aux sorties nature, aux spectacles et au jardin sans frontière auxquels elle a participé au fur et à mesure de son accompagnement.

Louise est arrivée au CHRS suite à un parcours traumatique important lié à un vécu de guerre. Elle souffre de multiples maladies chroniques qui l'invalide dans le quotidien et son bien-être psychique est variable.

Dans les premiers mois de son accueil au CHRS, Louise s'est concentrée sur l'apprentissage du français avec le suivi de nombreuses formations dans lesquelles elle s'investissait bien malgré des hauts et des bas en termes de santé. Ces formations ont eu un impact relatif sur son niveau d'expression en français.

Suite à cette période, lorsque le pôle Culture et Bien-être a été créé au CHRS, Louise a été l'une des personnes les plus motivées pour participer aux temps de réunions mensuelles et aux sorties organisées. Elle a pris part dans la programmation des sorties en insistant sur le bien-être que lui apportait les sorties en pleine nature. Elle a pu dire lors d'un temps de photo-langage sur le thème de la culture : *« la nature, les arbres, la montagne, la neige, c'est tout ce qui me fait du bien, qui me permet d'oublier les soucis »*⁴. En effet, lors des sorties à la montagne, dans la forêt, à la neige, Louise s'est montrée méconnaissable. Son corps semblait moins douloureux, moins entravé par la souffrance, elle souriait et concourait volontiers à mettre une bonne ambiance dans le groupe.

Louise est aujourd'hui motrice dans l'impulsion de l'organisation de sorties et souhaite tout voir, tout vivre. Elle apprécie les temps plus culturels de musée ou de spectacle. Elle aime partager son temps avec les autres. Cela lui fait du bien, elle montre comme une plénitude. Le contact à l'autre humain et non humain est essentiel à sa vie.

Aujourd'hui, sa santé physique et psychique est toujours fluctuante, mais dès qu'elle s'en sent capable, elle se rend d'elle-même au jardin sans frontière, elle participe aux sorties organisées par le CHRS, elle se rend dans la maison des habitants de son quartier, elle va vers l'autre pour se remplir de joie et en donner au passage...

Culture, nature, bien-être, santé, joie sont éminemment liés et demande ainsi à être rapprochés le plus souvent possible dans la vie de chacun et de chacune.

Fleur Maouloudi, éducatrice spécialisée

³ Descola, Philippe, 1^{er} février 2020. Interview de Hervé Kempf. *Philippe Descola : « La nature, ça n'existe pas »*. www.reporterre.net

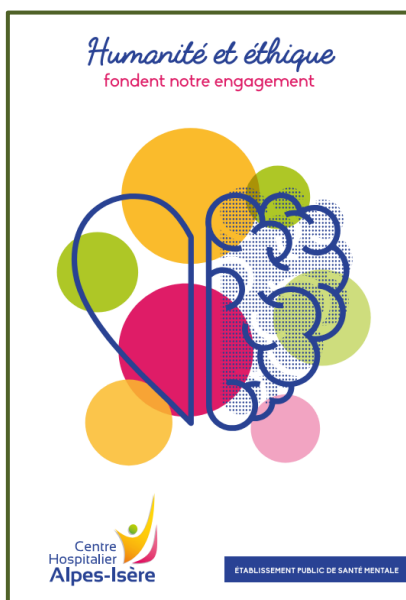
⁴ Louise, lors d'un café culture organisé le 3 mars 2023 au CHRS Oasis 38

III. L'accompagnement à la santé à travers le travail en partenariat

Nous hébergeons et accompagnons Madame A. depuis décembre 2022 après une hospitalisation au CHAI pendant 5 mois.

Suite à cette longue période à l'hôpital, Mme A a une obligation de soins au CMP et des passages infirmiers à domicile tous les soirs pour assurer la continuité de son traitement.

La santé de Mme nous préoccupait beaucoup au commencement de l'accompagnement : Mme ayant été dans un lieu fermé pendant plusieurs mois, se retrouvant seule du jour au lendemain avec de nouveaux repères tant au niveau environnement qu'humain. D'ailleurs, elle a appelé très souvent l'astreinte du soir d'Oasis38 pour être rassurée car elle ne sentait pas en sécurité. Aussi, elle passait presque tous les jours à Oasis, avec ou sans rendez-vous.



Mme A demandait à vivre dans un « *endroit sécurisé* ». Pendant un ou deux mois (autant ?), nous pensions que son hébergement en CHRS en diffus n'était pas adapté pour elle car il semblait moins contenant qu'un CHRS plus collectif.

Dès le départ, nous avons été en lien avec l'assistante sociale et l'infirmière référente du CMP de Mme A. Elle se rend au CMP deux fois par mois pour rencontrer son psychiatre et l'infirmière pour son traitement.

Au cours de l'accompagnement, plusieurs rencontres ont été organisées avec Mme A au CMP pour évoquer toutes les questions qui la concernaient : la santé, l'emploi, l'attribution de l'AAH acceptée par la MDA mais non payée par la CAF compte tenu de son statut européen, sa famille, etc. Un échange nécessaire pour Mme A qui se sent épaulée tant sur l'aspect médical que social. Mme est partie prenante de ce lien entre Oasis et le CMP.

Nous avons fait des visites communes avec d'autres partenaires par rapport à l'emploi, nous sommes en lien pour les difficultés liées aux questions administratives et budgétaires.

Ce travail en partenariat fait partie des éléments qui ont permis à Mme A de se stabiliser. Nos craintes à son arrivée se sont estompées car Mme A. a pris ses repères et a désormais confiance dans l'accompagnement du CHRS et du CMP.

Ce partenariat peut paraître évident et aller de soi mais tous les accompagnements en ce qui concerne la santé ne développent pas aussi facilement le partenariat avec le champ médical. Il y a un vrai sens à articuler l'accompagnement sanitaire et social pour permettre aux personnes de trouver une stabilité qui participera à un éventuel mieux-être psychique.

Valérie Machet, assistante sociale et Naomi Stella, travailleuse sociale.

IV. Pôle santé en transversalité

En 2023 un travail sur la Santé a été engagé au sein de l'association ALTHEA.

Un groupe de travail commun aux deux services, L'Appart et Oasis 38, a été constitué par des représentants de chaque équipe. L'objectif était la mise en place d'un Pôle Santé Transversal pour réfléchir et aborder les différentes questions autour de cette thématique de façon complémentaire. Groupe de travail qui se réunit régulièrement et qui associe à la démarche l'ensemble des professionnels de l'association.

Pour L'Appart, la priorité étant d'approfondir le travail sur les temps collectifs et pour le CHRS Oasis 38 la nécessité d'aborder et de systématiser l'accompagnement vers la santé.

Un état des lieux a été fait pour avoir une meilleure visibilité sur l'existant et pour une meilleure prise en compte de la santé, ce qui se décline en une prise en charge, soit dans l'accompagnement individuel, soit dans des temps collectifs. En effet, la santé fait partie des missions de l'association et on peut l'aborder différemment au sein de chaque service.

Au CHRS Oasis 38, on peut accompagner les personnes vers les soins et le bien-être. Pour certaines situations la Santé est au cœur de l'accompagnement.

La famille C est arrivée au CHRS Oasis38 en avril 2022. Auparavant, elle était hébergée à l'hôtel en urgence. Lors de son arrivée à Oasis, un travail d'accompagnement a été engagé concernant l'accès aux droits communs et à la couverture des besoins primaires. La question de la santé a émergé très rapidement. Mr et Mme ayant des pathologies très importantes liées à leur parcours de vie et à la précarité de leur situation. Avant de traiter cette question, il a fallu stabiliser leur situation financière.

Une première étape : l'accès à la couverture maladie. Très vite, ils ont pu nous dire qu'ils avaient besoin de voir un médecin pour engager des soins. L'association ALTHEA a une convention avec l'AGECSA (centre de santé), ce qui a permis une prise en charge assez rapide du couple et au même temps une orientation à ISBA, centre de santé et de prévention pour établir un bilan de santé.

Rapidement des difficultés liées à l'incompréhension de la langue ainsi que du système de santé sont apparus. Nous avons pu constater que leur vision de la santé, leur représentation différait de ce que nous proposons comme accompagnement. L'équipe mobile santé (EMS) du CCAS a été sollicitée pour mieux accompagner le couple dans ses démarches. Accompagnement qui n'a pas abouti car les actions proposées par l'EMS n'étaient pas adaptées aux demandes de la famille.

Le couple vit dans le présent, il a du mal à se projeter dans l'avenir, et toutes les questions liées à la prévention et à la promotion de la santé ne sont pas envisageables pour eux. Une prise en compte de la santé globale est très difficile à entendre et du coup une prise en charge holistique ou globale devient compliquée.

Alors, nous avons adapté l'accompagnement vers la santé, en tenant compte d'une part, des difficultés de compréhension et d'une autre part de leur approche de la santé, leur façon de l'entendre.

Nous avons accompagné la famille dans la prise de rendez-vous avec différentes intervenantes de la santé, ainsi que dans l'accompagnement physique dans les services spécialisés. Nous avons essayé d'expliquer le système de santé avec l'aide des interprètes car la barrière de la langue pouvait rajouter des difficultés de compréhension. A leur demande on a pu assister à des rendez-vous médicaux pour essayer de « traduire » ce qui se dit en consultation et on explique l'importance de suivre les traitements proposés ainsi que la nécessité de faire tous les examens complémentaires. Nous travaillons en partenariat avec les médecins traitants et les infirmiers à domicile. On pourrait dire que nous faisons interface entre les soins et la famille.

Une demande a été faite à la Maison Départemental de l'Autonomie (MDA) d'Allocation Adulte Handicapé(AAH) ainsi qu'une reconnaissance en qualité de travailleur handicapé. Ce statut peut leur permettre de trouver un lieu adapté de travail à leur problématique de santé.

Suite à ce travail, nous avons sollicité l'aide d'une médiatrice santé qui dépend de la Maison des Habitants du centre-ville de Grenoble, pour poursuivre cet accompagnement santé, pour que la famille puisse avoir des appuis à l'extérieur du CHRS et envisager dans l'avenir une sortie sereine d'Oasis.

Et pour ce faire, un lien de confiance est indispensable pour que la famille se sente en sécurité et respectée dans ses choix, un lien qui se tisse dans le temps... le temps de l'accompagnement en CHRS.

Veronica Altide, travailleuse sociale.

V. Crise du logement en France : quelles conséquences pour les personnes les plus précaires ?

➤ Extraits du rapport de la Fondation Abbé Pierre

La Fondation Abbé Pierre dénonce une situation préoccupante face à la crise du logement en France. Saturation de l'hébergement d'urgence, difficultés d'accès au logement social et privé : la crise s'aggrave en France et touche désormais de nouveaux publics, alerte la Fondation, dans son rapport de janvier 2024, qui dénonce l'absence de réponse du gouvernement.

« *La crise du logement s'accélère à un rythme extrêmement inquiétant, face à cela, le gouvernement continue une politique d'austérité, ce qui est pour nous une erreur fondamentale* », a commenté lors d'une conférence de presse, Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre.



La crise touche d'une part les populations les plus fragiles à savoir les sans-abris. Au total, 330 000 personnes sont sans domicile. Un chiffre qui a plus que doublé en dix ans. De même, le nombre d'enfants à la rue augmente. Plus de 8 300 personnes, dont 2 800 mineurs ont été refusés chaque soir par le 115 à l'automne dernier, contre 6 300 un an plus tôt.

La Fondation Abbé Pierre s'inquiète ainsi d'une hausse des expulsions locatives, qui ont atteint un niveau record en 2022 (17 500), selon son rapport annuel sur le mal-logement, un chiffre en hausse de 62 % par rapport à 2006.

Au sujet de la précarité énergétique et du mal-logement, en 2013, les Français étaient 44 % de plus qu'en 2006 à se priver de chauffage à cause de son coût. 42 % de plus à subir un effort financier excessif pour payer son logement. Résultat, le nombre de personnes modestes ayant eu froid à leur

domicile pour des raisons liées à la précarité s'est accru de 25 % entre 2006 et 2013. En 2022, 863 000 coupures d'énergie ou réductions de puissance ont été effectuées pour cause d'impayés (+ 28 % en trois ans).

Les demandes de logement social sont au plus haut : 2,6 millions de ménages figurent sur liste d'attente aujourd'hui, alors qu'elles étaient 2 millions en 2017.

Pour la Fondation Abbé Pierre, cette crise est « inédite » car « elle grippe toutes les sphères du logement en même temps, avec une force et une rapidité inouïes ». En outre, les problématiques liées au logement touchent désormais « bien d'autres publics », s'inquiète la Fondation.

Les étudiants et les ménages sont confrontés au « rétrécissement de l'offre locative » et à une hausse des loyers. En effet, l'offre locative a baissé de 36% en deux ans, et de 50% à Paris en un an...

La hausse des taux d'intérêts fait qu'un certain nombre de ménages ne parviennent plus à emprunter pour accéder à la propriété. Le nombre de permis de construire a alors chuté de 23,7% en 2023 par rapport à l'année précédente, selon des données du ministère de la Transition écologique. Et la construction de nouveaux logements, et notamment de logements sociaux, chute.

Dans l'ensemble des villes françaises sélectionnées (dans une étude sur plusieurs grandes métropoles, moyennes et petites villes), aucun parc locatif privé ne peut offrir un logement adapté aux personnes seules et aux familles monoparentales ayant des revenus inférieurs à 900 €/mois (même avec l'APL). Celles-ci voient donc leurs possibilités de se loger réduites au seul parc social, quand il est disponible, ou se trouvent condamnées à devoir chercher un logement éloigné des villes-centres ou de devoir accepter de vivre dans des conditions dégradées (habitat indigne, inconfortable ou sur-occupé...) ou avec des taux d'effort peu soutenables, au-delà des 33 % retenus dans l'étude du rapport.

Les perspectives pour répondre durablement à la crise du logement ne sont guère réjouissantes, particulièrement au sujet de la production HLM. On est ainsi passé de 124 000 logements sociaux financés en 2016 à 95 000 en 2021 et sans doute autant en 2022 d'après de premières estimations. Très loin donc de l'objectif gouvernemental de construire 250 000 logements sociaux au cours des deux dernières années, et encore plus loin des 150 000 HLM par an qui faisaient il y a encore quelques années figure d'objectif officiel.



Quelles peuvent être les conséquences pour les personnes accompagnées et hébergées dans le CHRS OASIS 38 ?

Beaucoup de ménages hébergés perçoivent les minimas sociaux ; à peu près un tiers de ses ménages sont des familles monoparentales. Malgré le fait de travailler en lien avec le service du BALD (Bureau d'Accès au Logement Départemental), une mère isolée et son enfant, n'ont reçu aucune proposition adaptée en réponse à sa demande de logement dans le délai "anormalement long" qui est de 25 mois d'ancienneté de demande de logement social pour la Métropole). Beaucoup de familles ont du mal à trouver un logement adapté (assez grand) dans des quartiers qui ne soient pas dangereux. Pour Madame, au regard de son parcours, il apparaît essentiel de trouver un logement hors des Quartiers Politique de la Ville. Le BALD peut être saisi par toute personne satisfaisant aux conditions réglementaires d'accès à un logement locatif social et bénéficiant d'un numéro d'enregistrement unique.

« Brigitte a 35 ans et vit seule avec son enfant de 8 ans ; elle a eu un parcours de sans-abri il y a environ 15 ans ; elle a pu entrer dans un logement temporaire avec son bébé âgé alors de moins de 2 ans. L'accompagnement social de l'époque ne suffisait pas, madame arrive dans un appartement du CHRS OASIS 38 au début de l'année 2018.

Après des années de travail personnel à reprendre des forces et confiance en elle, Brigitte est prête à prendre son propre logement (une demande de logement social avait été établie dès 2015) ; une demande est faite auprès du BALD dès 2019... En 2022 et 2023, le BALD inscrira Madame sur plusieurs logements, proche du secteur où vit Brigitte depuis maintenant près de 9 ans. Madame y a tous ses repères (médecin, école, sport pour son enfant, ...), en vain, parce aucune proposition n'avait abouti. Madame en 2023 accepte d'élargir sa demande aux quartiers adjacents.

Elle est positionnée sur 3 logements différents, mais à chaque fois en deuxième position. Le bailleur décidant lui-même de l'ordre des inscrits ; elle n'aura aucune attribution. Madame est prête à prendre son envol depuis deux années et elle ne désire plus continuer avec le CHRS.

A ce jour, Madame n'a toujours pas de perspective de logement T3 adapté à ses revenus (RSA) et en dehors des quartiers difficiles ».

Christine Gamblin, Educatrice spécialisée

<https://www.fondation-abbe-pierre.fr/actualites/28e-rapport-sur-letat-du-mal-logement-en-france-2023#telechargementremi2022>

<https://www.fondation-abbe-pierre.fr/actualites/29e-rapport-sur-letat-du-mal-logement-en-france-2024#telechargementremi2022>

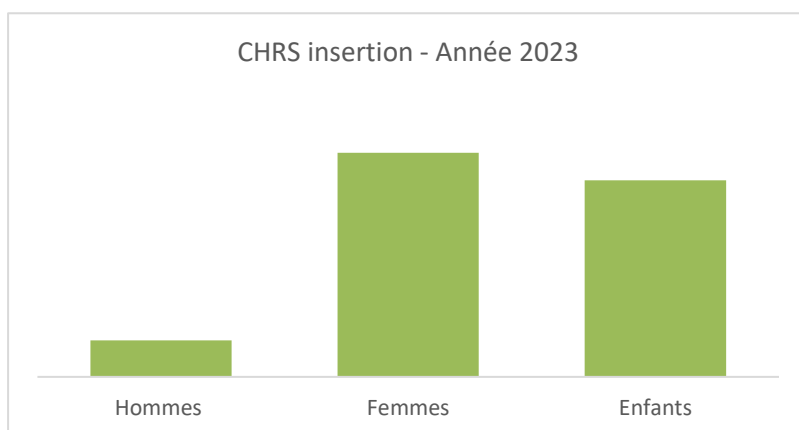
Les statistiques 2023



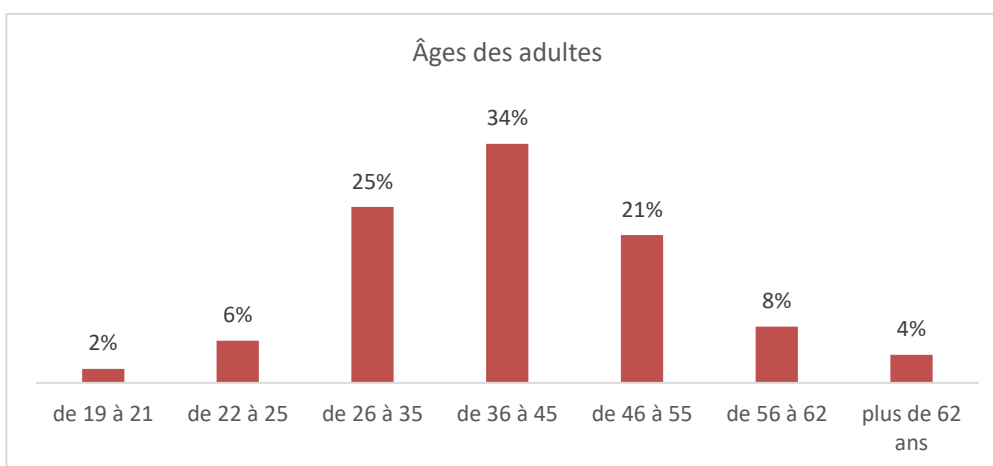
VI. Statistiques 2023 – Oasis 38

Muriel R.

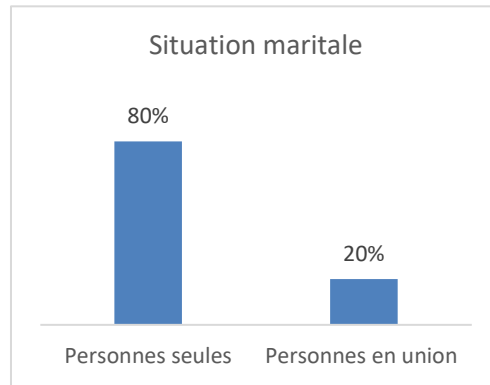
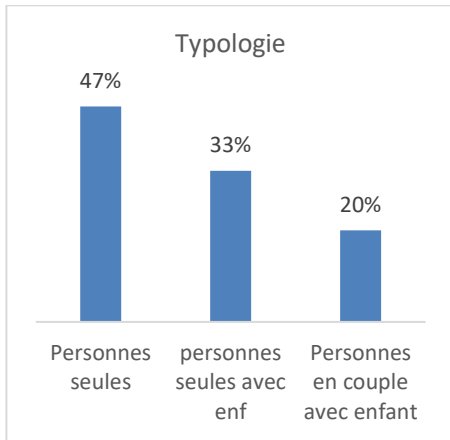
CHRS Insertion – Année 2023 -		
Hommes	6	7 %
Femmes	44	50 %
Enfants	38	43 %
Total	88	100 %



- Âges des personnes adultes accueillies en CHRS Insertion

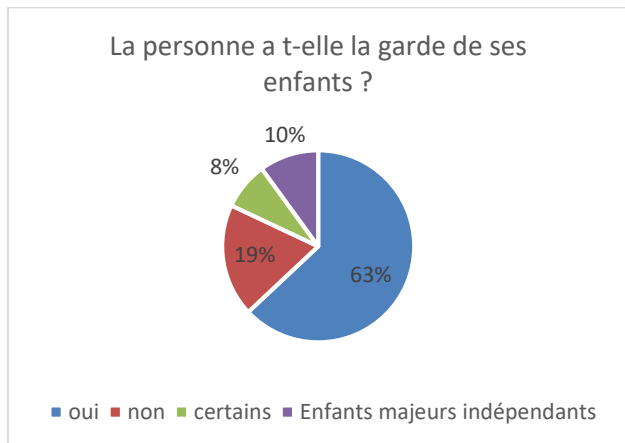
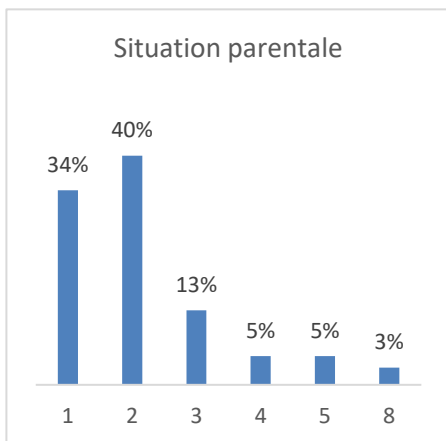


- **Typologie**



Les statistiques 2023 montrent que les personnes présentes au CHRS sont majoritairement en Situation de monoparentalité. Nous pouvons ajouter qu'il s'agit essentiellement de femmes.

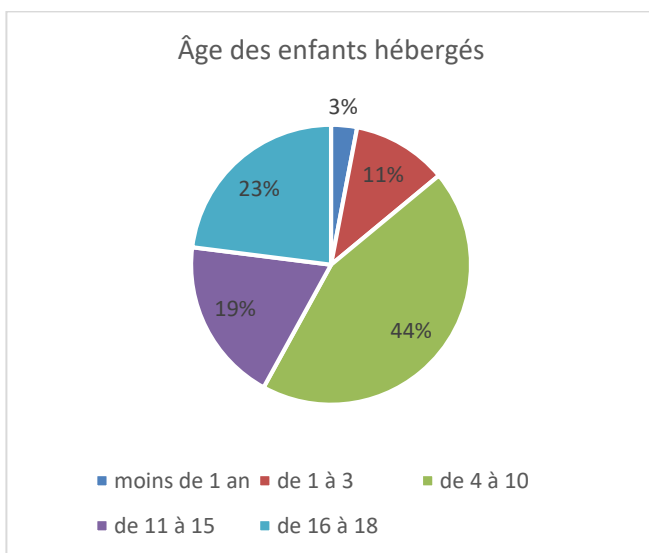
- **Situation parentale**



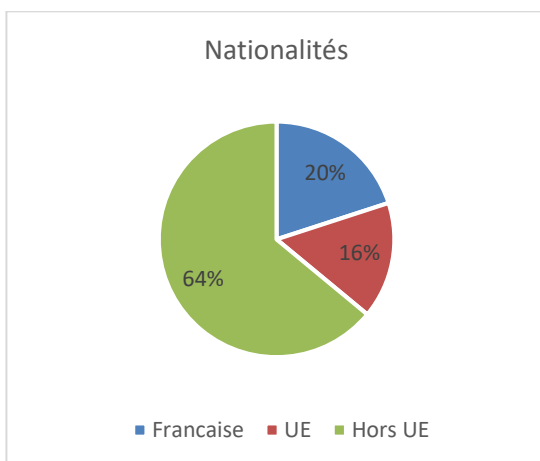
En 2023, les familles sont composées de 1 à 8 enfants, mais principalement, Nous remarquons que les familles ont plutôt 1 à 2 enfants, à l'instar des statistiques démographiques en France.

Alors que les statistiques nationales montrent que 2,6% des enfants sont placés en France (en 2020), le taux d'enfant au CHRS dont les parents n'ont pas la garde est de 27%. Néanmoins, tous ces enfants ne sont pas placés par la protection de l'enfance, certains sont chez l'autre parent et d'autres sont restés au pays d'origine.

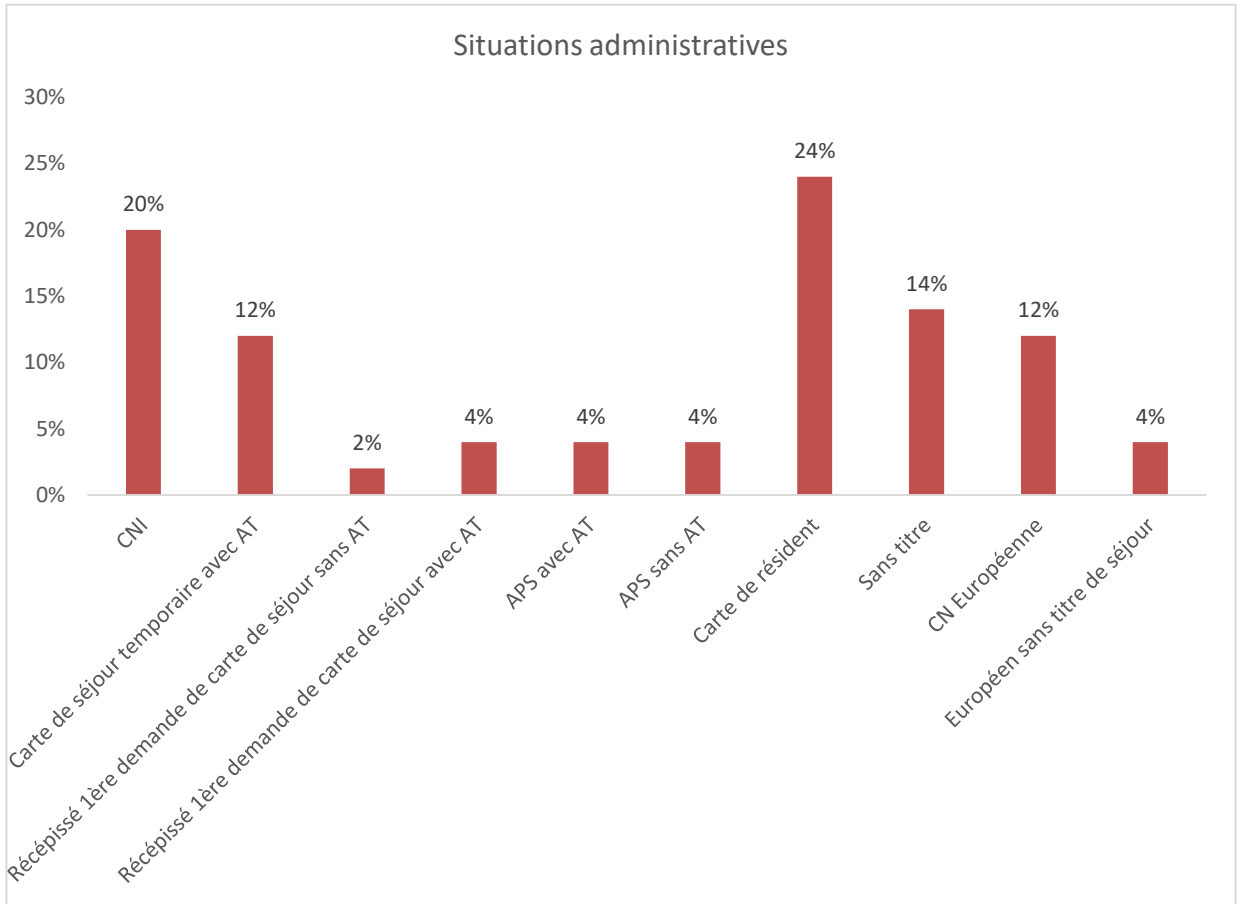
- **Âges des enfants**



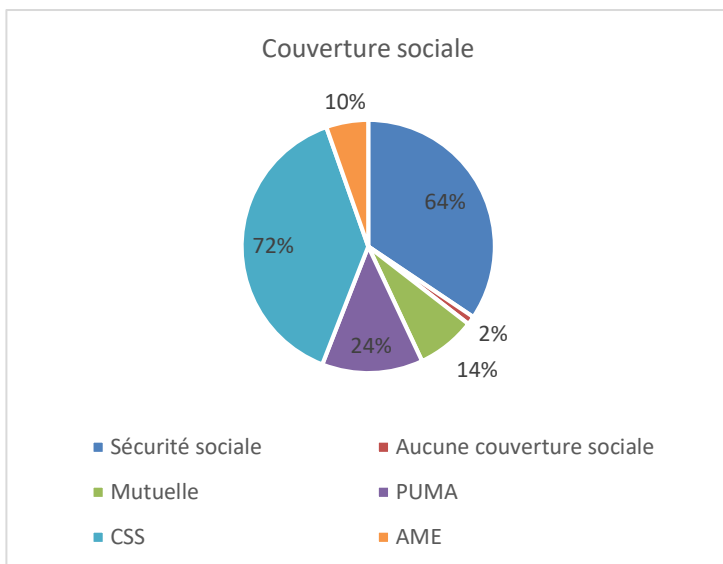
- **Nationalités**



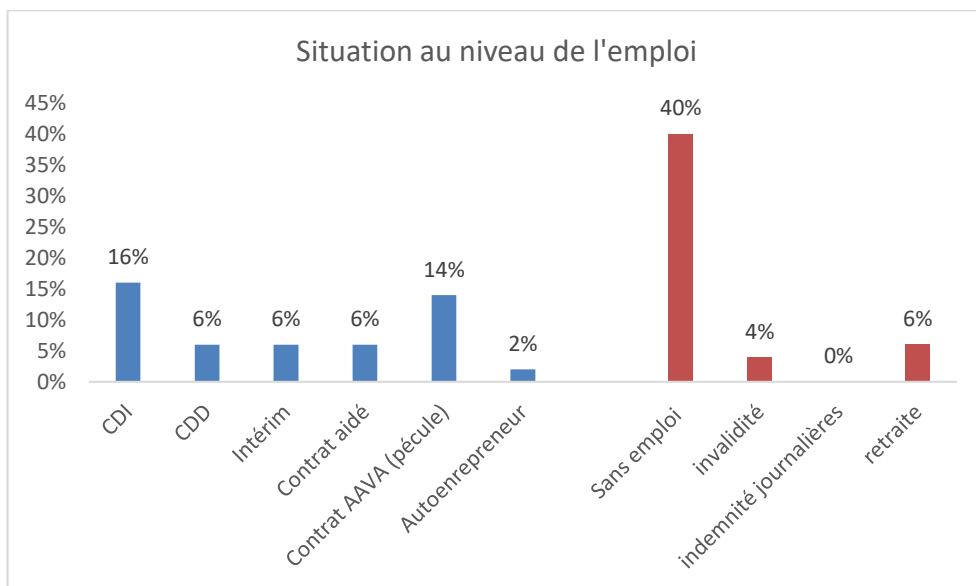
- **Situations administratives**



- **Couverture sociale**



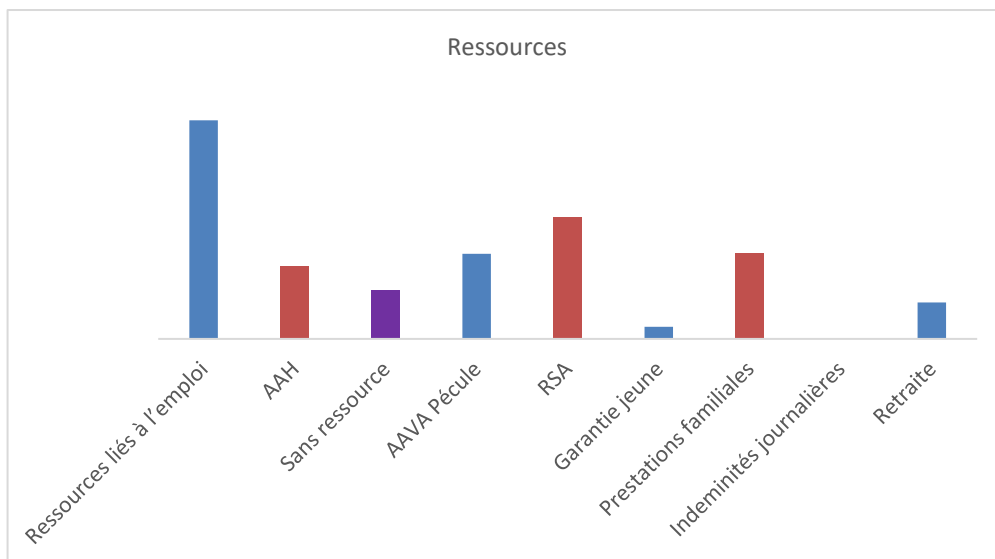
- **Situation au niveau de l'emploi**



- **En situation d'emploi : 50%**

- **En inactivité : 50%**

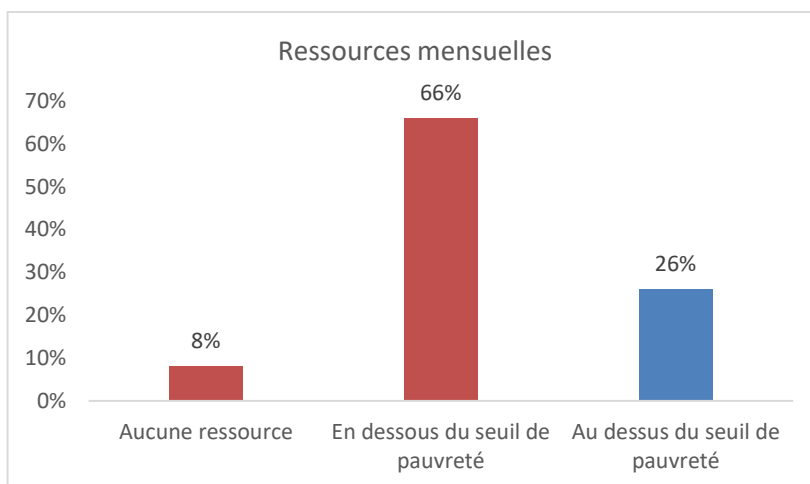
- **Types de ressources**



- Ressources liées à l'emploi : 56 %
- Sans ressources : 8 %

Certaines personnes cumulent plusieurs sources de revenus (revenus d'activité, Prestations sociales).

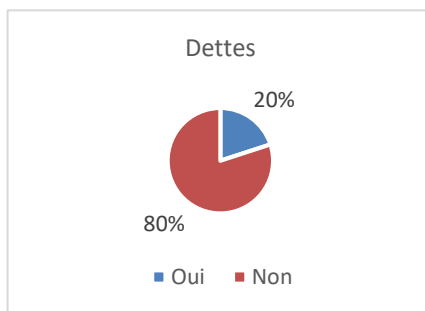
- Ressources mensuelles



74 % des personnes hébergées se situent en dessous du seuil de pauvreté malgré leurs revenus mensuels.

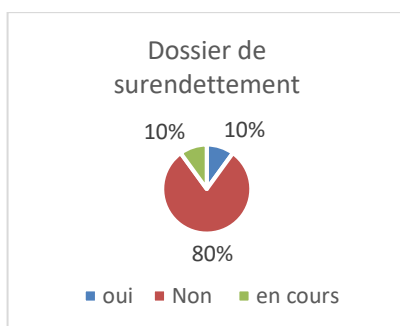
1 personne	< 965 € / mois
Famille monoparentale avec enfant de moins de 14 ans	< 1255 € / mois
Couple avec un enfant de moins de 14 ans	< 1737 € / mois
Un couple sans enfants	< 1448 € / mois

- **Dettes**



La large majorité des personnes n'a pas de dettes, cependant on constate une augmentation par rapport à 2022.

- **Dossier de surendettement**



Les 20 % de personnes endettées sont engagées dans une démarche d'apurement.

Conclusion :

Au regard de ces statistiques, nous constatons que la moitié (50 %) des personnes hébergées et accompagnées sont en situation d'emploi. Une très grande majorité (92 %) a des ressources, qu'elles soient liées à l'emploi ou aux prestations de protection sociale (AAH, RSA, Retraite).

On note que 74 % des personnes se situent en dessous du seuil de pauvreté, il y a une augmentation comparée à 2022. Nous en concluons que même avec des ressources, la situation des personnes reste précaire. L'accompagnement social et le travail en réseau ou en partenariat, sur le versant de l'insertion professionnelle, comme avec Pôle Emploi, La mission Locale et VIAE 38, tendent à stabiliser mais également à améliorer la situation économique des personnes.

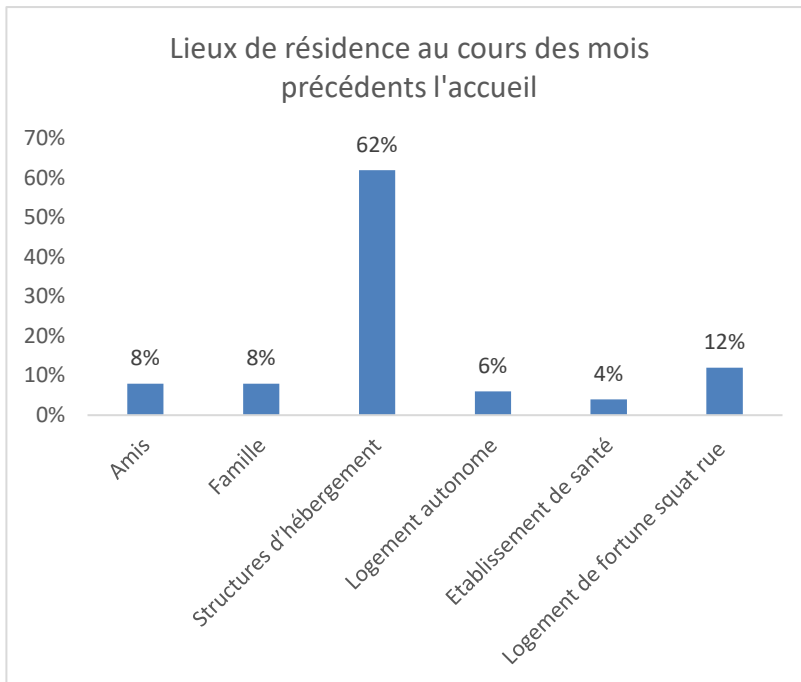
« L'aggravation de la pauvreté tient à la fois à la baisse des revenus et des aides en 2022, et à l'augmentation du coût de la vie – notamment les prix alimentaires (+7,3 %) et de l'énergie (+23,1 %). »⁵

Il est observé qu'il existe une féminisation de la pauvreté, selon le Rapport « *État de la pauvreté en France en 2023* », publié le 14 novembre 2023 par le Secours Catholique :
« Cette aggravation de la pauvreté touche principalement les femmes. Celles-ci représentent 57,5 % des personnes rencontrées contre 51 % en 1989. [...] la pauvreté des femmes se conjugue souvent avec la charge des enfants [...] La part des étrangères dans la proportion de femmes pauvres a progressé depuis quatre ans [...] »⁶

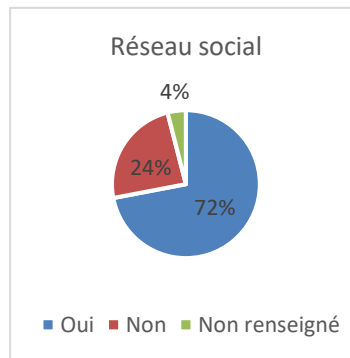
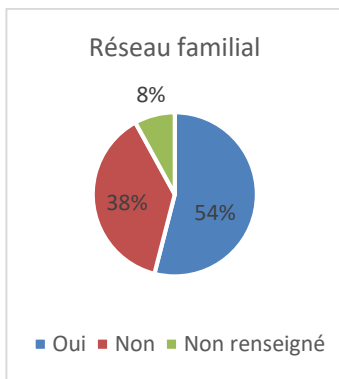
⁵<https://www.lafinancepourtous.com/2023/11/20/la-pauvrete-sest-aggravee-en-2023-et-touche-principalement-les-femmes/> - Consulté le 25/04/2024

⁶ Ibid

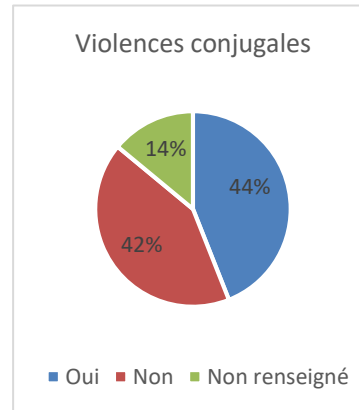
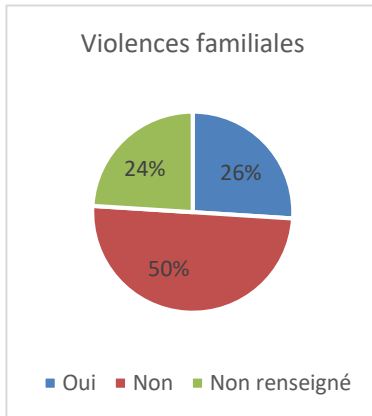
- **Lieux de résidence au cours des mois précédents l'accueil**



- **Environnement familial et social**



- **La personnes a-t-elle subi des violences familiales et/ou conjugales ?**



Violences :

Un tiers des personnes est, ou a été, victimes de violences sous différentes formes. L'accompagnement autour du sentiment de sécurité et de prise de confiance, entraîne les personnes à parler plus aisément sur leurs vécus.

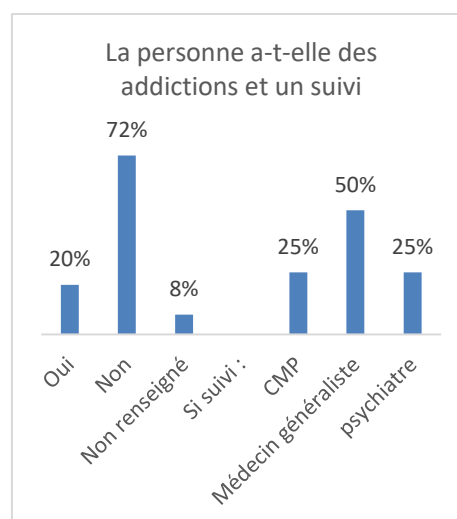
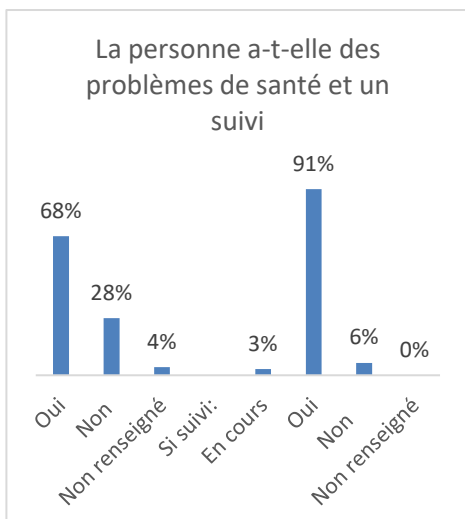
Des liens avec les associations spécialisées sont plus présents et amènent des discussions autour de ce sujet dans l'accompagnement. Cela apporte une ouverture sur l'extérieur pour ces personnes qui sont souvent dans une posture d'enfermement.

La personne a-t-elle des problèmes de santé et d'addictions et un suivi ?

Santé :

En 2023, le développement du pôle santé et des p'tits déj' partenariaux sont venus renforcer la prise en compte de la santé dans l'accompagnement des personnes.

En effet, plus de deux tiers des personnes abordent ce sujet avec les travailleurs sociaux d'Oasis. La veille professionnelle de ces derniers contribue à la libération de la parole et le soin n'est plus perçu que par le prisme de l'habitat.



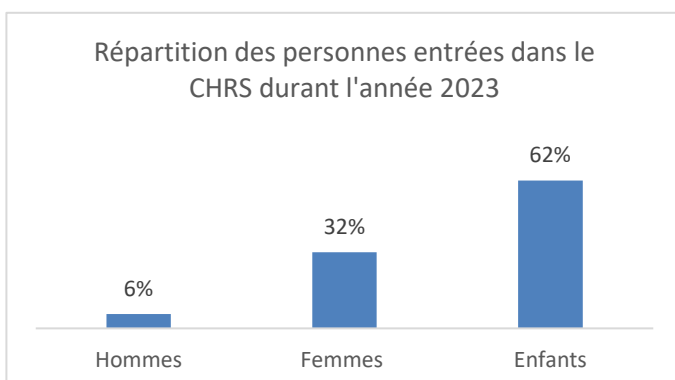
On note que moins d'un tiers des personnes accompagnées parlent d'**addictions** dans leur quotidien.

Cependant on remarque que, dès lors que le sujet est abordé, alors la parole se présente et un accompagnement peut se mettre en place avec une mise en lien avec les partenaires spécialisés.

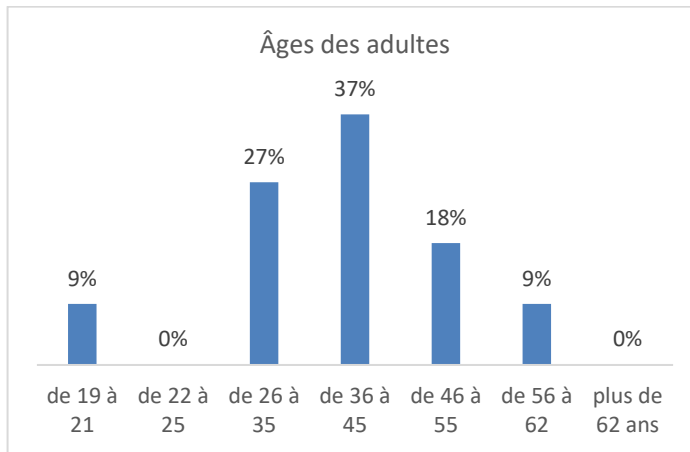
En interne, un travail de réflexion est engagé depuis quelques mois pour accompagner les questions autour des addictions et de la Réduction Des Risques.

TRAVAIL REALISE AVEC LA PLATEFORME ADDICTION DE TOTEM.

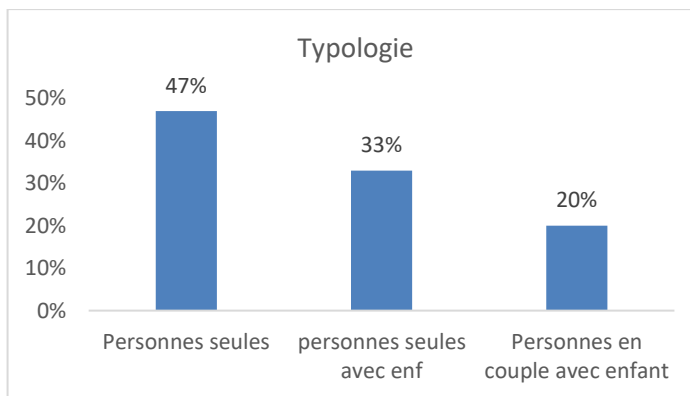
CHRS Insertion – Personnes entrées dans le CHRS insertion durant l'année 2023		
Hommes	2	6%
Femmes	11	32%
Enfants	21	62%
Total	34	100%



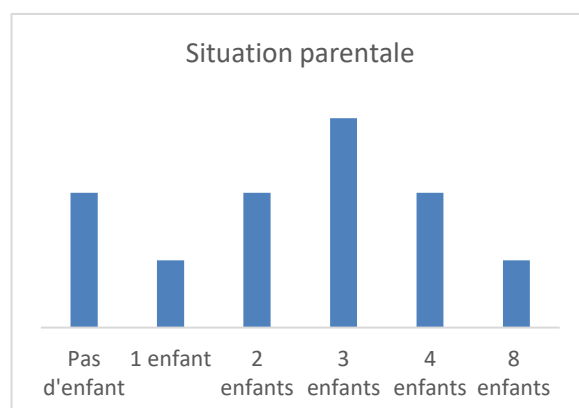
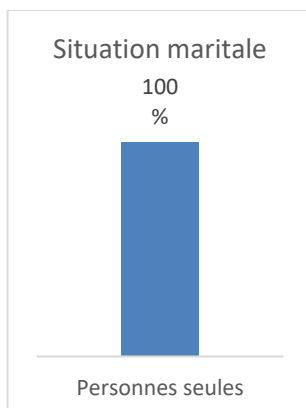
- **Âges des adultes**



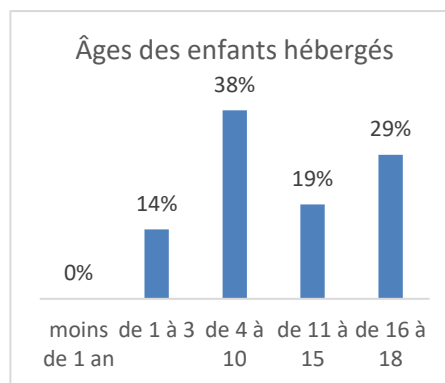
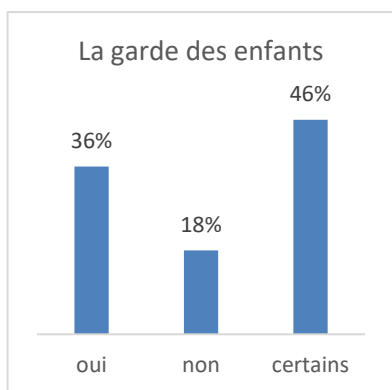
- **Typologie**



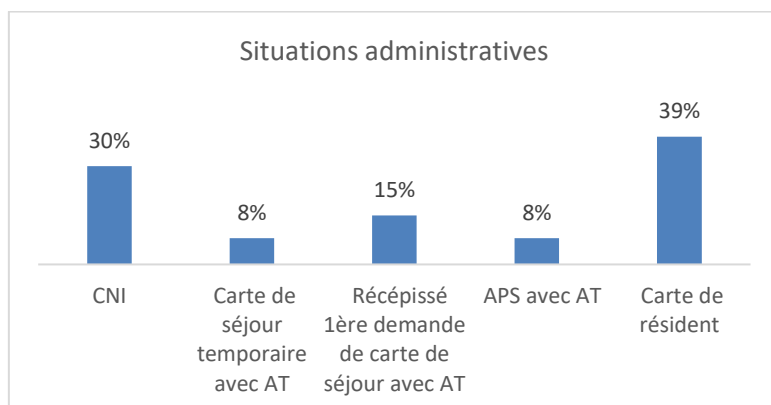
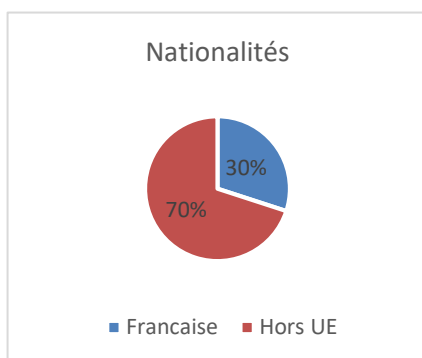
- **Situation maritale – Situation parentale**



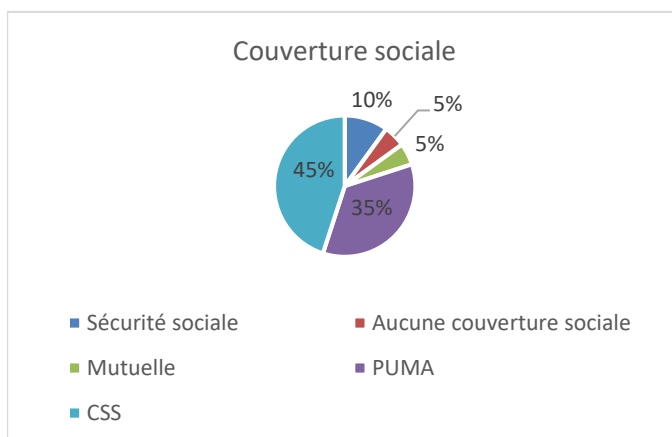
- **La garde et l'âge des enfants hébergés**



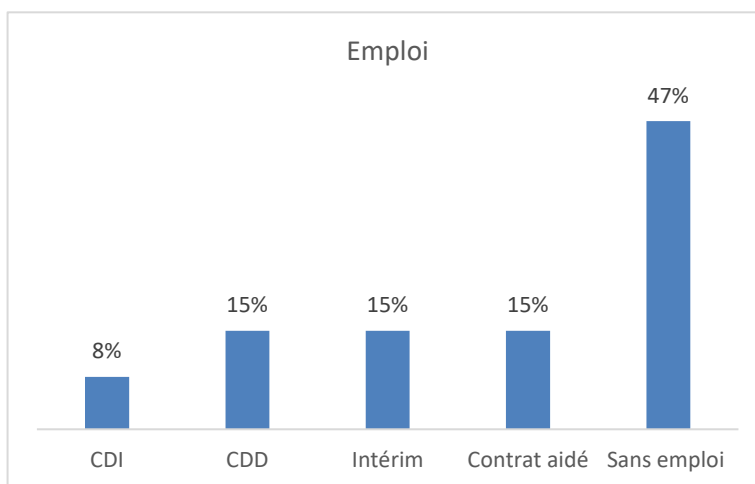
- **Nationalités et situations administratives**



- **Couverture sociale**

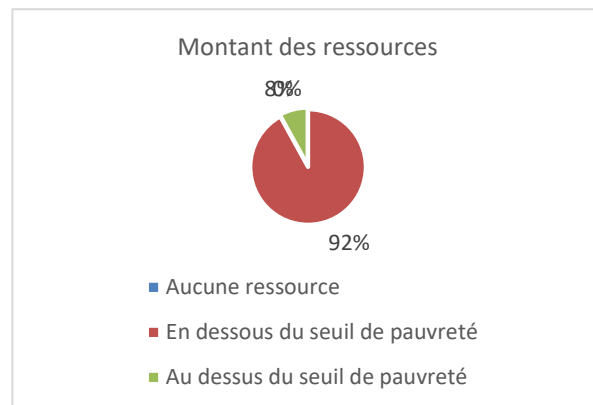
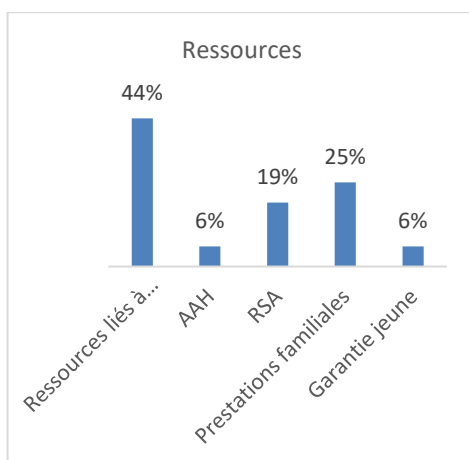


- **Situation au niveau de l'emploi**

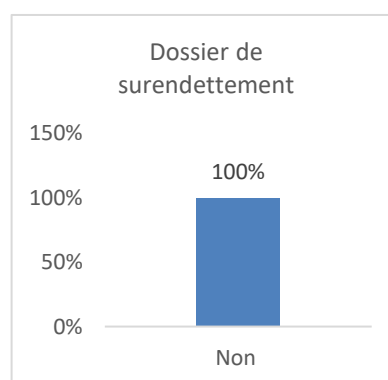
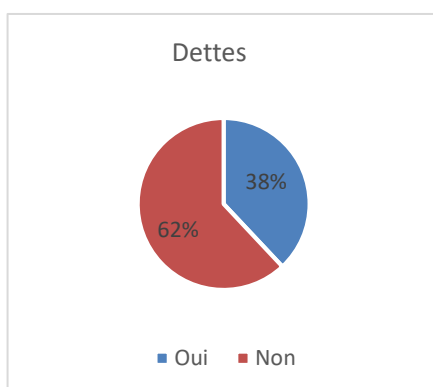


- En situation d'emploi : 53%
- En inactivité : 47%

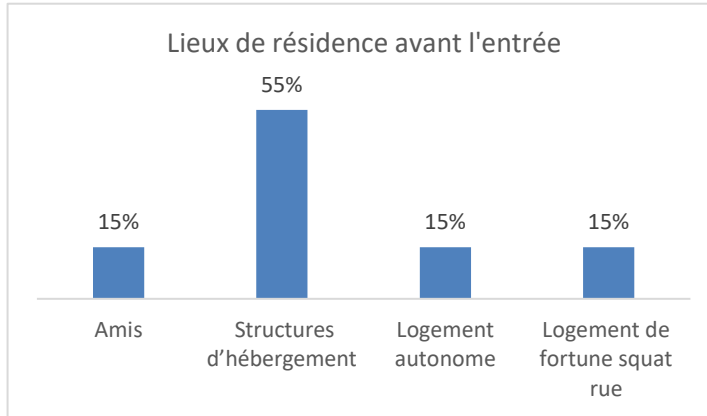
- **Ressources**



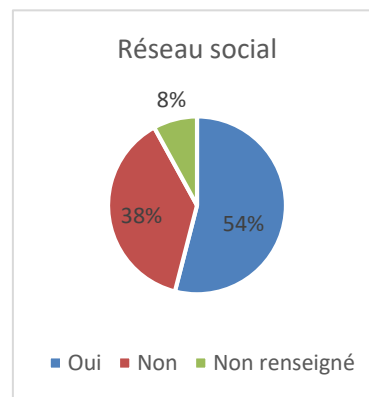
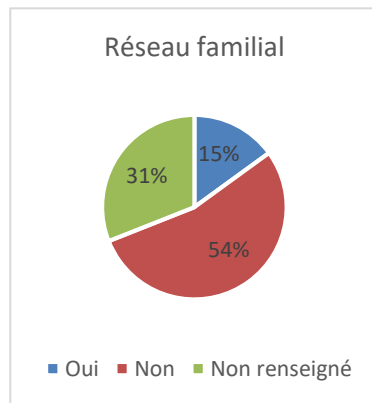
- **Dettes**



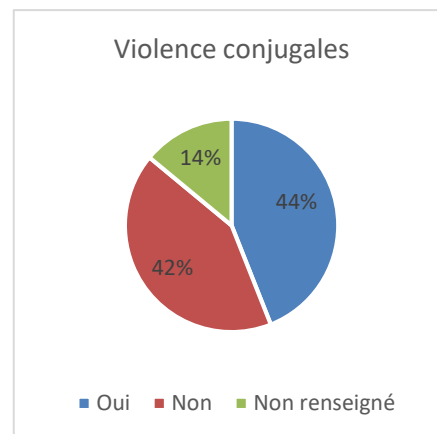
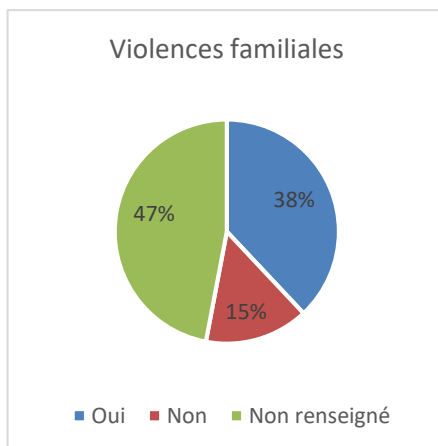
- **Lieux de résidence au cours des mois précédents l'accueil**



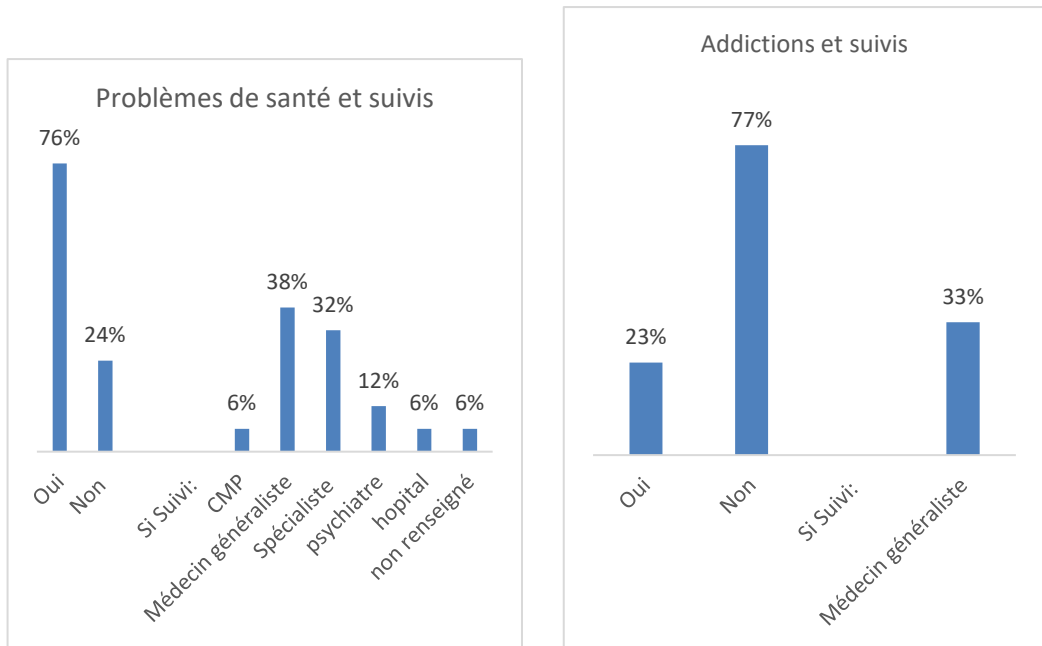
- **Environnement familial et social**



- **La personnes a-t-elle subi des violences familiales et/ou conjugales ?**



- **La personne a-t-elle des problèmes de santé et d'addictions et un suivi ?**

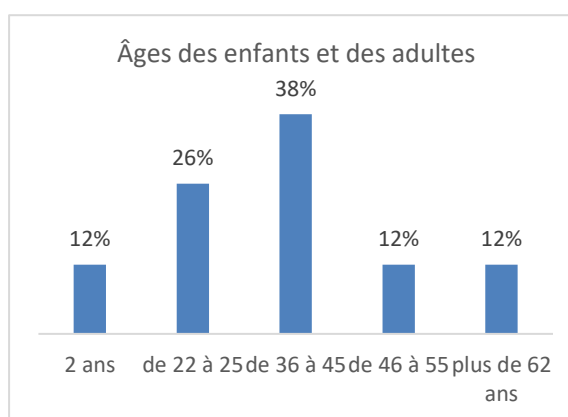
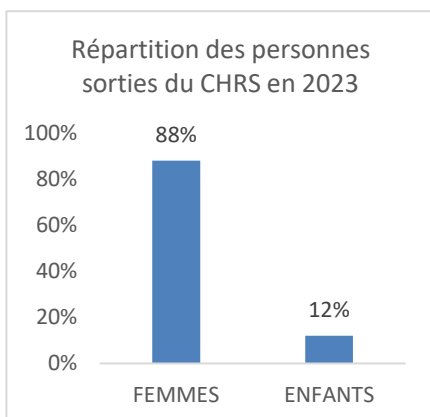


On note que moins d'un tiers des personnes accompagnées parlent d'addictions ans leur quotidien.

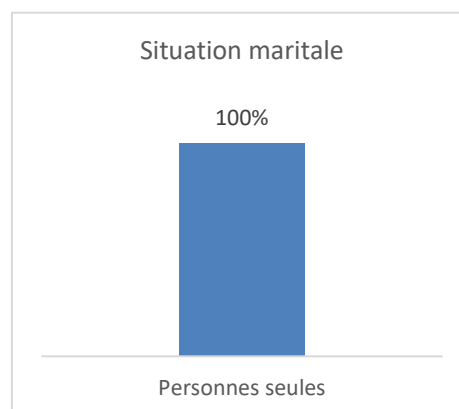
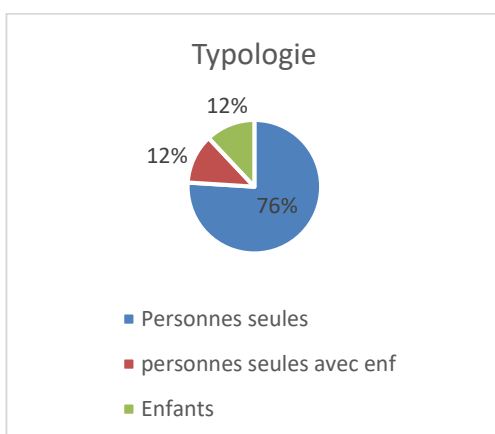
Cependant on remarque que, dès lors que le sujet est abordé, alors la parole se présente et un accompagnement peut se mettre en place avec une mise en lien avec les partenaires spécialisés.

En interne, un travail de réflexion est engagé depuis quelques mois pour accompagner les questions autour des addictions et de la Réduction Des Risques.

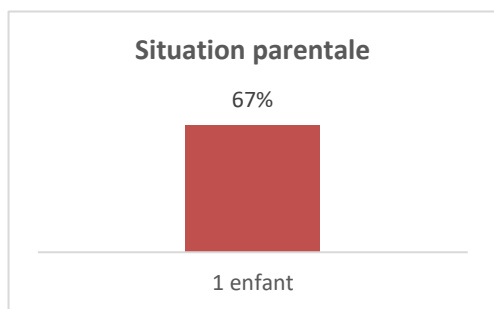
CHRS Insertion – Personnes sorties du CHRS		
insertion en 2023		
Femmes	7	88%
Enfants	1	12%
Total	8	100%



- Typologie et situation maritale

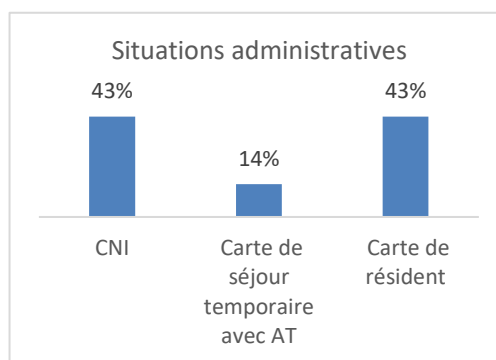
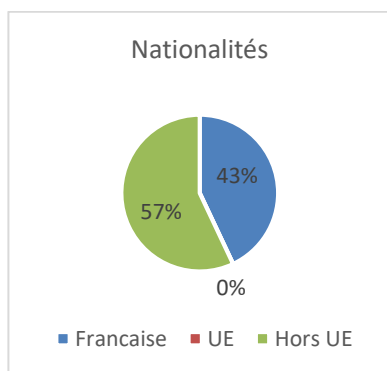


- **Situation parentale**

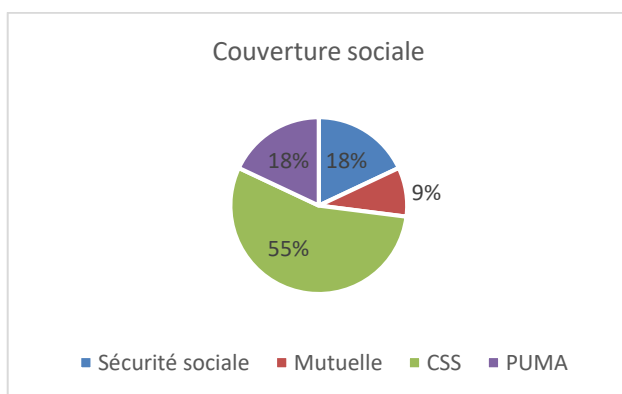


La personne a la garde de son enfant.

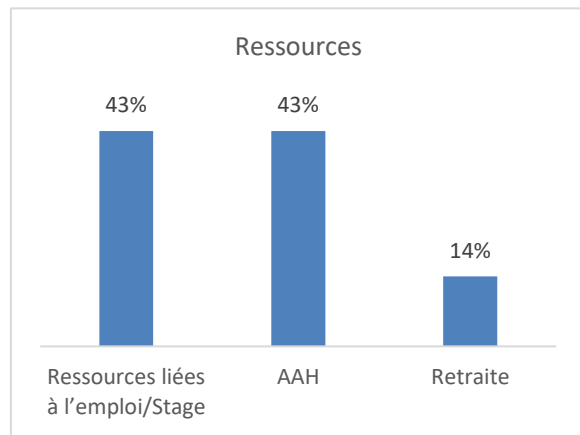
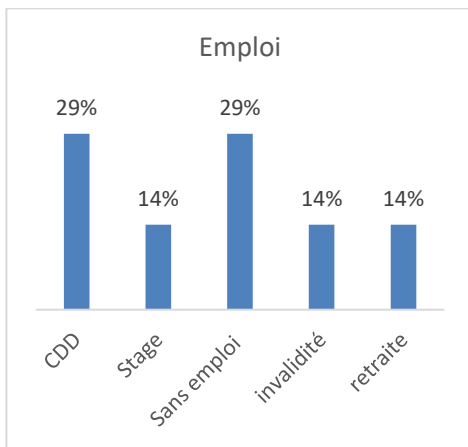
- **Nationalités et situations administratives**



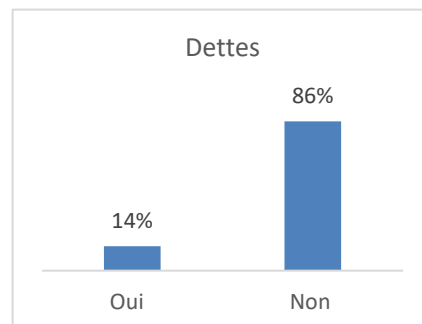
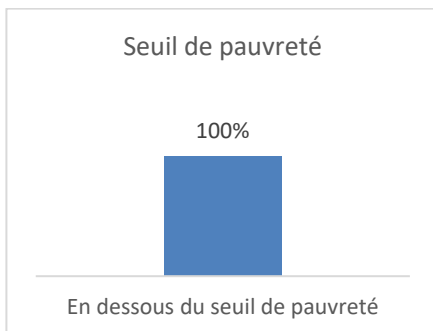
- **Couverture sociale**



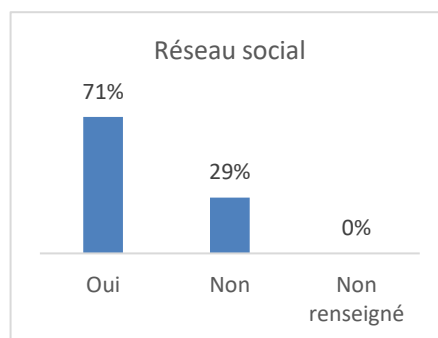
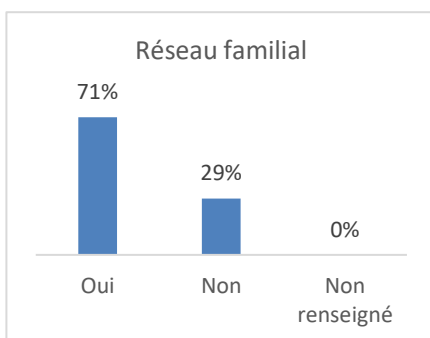
- **Situation au niveau de l'emploi et des ressources**



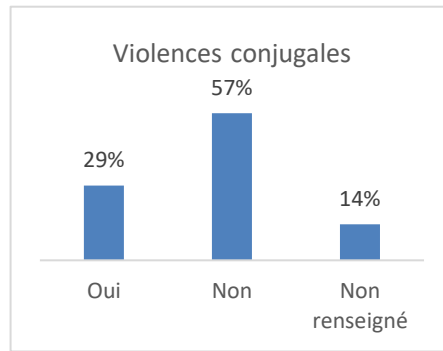
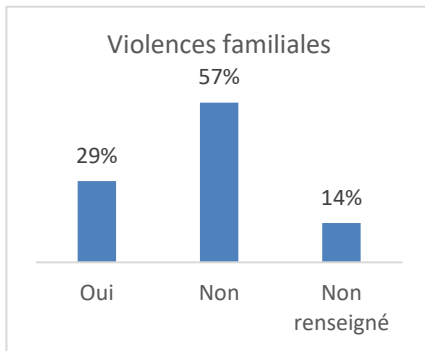
- **Montant des ressources mensuelles - Dettes**



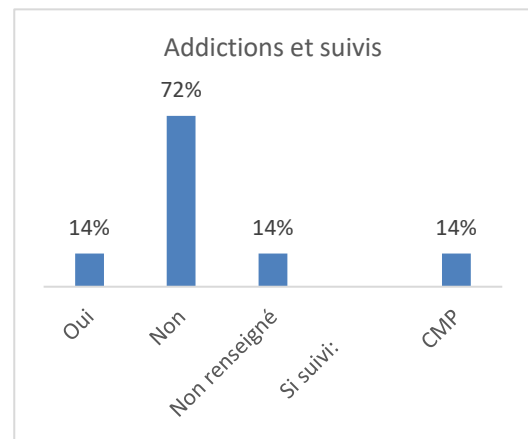
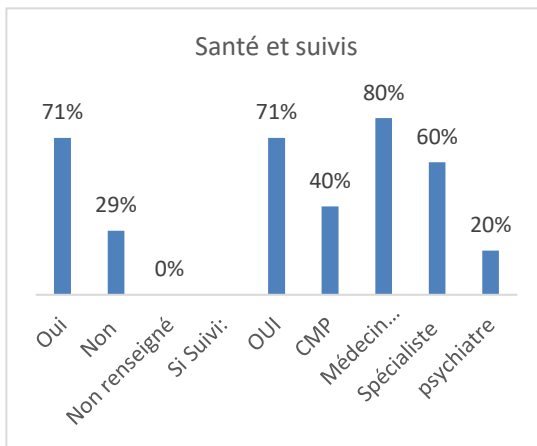
- **Environnement familial et social**



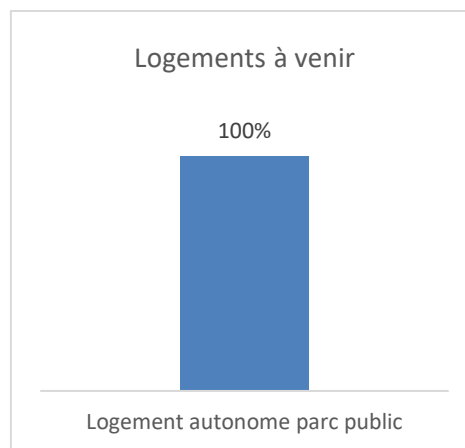
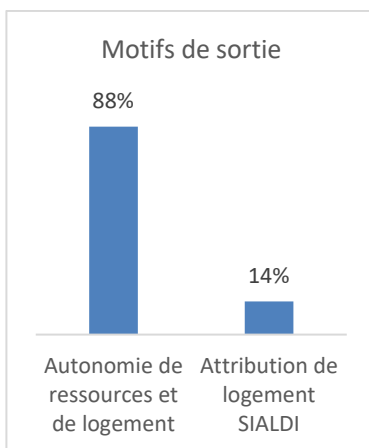
- **La personnes a-t-elle subi des violences familiales et/ou conjugales ?**



La personne a-t-elle des problèmes de santé et d'addictions et un suivi ?

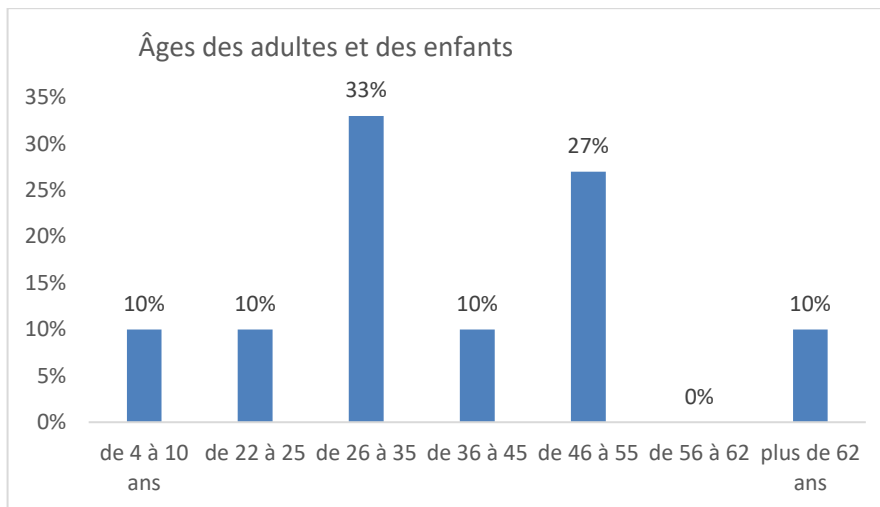


- **Motifs de sortie**

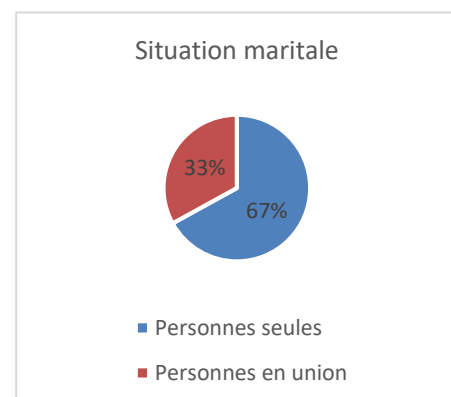
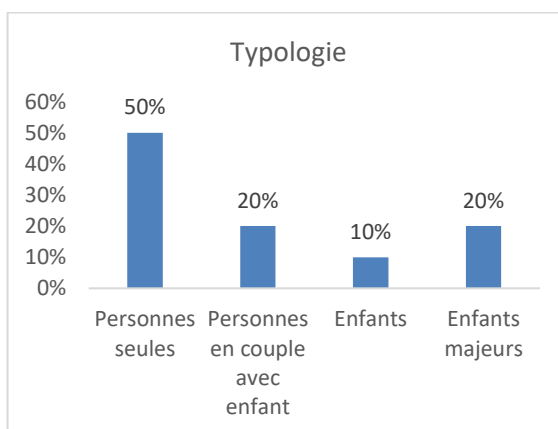


Urgence - Année 2023 -		
Hommes	2	20%
Femmes	5	50%
Enfants	3	30%
Total	10	100 %

- **Âges des adultes et des enfants**



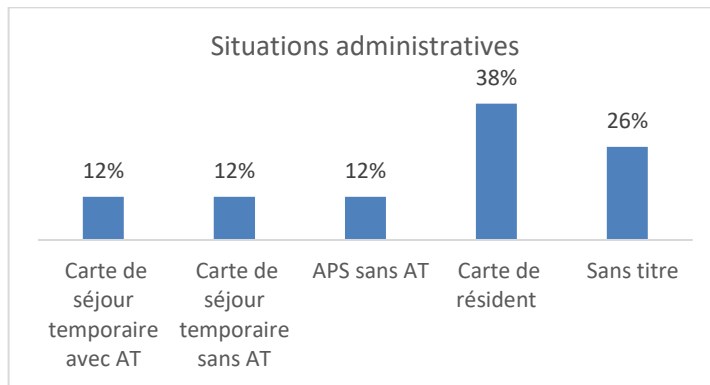
- **Typologie**



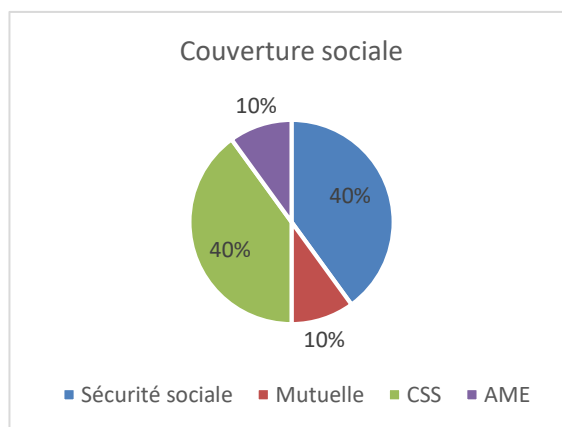
- **Situation parentale**
Un couple a trois enfants dont deux sont majeurs.

- **Nationalités et situations administratives**

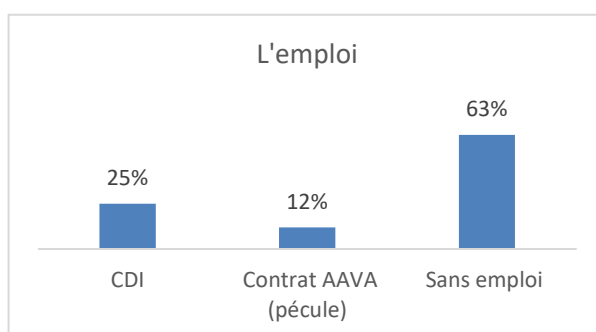
► 100 % des personnes ont une nationalité hors UE



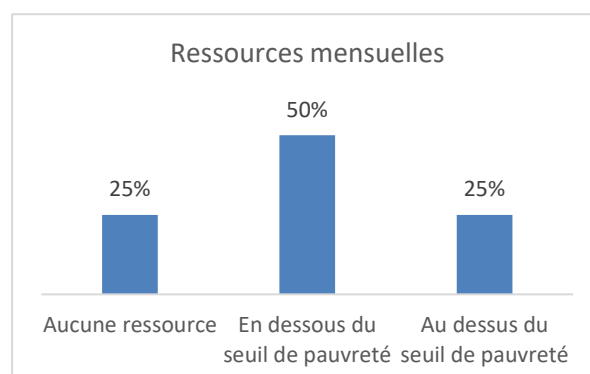
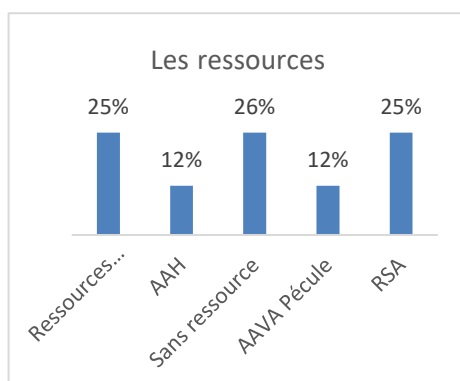
- **Couverture sociale**



- **Situation au niveau de l'emploi**



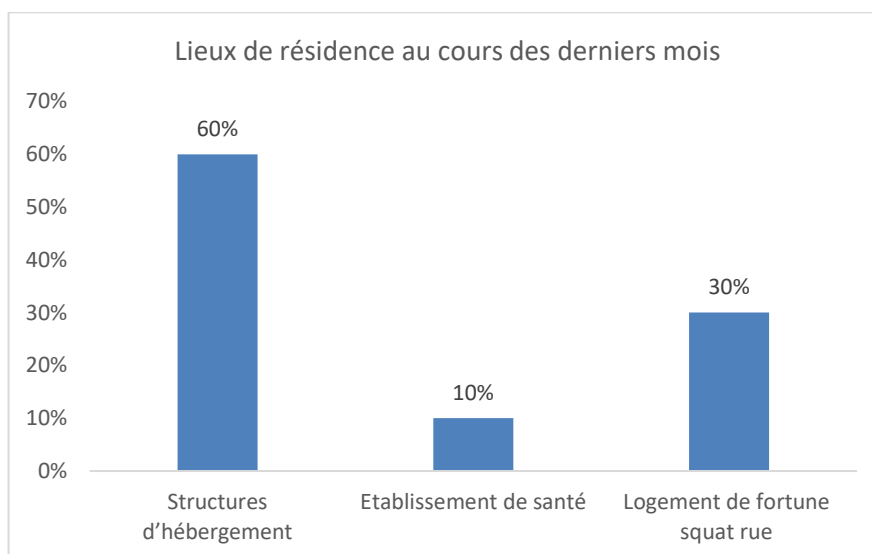
- **Situation au niveau des ressources**



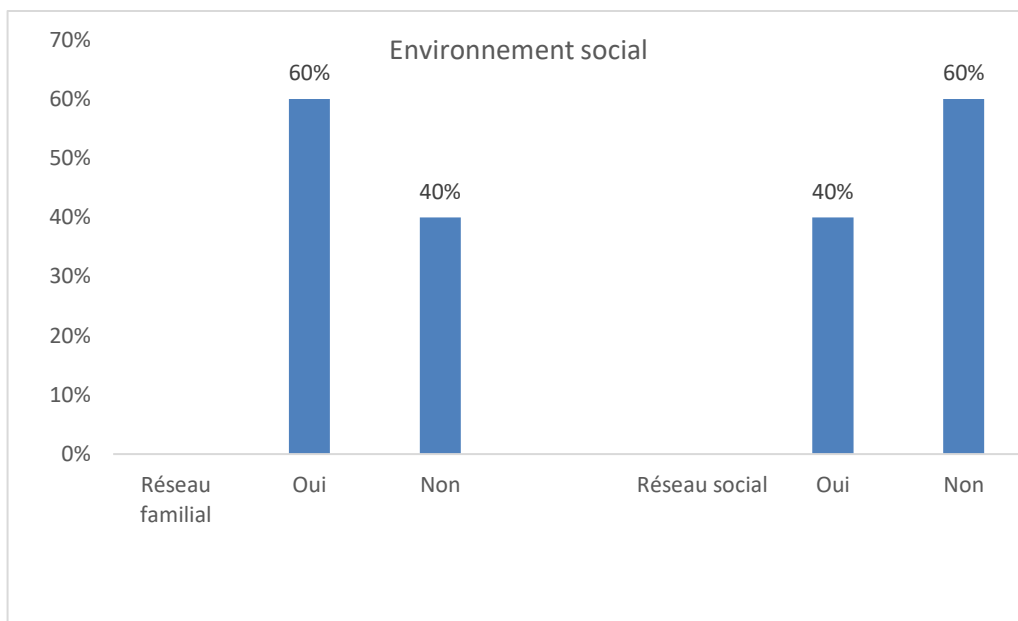
- **Dettes**

Les personnes accueillies en urgence en 2023 déclarent ne pas avoir de dette.

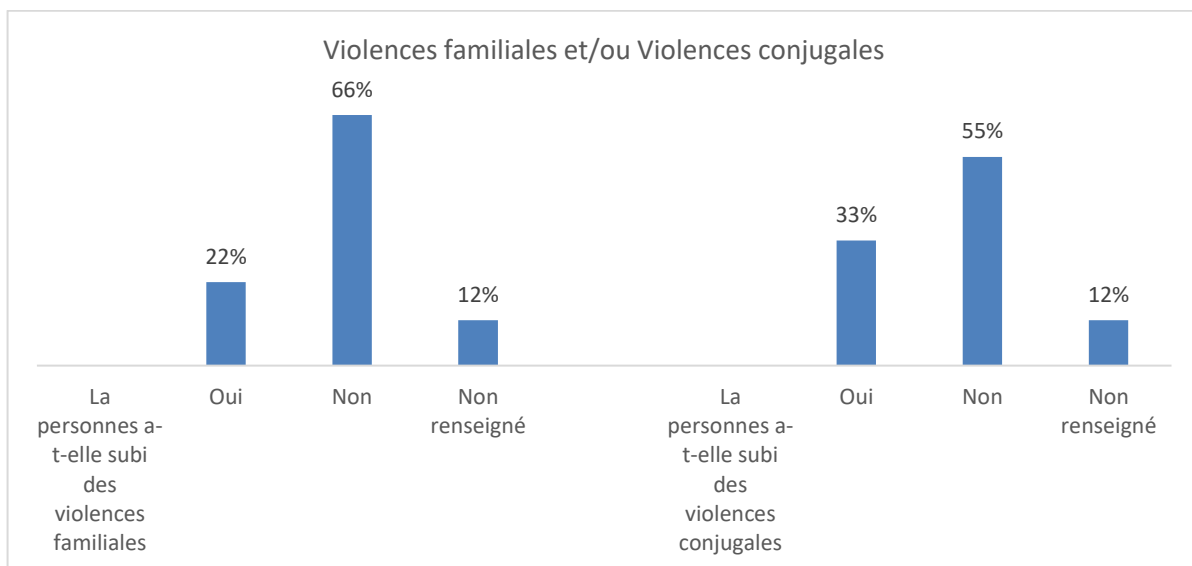
- **Lieux de résidence au cours des derniers mois**



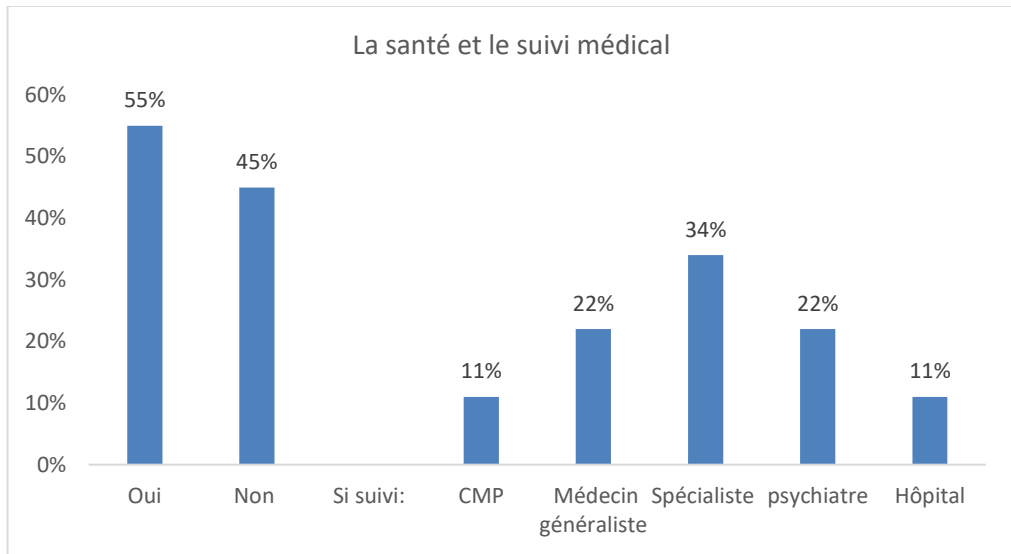
- **Environnement familial et social**



- **La personne a-t-elle subi des violences familiales et/ou des violences conjugales ?**



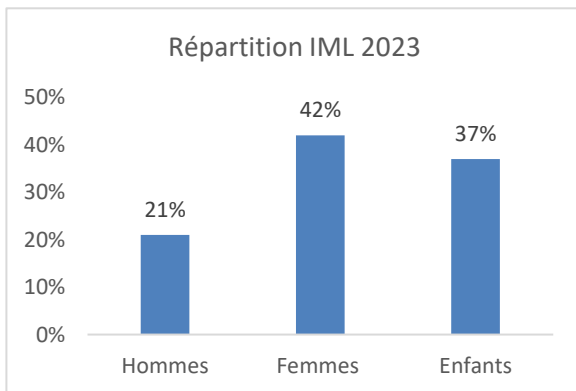
- **La personne a-t-elle des problèmes de santé et un suivi ?**



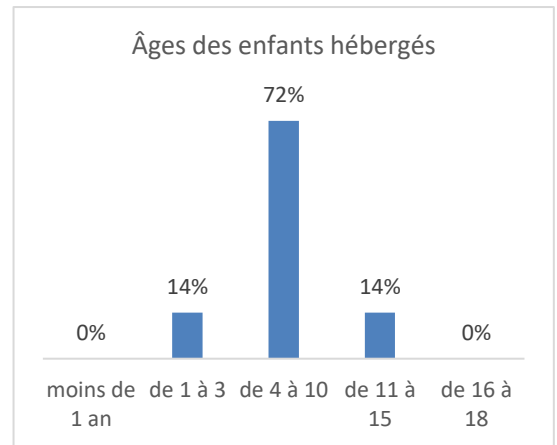
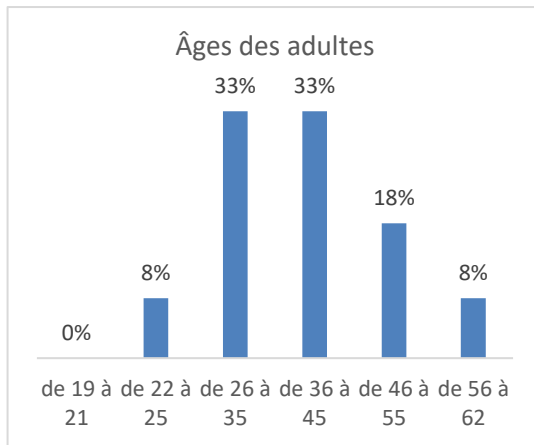
- **Addictions**

Une personne dit avoir des addictions sans suivi médical.

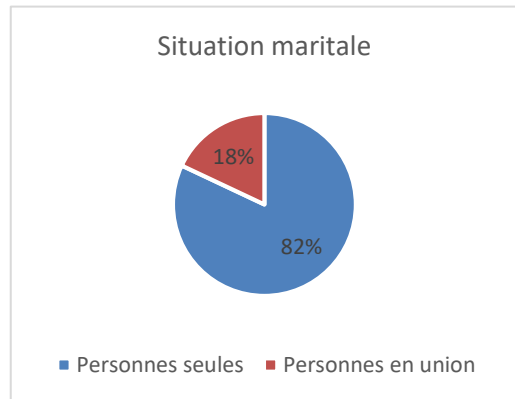
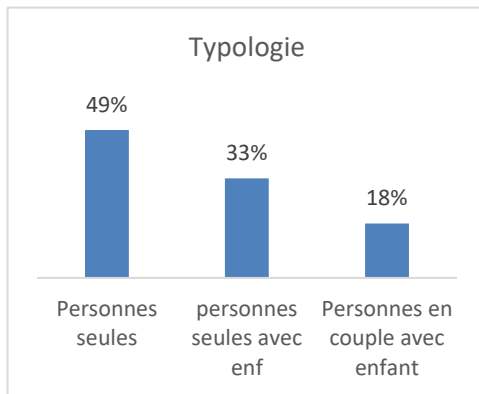
IML – Année 2023 -		
Hommes	21%	4
Femmes	42%	8
Enfants	37%	7
Total	100%	19



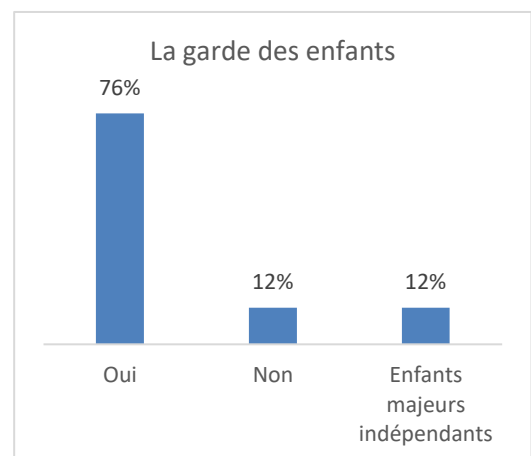
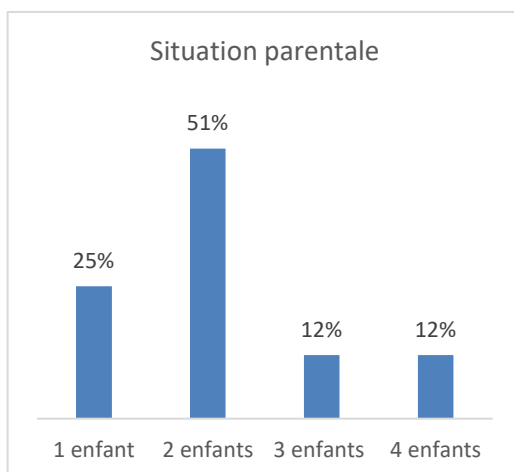
- **Âges des adultes et des enfants hébergés**



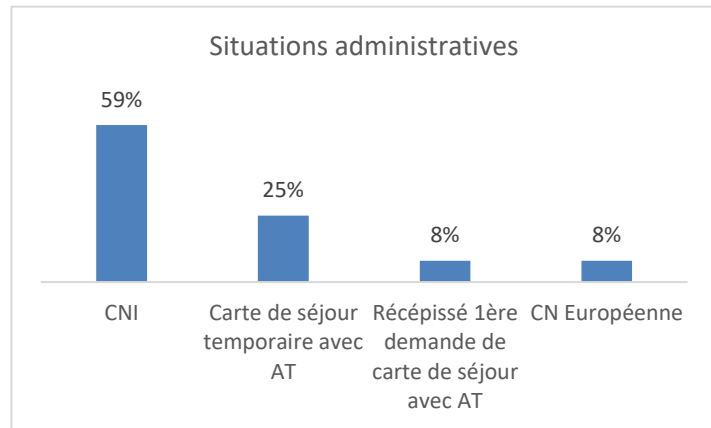
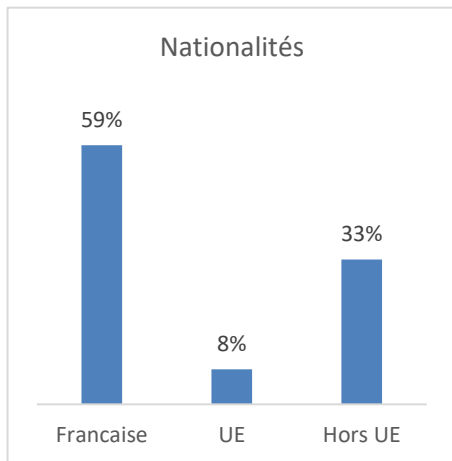
- **Typologie**



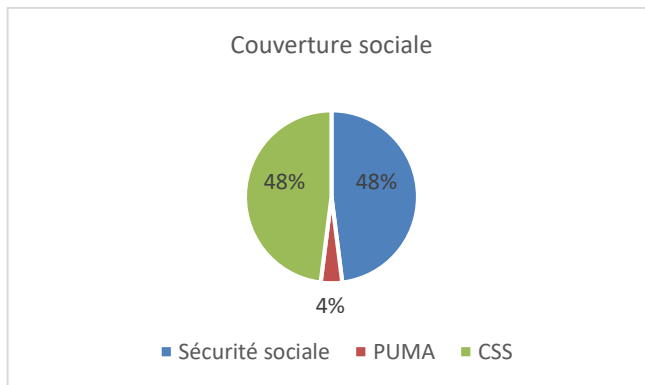
- **Situation parentale**



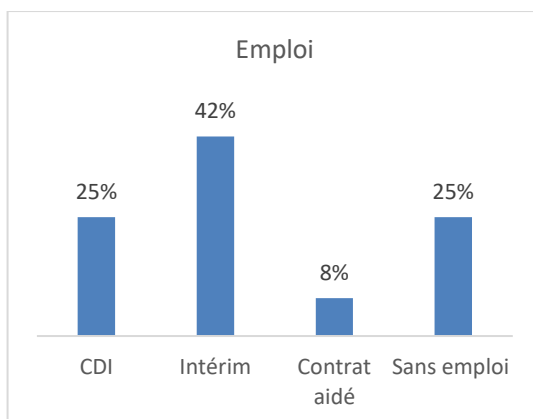
- **Nationalités et situations administratives**



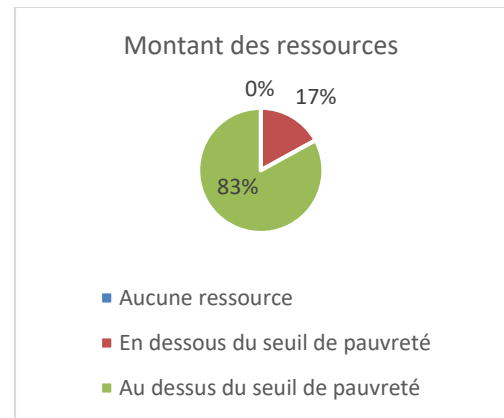
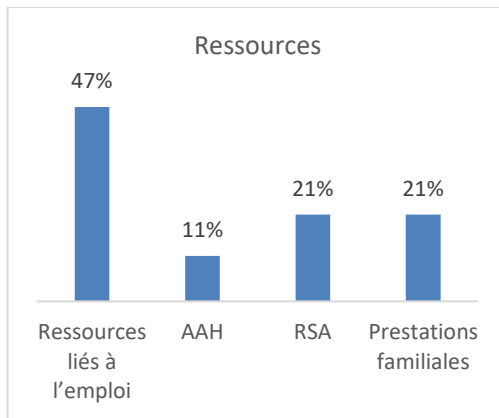
- **Couverture sociale**



- **Situation au niveau de l'emploi**

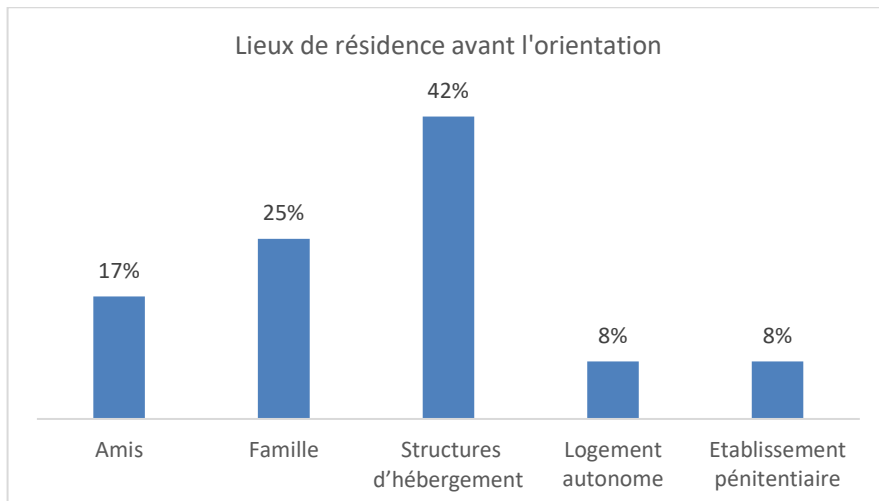


- **Situation au niveau des ressources**

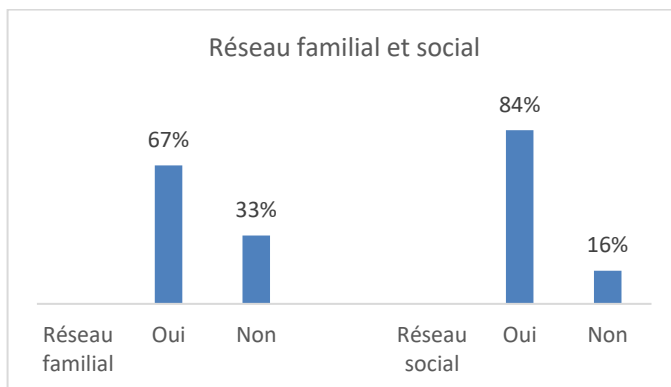


Les personnes présentes déclarent ne pas avoir de dette.

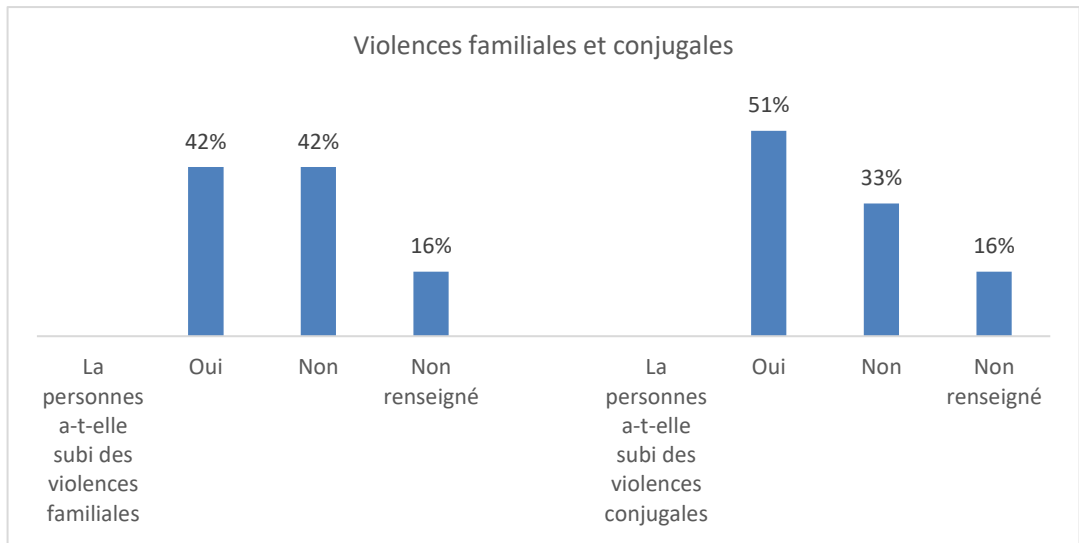
- **Lieux de résidence au cours des derniers mois**



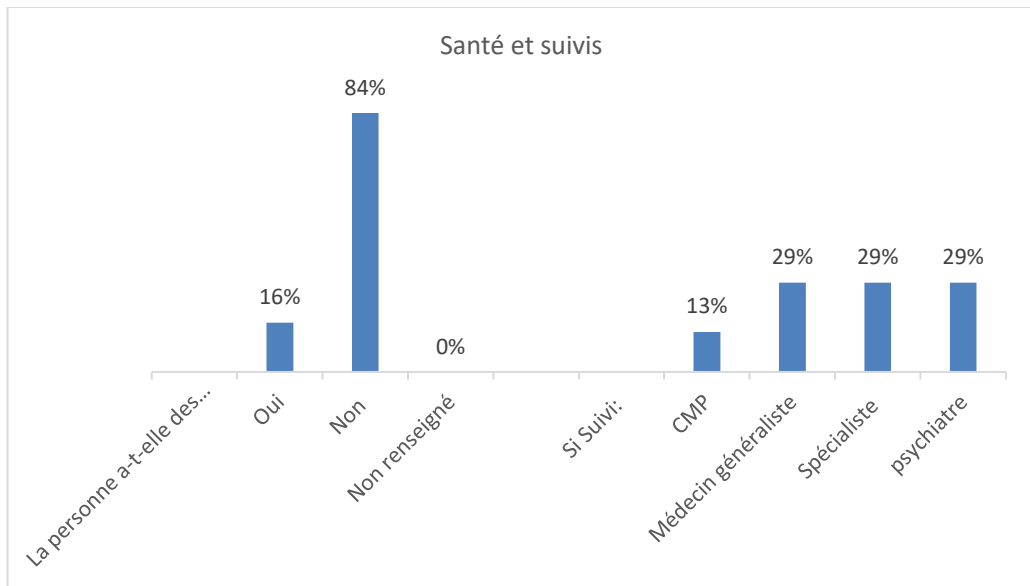
- **Environnement familial et social**



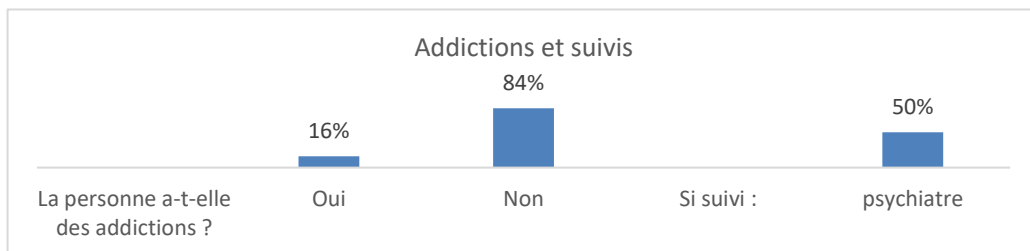
- **La personnes a-t-elle subi des violences familiales et conjugales ?**



- **Problèmes de santé et suivis**



- **Addictions et suivis**



Sorties IML 2023

Durant l'année 2023, 6 personnes ont quitté le dispositif IML :

2 femmes seules ont eu une attribution de logement autonome dans le parc public ;
1 couple avec deux enfants a eu une attribution de logement autonome dans le parc public.
